Mort du général de Gaulle



Jean Mauriac

Grasset

Table des Matières

Jean Mauriac /*Mort* du général de Gaulle

Jean Mauriac est né le 15 août 1924 à Paris. Il passe une enfance ouatée dans les beaux quartiers, sous la férule des maîtres des cours Hattemer et Saint-Louis; une enfance mélodieuse aussi, à l'écoute de Mozart, de Schubert, de Ravel, sur de grands disques de cire. « Mon père, dit-il, m'a appris la musique. » Ce père, c'est François Mauriac. Et il faut entendre « musique » au sens large, vers de Racine compris, que l'écrivain lisait à ses enfants quand il consentait à lâcher sa plume.

A douze ans, Jean Mauriac « dirige » un journal polycopié, le Trait d'Union, dans lequel il publie interviews et éditoriaux politiques. Il fréquente le lycée Janson-de-Sailly quand la guerre éclate. Alors qu'il se destine au Droit et à Sciences-Po, c'est « par hasard » qu'il entre, fin août 44, à l'Agence France-Presse. Il ne la quittera plus, comme il ne quittera plus le général de Gaulle auprès duquel il est aussitôt accrédité. Dès septembre 44, il l'accompagne dans ses visites aux villes normandes et nordistes libérées. En novembre, il s'engage sur le front des Alpes. Il reviendra à l'AFP avec la croix de guerre. Affecté au service diplomatique, Jean Mauriac assiste alors aux grandes conférences internationales de l'après-guerre, se liant avec Bourguiba, Mohammed V, puis Hassan Il, et nombre de présidents et de ministres de la IV e . Il n'abandonne pas pour autant de Gaulle, alors en pleine traversée du désert. A titre personnel, il lui rend visite rue Solférino et le rencontre tous les 18 juin au Mont Valérien. De 1952 à 1958, il est chargé de la décolonisation de la Tunisie et du Maroc. Apprécié par les chefs nationalistes en raison des positions de son père, certains colons en revanche le menacent de mort. De Gaulle revenu au pouvoir en 1958, Jean Mauriac reprend, tout naturellement, sa place d'accrédité auprès du chef de l'État. Position privilégiée qui rappelle celle de Joinville auprès de Saint Louis. De Santiago à Novossibirsk, il sera de tous les voyages avec le Général, souvent seul à ses côtés dans son avion spécial, recueillant ses colères, ses sentences, ses confidences (telle la décision, plusieurs semaines à l'avance, d'accorder l'autodétermination aux Algériens). Cette confiance lui vaudra de nombreux scoops (« l'Histoire

s'est faite devant moi ») et de fréquents échanges avec son père, gaulliste plus critique (cf. les fameux Bloc-Notes). On le lira dans Mort du général de Gaulle, Jean Mauriac n'a pas lâché le Général après son départ de l'Elysée en 1969. Il l'a suivi, quand il se détachait. L'histoire s'est aussi défaite sous ses yeux. C'est lui qui donnera le triste flash du 10 novembre 1970, au lendemain d'une mort tenue quelques heures secrète.

Puis il reprendra ses voyages pour l'AFP : Tahiti avec Messmer, la Chine et l'URSS avec Chaban-Delmas, le Brésil en Concorde, le Maroc avec Mitterrand, le monde avec l'Unesco, où il est accrédité. En 1988, celui dont le père Prix Nobel disait qu'il était « le plus lu des Mauriac » quitte l'AFP et prend sa retraite.

Dix ans plus tard, Jean Mauriac publie Malagar, ses souvenirs d'enfance et de jeunesse du célèbre domaine familial. François Mauriac (parti deux mois avant de Gaulle) vibre à toutes les pages de ces Mémoires recueillies. Aujourd'hui Jean Mauriac dit encore : « Je suis reconnaissant à mon père d'avoir été son fils. » C'est beau et simple. Jean Mauriac est fidèle aux grandes âmes.

Il y a trente ans, le 27 avril 1969, les Français, interrogés par référendum sur la réforme des régions et du sénat, répondaient non au général de Gaulle. Ce non signifiait davantage qu'un exil. De Gaulle le savait, qui disait : « J'ai été blessé en Mai 68. Et maintenant, ils m'ont achevé. Et maintenant, je suis mort. » Mort du général de Gaulle, *publié en 1972, s'ouvre par le récit de la semaine précédant cette fin politique. Il se referme sur la disparition physique du général, le 9 novembre 1970, et son ensevelissement, trois jours plus tard, dans la « bonne et sainte terre » de « Notre Dame la France ». Entre-temps, le général a voyagé en Irlande, en Espagne, écrit la suite de ses Mémoires à Colombey, s'est entretenu avec des proches triés sur le volet et surtout mesuré à la solitude, à la souffrance. Ces dix-neuf derniers mois, ce compte à rebours dramatique, Jean Mauriac, dépêché par l'AFP, informé de visu, aux meilleures sources, les restitue incomparablement. Telle rigueur, telle limpidité de style semblent aujourd'hui perdues. Pas d'afféterie ni de temps morts, la richesse de l'information, l'enchaînement minutieux des tableaux rythment le récit et musèlent l'émotion. Si le chagrin de l'auteur affleure parfois, il est voilé dans un détail, une image. Pudeur et discrétion : des qualités bien rares*

dans les ouvrages politiques. C'est peut-être une question de sujet, de modèle... Voici de Gaulle émouvant et grandiose dans l'adversité, apocalyptique dans sa vision de l'avenir nucléarisé. De Gaulle solitaire et quotidien à Colombey. De Gaulle shakespearien, hanté par la mort. De Gaulle, aux derniers feux de sa vie, raconté par le cœur et la raison.

ISBN : 978-2-246-14519-6

Ce livre a une origine : les articles que j'ai donnés à l'Agence France-Presse, pour son service général, après la mort du général de Gaulle. Je remercie l'A.F.-P. et son président, M. Jean Marin, de m'avoir autorisé à puiser dans ces dépêches.

J. M.

CHAPITRE PREMIER
LE DÉPART

Le dimanche 20 avril 1969, sept jours avant le référendum, le général de Gaulle, après avoir assisté à la messe célébrée dans la petite chapelle de l' Élysée par son neveu, le père François de Gaulle, recevait ses enfants dans ses appartements privés, comme il en avait l'habitude quand il ne passait pas la fin de semaine à Colombey. « Je sais, leur a-t-il dit ce jour-là, que ce référendum sera perdu. Je le sais avec certitude depuis que Giscard d'Estaing a déclaré qu'il n'approuverait pas le projet de loi référendaire (le député du Puy-de-Dôme avait fait cette déclaration à Chamalières, le 14 avril). Il me manquera les voix des indépendants qui suivront Giscard. »

En fait, selon certains de ses proches, le général a été vraiment confiant jusqu'au jour – le 19 février – où la date du référendum fut officiellement fixée au 27 avril, au cours d'un Conseil des ministres. Le surlendemain exactement de ce 19 février, le général de Gaulle fit part de ses hésitations à plusieurs de ses ministres, au point d'envisager, peut-être même de décider, un ajournement. Le Premier ministre, M. Maurice Couve de Murville, et certains membres du gouvernement avaient insisté, depuis plusieurs mois, pour que le général de Gaulle remette à plus tard la date du référendum, avec l'espoir qu'il abandonne le projet. « Et Pompidou, avait demandé un jour, vers le début de l'année, le chef de l'État à Jacques Foccart, secrétaire général à l'Élysée pour les affaires africaines et malgaches, que pense-t-il? – M. Pompidou, lui avait-il répondu, pense que le référendum risque d'être perdu et m'a chargé de vous dire qu'il serait plus sage d'y renoncer. »

Quelques jours après la fixation de la date, Michel Debré tente de mettre à profit les hésitations du général. Il lui dit, pour la seconde fois, qu'il est contre ce référendum, quant au fond, quant à la date et parce que les Français considèrent que ce n'est pas le problème important du moment. A l'issue de cette conversation, le président de la République paraît décidé à ajourner le référendum. Il s'écrie : « On dira de Gaulle recule! Eh bien quoi, ce n'est pas une honte de reculer! » Michel Debré et quelques autres ministres, dont Raymond Marcellin qui avait fait part au général des rapports pessimistes des préfets, ont cru à ce moment-là qu'ils avaient eu

gain de cause. Mais en même temps, le général de Gaulle est l'objet de pressions dans un sens contraire. Nombreux sont ceux qui, hostiles au référendum avant la publication de sa date, pensent qu'il est maintenant trop tard pour changer d'avis. L'un de ses collaborateurs lui dit: « Vous ne pouvez plus reculer depuis que le référendum a été officiellement annoncé. Vous perdriez toute autorité. Ce serait pire que tout. » Le général revient alors sur ce qu'il a dit à Michel Debré, considère que, la date étant fixée, les dés sont jetés. Il déclare : « Je n'ai plus le choix. Ou je crève l'abcès, ou je m'en vais. »

Maurice Couve de Murville dira plus tard : « Le général savait qu'il ne pourrait demeurer au pouvoir sans un nouvel assentiment populaire. Ses dernières hésitations étaient sans doute feintes. Fidèle à son habitude, il nous avait, au dernier moment, posé la question sur un éventuel ajournement du référendum, sachant fort bien que nous répondrions par la négative. Mais quelle qu'ait été notre réponse, il aurait maintenu le référendum. »

Le mercredi 23 avril, le général de Gaulle, sûr de son échec, sait donc qu'il préside, pour la dernière fois après plus de dix années, le Conseil des ministres. Les délibérations sont brèves, l'ordre du jour de routine. Avant de prendre place à la table du Conseil, il en fait lentement, comme toujours, le tour, pour serrer les mains des membres du gouvernement. Le général est impassible, égal à lui-même. Une phrase seulement rappellera la gravité de l'heure. Au moment de prendre congé, le président de la République dit simplement : « Nous nous réunirons en principe mercredi prochain. Nous avons, en effet, l'espoir de nous retrouver la semaine prochaine. S'il n'en était pas ainsi, ce serait un chapitre de l'histoire de France qui serait terminé. » Juste auparavant, Michel Debré, alors ministre des Affaires étrangères, avait fait sa communication portant sur la situation internationale. « Le problème principal qui se pose, avait-il dit, est la place de la France. Une chose est frappante: c'est la considération que tous les pays ont pour la France. Si le référendum était défavorable, tout cela serait compromis. Il n'y a que les Français pour ne pas s'en rendre compte... » L'atmosphère, tout au long du Conseil, fut pesante. Certains ministres, en quittant l'Élysée, dirent à Bernard Tricot, secrétaire général de la présidence de la République: « Je souffre pour le général... » Tous savaient qu'ils avaient vu pour la dernière

fois le général de Gaulle, assis à cette table entre André Malraux et Michel Debré, face à Maurice Couve de Murville, Premier ministre. Plusieurs membres du gouvernement, dont André Malraux et Olivier Guichard, devaient, après ce Conseil, se retrouver à déjeuner à la Maison de l'Amérique latine, boulevard Saint-Germain, avec M. Pompidou. Edmond Michelet et Émilien Amaury, président du Parisien libéré, étaient parmi les convives. L'un d'entre eux écrira dans ses notes personnelles: « Malraux nous promet des choses affreuses pour l'avenir. »

Le général de Gaulle, à l'avant-veille de son départ pour Colombey, ne changea rien à son programme. Après le Conseil, ce fut, dans les appartements privés de l' Élysée, le dernier déjeuner « intime ». Chalandon, Duvillard, Taittinger, Tricot, Prate, conseiller financier du général, le colonel Tallon, aide de camp, y assistaient. Alors qu'en privé le chef de l'État ne cachait pas, depuis une quinzaine de jours, que « tout était perdu », il s'abstenait, en face de plusieurs visiteurs, de faire part de cette certitude. Mais, comme les ministres lors du Conseil, les convives avaient tous la conviction qu'ils voyaient là, pour la dernière fois, le général de Gaulle. L'atmosphère était empreinte de gravité, de tristesse. Le président de la République fut impassible, courtois, aimable comme à l'accoutumée. Il se montra plein d'attentions pour son conseiller financier, Alain Prate, lillois comme lui (Prate devait par la suite, à la demande du général, venir à Colombey pour relire le chapitre du premier tome des Mémoires d'espoir consacré aux affaires économiques et sociales. Maurice Couve de Murville en avait fait autant pour les deux chapitres relatifs aux affaires étrangères et Bernard Tricot pour l'Algérie).

Après le déjeuner, au moment du café, pendant que les dames faisaient cercle de leur côté, le général, assis sur un canapé, déclarait à ses invités : « Je me serais bien passé d'un référendum, mais j'avais le choix entre ne rien faire du tout, durer jusqu'à la fin du septennat et faire ce que je crois devoir faire. Comme ce référendum n'a pas lieu sous la pression d'événements graves, il revêt une signification politique importante. Si, par bonheur, nous obtenions la majorité absolue, l'avenir de la Ve Répuplique serait assuré. »

Aurait-il personnellement assuré cet avenir? Rien de moins sûr. A Philippe de Gaulle, le président de la République avait dit quelques mois plus tôt : « Je ne crois pas que je poursuivrai ma tâche au-delà de quatre-

vingts ans. C'est trop âgé pour un chef d'État. Je ne sais pas encore exactement quand je me retirerai... Peut-être, le 22 novembre prochain, à l'occasion de mon anniversaire ou le 31 décembre qui suivra... (il avait pensé à faire l'annonce de son départ dans sa traditionnelle allocution de vœux). Et puis, avant de mourir, il me faut un peu de temps pour écrire mes Mémoires... » A Georges Pompidou il aurait dit un jour : « Je n'irai pas jusqu'au bout de mon mandat. » Pour Philippe de Gaulle, il n'y avait pas de doute: l'intention du général était de mettre la régionalisation en place et de se retirer ensuite.

L'après-midi de ce mercredi 23 avril devait être consacré par le général de Gaulle aux audiences: Jacques Boitreaud, secrétaire général à l'aviation civile, et Robert Flacelière, directeur de l'École normale supérieure. Boitreaud fut, à l'Élysée, le conseiller du général pour les affaires juridiques et constitutionnelles de 1962 à 1966. Dans la matinée, le général de Gaulle avait pris connaissance du dernier sondage donnant la majorité aux « non ». « En dépit de la gravité du moment, dira Jacques Boitreaud, sa conscience professionnelle était telle que, pendant une demi-heure, il écouta, comme toujours attentivement, l'exposé que je lui fis sur des problèmes relatifs à l'aviation civile (situation du personnel de la navigation aérienne, équipement aéro-portuaire des régions). Il était cependant sans illusion mais, en même temps, désirait garder de l'espoir; et, au fond de lui-même, il garda de l'espoir jusqu'au bout, envers et contre tout. » A la fin de l'entretien, évoquant le référendum, le général déclara : « Eh bien, je vais vous dire, si ça marche, ce sera très bien, naturellement; si ça ne marche pas, ce sera très bien aussi... » Il reconduisit son visiteur jusqu'à la porte de son bureau: «D'ailleurs, vous savez, c'est toujours à recommencer... – Mais si, mais si, cela marchera, dit Boitreaud. – On verra bien... », répondit le général.

Puis le soir, à partir de dix-huit heures, il reçut, comme chaque jour, ses quatre principaux collaborateurs : Bernard Tricot, Xavier de La Chevalerie, directeur de son cabinet, le général Lalande, chef de son état-major particulier et Jacques Foccart. Le général de Gaulle interroge ce dernier: « Alors, qu'est-ce qu'on dit? Ce référendum... c'est sûr, on sera battus... » Son interlocuteur tente de l'encourager. Il l'interrompt: « Je vous dis: nous sommes battus. Cessez de me raconter des histoires et de vous en raconter à

vous-même. » Et il enchaîne : « Voilà ce qu'il faudra faire dès dimanche soir vers vingt et une heures, quand tout sera évident... » Le général de Gaulle donne alors ses instructions : déménager les archives dans la nuit, les déposer provisoirement au 5 de la rue de Solférino (qui fut le bureau du général avant son retour au pouvoir). « Lundi matin, à midi, tous les conseillers techniques et chargés de mission de l'Élysée auront dû quitter le palais.» Il ajoute : « Tout cela doit être gardé secret. Personne ne doit savoir que j'ai déjà pris ces dispositions. Vous verrez demain, à l'enregistrement de mon dernier discours, personne ne pourra s'apercevoir de rien.» Le général donne enfin ses directives pour la « rue de Grenelle », siège du secrétariat général pour les affaires africaines et malgaches: « Il faut, Foccart, que vous y restiez. D'ailleurs, on vous y laissera. C'est évident. » (En fait, le chef de l'État se trompe dans sa prévision: M. Alain Poher remplacera le 2 mai Jacques Foccart par M. Pepy, conseiller d'État.) Le général ajoute: « Nos relations avec les Africains sont humaines. Elles passent par vous...» Il pense à l'Afrique fidèle: « Je ne veux pas que les Africains puissent croire que je n'ai pas tenu compte au dernier moment de leurs problèmes. Il faut que les Africains sachent que je ne les oublie pas... » Cinq minutes avant vingt heures, il met fin à l'entretien, pour ne pas manquer le journal télévisé. Comme chaque soir, il prend soin d'éteindre lui-même les lumières de son bureau et rejoint ses appartements privés.

Le jeudi 24 avril sera la dernière journée du général de Gaulle à l'Élysée. Il gagne, sa serviette de box noir à la main, son bureau vers neuf heures quarante-cinq. Il y pénètre, comme chaque matin, par une petite porte donnant sur le couloir. Les aides de camp sont prévenus de son arrivée par un voyant lumineux rouge qui s'allume sur leur bureau. Le général trouve, comme d'habitude, la feuille des audiences de la journée et cinq dossiers: un en cuir rouge foncé portant en lettres dorées « Général de Gaulle-courrier », consacré à ses affaires personnelles, une chemise grise contenant une revue de presse (en fait, le général de Gaulle prenait chaque matin connaissance de la presse française et des principaux journaux étrangers avant de gagner son bureau), une chemise rouge pour les télégrammes diplomatiques, une chemise bleu pâle pour les affaires africaines, portant en lettres noires « Monsieur le président de la Communauté », une dernière pour les problèmes militaires. L'étude de ces dossiers terminée, il sonne l'aide de

camp de service – c'est ce jour-là le capitaine de vaisseau Flohic – qui reprend la pile de dossiers, souvent annotés puis, comme toujours, marque chaque feuille d'un tampon: une petite croix de Lorraine dans un cercle, signe que le général de Gaulle a vu le document.

A onze heures trente, l'aide de camp pénètre à nouveau dans le bureau du général, toujours sans frapper, et dépose *France-Soir* sur la petite table du téléphone. A midi quinze, le président de la République reçoit Michel Debré. Ce sera leur dernière entrevue : c'est sur son lit de mort que M. Debré reverra le général. Cette conversation dure une demi-heure. Le général de Gaulle s'ouvre à son compagnon. Il lui dit le fond de sa pensée: « Les dés sont jetés. Je n'y peux plus rien. Le peuple français ne veut plus de moi. Je n'ai donc plus qu'à m'en aller... » Michel Debré veut encore lutter : « Votre discours demain, lui dit-il, peut amener à vous un certain nombre d'hésitants. Le problème n'est plus de défendre la réforme régionale. Le problème est de montrer que vous avez besoin du soutien des Français pour une tâche difficile, de le dire avec force, avec émotion.» Le général écoute son ancien Premier ministre mais ne se laisse pas convaincre: « Les Français souhaitent que je m'en aille, lui répète-t-il. Mais j'irai jusqu'au bout. Je leur parlerai une dernière fois. Mais je n'ai plus d'illusions. »

Le général et Mme de Gaulle, après avoir vu les premières images du journal télévisé de treize heures, déjeunent avec Jacques Vendroux, député du Pas-de-Calais, beau-frère du général, qui est accompagné de sa femme.

A quinze heures trente, le chef de l'État reçoit à nouveau Jacques Foccart. « Il semblait déjà parti », dira celui-ci. Des points de détail concernant le départ de l'Élysée, le déménagement des archives, le repli sur la rue de Solférino sont réglés. Avant de prendre congé, Foccart, évoquant l'opinion publique aux Antilles, en Guyane et à la Réunion, dit au général: « Vous ne pourrez pas annoncer votre départ dès dimanche soir, puisque les résultats du vote dans les départements d'outre-mer ne seront pas encore connus. » Le général ne répond pas et balaie d'un geste cet argument.

Deux heures plus tard, le président de la République reçoit Xavier de Beaulaincourt, chef de son secrétariat particulier, son collaborateur depuis 1945, qui, une fois par semaine, présente le courrier au général. Le chef de l'État signe quelques lettres (six exactement: remerciements pour l'envoi d'un livre, félicitations pour un mariage, etc. L'une est adressée à Claude

Guy, son aide de camp de l'époque de la Libération, qui lui avait envoyé un message de fidélité). Puis, il se tourne vers Beaulaincourt : « C'est perdu. Je ne reviendrai pas ici. Accepteriez-vous de continuer à vous occuper de mon secrétariat dans les nouvelles conditions qui vont se présenter?» La réponse est affirmative. Le général n'en doutait pas. Des questions de caractère matériel sont étudiées, au sujet de l'organisation du nouveau secrétariat du général. Le président de la République entend bien que l'installation rue de Solférino soit tout à fait provisoire, d'abord parce qu'il veut se détacher du passé (il y avait son bureau au temps du R.P.F., puis de la « traversée du désert»). Ensuite parce que l'association pour le soutien de l'action du général de Gaulle et le S.A.C. – service d'action civique – y ont leur siège respectif. Or le général entend que sa retraite soit totale. Comme il l'avait écrit à l'un de ses collaborateurs, il veut, « vis-à-vis de chacun et de lui-même, être détaché entièrement de l'actualité ». Il demande donc qu'on lui trouve un bureau pour son secrétariat et pense qu'il viendra de temps à autre à Paris, comme avant son retour aux affaires. Il dit même qu'il reprendra ses habitudes d'autrefois et descendra à l'hôtel La Pérouse pendant ses séjours dans la capitale.

Pendant ce temps-là certains, parmi les proches du général, forment le projet de prier M. Pompidou d'annoncer sa décision de n'être pas candidat à la présidence de la République en cas de succès du « non ». Ainsi disparaîtrait selon eux la solution de rechange que constituait l'élection de Georges Pompidou et le dilemme « de Gaulle ou le chaos» serait rétabli. Le général a-t-il eu connaissance de cette initiative? Ces mêmes personnes proches du chef de l'État ont affirmé que « le général n'a pas découragé » ceux qui avaient, devant lui, évoqué une telle tentative. M. Pompidou a-t-il été mis au courant? Ce qui est sûr c'est que ce projet – qui, aux yeux de certains responsables, n'était pas sans revêtir quelque naïveté – n'a, à aucun moment, pris réellement corps.

A dix-huit heures, défilent successivement pour la dernière fois, dans le bureau du général, ses quatre principaux collaborateurs. Au général Lalande, le chef de l'État déclare : « Même si j'échoue, je serai gagnant, car, aux yeux de l'histoire, qui est le seul plan qui me concerne, l'avenir dira que j'ai été renversé sur un projet qui était essentiel pour le pays. On s'apercevra bien par la suite que j'avais raison.» Comme son chef d'état-major

particulier lui dit: « Mais demain vous parlerez à la nation, vous vous battrez...», le général répond modestement: « Je ferai au mieux de mes capacités... » et il repousse les quelques papiers que lui présente le général Lalande : « Non, ce n'est plus la peine... »

A dix-neuf heures, Maurice Couve de Murville est introduit. Le général de Gaulle est impassible. Il paraît serein, comme détaché de tout. Mais le Premier ministre ne s'y trompe pas : il le sent déchiré, en proie au chagrin, le chagrin de se savoir le lendemain désavoué par le pays. Le président de la République expose à M. Couve de Murville comment il entend quitter le pouvoir, précise ses dernières dispositions, ses ultimes directives et lui fait connaître que Bernard Tricot lui remettra lundi matin deux documents: le communiqué annonçant son départ et une lettre personnelle. Le président de la République et son Premier ministre parlent de l'avenir, de ce que le général appelle « la suite ». Il se montre pessimiste, sans illusion aucune. Il ajoute: « Je me retire totalement. Je n'interviendrai plus en rien...» Ce sont les adieux. Le général de Gaulle remercie avec chaleur Maurice Couve de Murville, à propos de qui il avait dit un jour: « Il faut remonter loin, très loin, dans le cours de l'histoire de France pour trouver un homme de la valeur de Couve de Murville... et peut-être même ne le trouverait-on pas. »

Et voici, le vendredi matin 25 avril, les derniers instants du général de Gaulle à l'Élysée. Dans son bureau il étudie d'abord, comme chaque jour, ses dossiers habituels que lui a apportés son aide de camp, le colonel d'Escrienne. A onze heures, il enregistre son ultime appel qui sera radiotélévisé le soir à vingt heures: « Votre réponse va engager le destin de la France, parce que, si je suis désavoué par une majorité d'entre vous, solennellement, sur ce sujet capital et quels que puissent être le nombre, l'ardeur et le dévouement de l'armée de ceux qui me soutiennent et qui, de toute façon, détiennent l'avenir de la patrie, ma tâche actuelle de chef de l'État deviendra évidemment impossible et je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions... » Le général a tenu sa promesse: en dépit du caractère dramatique de l'heure, il est impassible. Son comportement est rigoureusement le même, diront les techniciens de l'O.R.T.F. qui eux, en revanche, sont plus graves que d'habitude et donnent une impression d'attention particulière, presque de sollicitude.

Tout se déroule selon le rituel: maquillage rapide et léger – auquel il se prêtait toujours sans plaisir – dans le bureau du général, entrée solennelle dans la salle des fêtes silencieuse, poignées de main à Joël Le Theule, secrétaire d'État à l'Information, à Jean-Jacques de Bresson, directeur général de l'O.R.T.F., « essai de voix » devant les micros: « Françaises, Français, vous à qui si souvent j'ai parlé pour la France...» (les premiers mots du discours), compte à rebours. Le général dit d'un trait son texte, sans jeter un coup d'œil sur les feuilles déposées sur le bureau devant lui, à côté de ses lunettes, et aussitôt après, se voit et s'écoute devant un récepteur de contrôle. Quand c'est fini, il se tourne vers Joël Le Theule : « Tout ça ne servira à rien. C'est foutu... » Puis il demeure silencieux. Contrairement à l'habitude, il ne recherche aucune approbation, ne pose aucune question. Il se dirige ensuite vers les techniciens et, comme toujours, serre les mains. Mais cette fois, il a veillé à n'oublier personne. « C'est seulement quand il a dit au revoir, dira l'un des membres de l'O.R.T.F., que nous avons tous compris que nous ne le reverrions plus. » Le général de Gaulle quitte dans un grand silence la salle des fêtes. Dans quelques instants il va partir pour Colombey. Il prend congé de ses collaborateurs, comme s'il s'agissait d'un week-end ordinaire. Il avait auparavant donné à Bernard Tricot, par écrit, ses dernières instructions et lui avait laissé, dans une enveloppe fermée, le texte du communiqué annonçant son départ et une lettre adressée au Premier ministre. La tension à ce moment-là, dira l'un des membres de son entourage qui n'a pu retenir ses larmes, devient dramatique. Dans l'ascenseur qui le ramène à son bureau, le général murmure à son aide de camp: « Comme sortie, ça pourra aller... »

Pierre-Louis Blanc, le chef du service de presse, rejoint le président de la République dans son bureau. Le général le prie d'ajouter au texte écrit de son discours, qui sera distribué à la presse, deux ou trois mots qui figuraient dans la version originale et qu'il avait oubliés au cours de l'enregistrement. Puis il lui déclare: « Cette allocution ne servira à rien, mais il fallait la faire...» Il ajoute, après un silence: « Vous verrez, ils vont faire voter les ouvriers contre moi... » A Blanc, il fait ses adieux: « Merci, merci pour tout ce que vous avez fait pour moi. »

Le général – qui devait partir seulement le lendemain pour Colombey – avait décidé, la veille au soir, de brusquer son départ et de s'en aller aussitôt

l'enregistrement fait. Xavier de La Chevalerie téléphone à ceux que le chef de l'État devait recevoir dans le courant de l'après-midi: Joseph Lambroschini, ambassadeur en Bolivie, Pierre de Boisdeffre, Alain Peyrefitte, qui venait de faire parvenir à l'Élysée une étude sur les problèmes de la jeunesse. Il décommande les audiences et excuse le général. A Peyrefitte il dit: « Vous savez, je ne crois pas qu'il se fasse beaucoup d'illusions. Il pense que tout est joué. »

Le général prend, à midi quarante-cinq, un rapide repas avec Mme de Gaulle. Les bagages, plus nombreux que pour un départ de week-end ordinaire, avaient été terminés dans la matinée (en fait, le général n'avait à l'Élysée aucune affaire personnelle, à l'exception, dira l'un de ses familiers, de ses vêtements et, sur sa table de chevet, du livre qu'il était en train de lire. Mme de Gaulle aussi s'était toujours considérée, dans le palais présidentiel, un peu comme à l'hôtel...). L'heure du départ arrive, comme toujours une fois que la première édition du Monde lui a été apportée. Le chef de l'État n'était alors, selon Bernard Tricot, ni nerveux, ni tendu, ni amer, mais grave et triste. Le processus était engagé, il entendait jouer imperturbablement son rôle jusqu'au bout.

Jacques Foccart, à qui on venait de communiquer un sondage meilleur, marquant une légère progression des « oui », guette le général au pied de l'escalier des appartements privés pour lui faire part de ces informations avant son départ: «Mais non, Foccart, c'est perdu, je vous dis, c'est perdu... » Le général et Mme de Gaulle, suivis de l'aide de camp, le capitaine de vaisseau Flohic, traversent le petit salon d'argent. La voiture est là, devant la roseraie. Dans le palais présidentiel, tout le monde entend alors, pour la dernière fois, les pneus crisser sur le gravier. Il est treize heures quarante-cinq. La DS noire, conduite par Paul Fontenil, suit doucement l'allée du parc conduisant à la grille donnant sur l'avenue Marigny. Comme toujours, le colonel Laurent, commandant militaire du palais, se trouve là, saluant au garde-à-vous. Pour la première fois, le général prie le chauffeur de s'arrêter, baisse la vitre et, sans un mot, serre la main du colonel. La DS franchit le portail, suivie de la voiture de sécurité dans laquelle ont pris place André Ducret, directeur de la sécurité à l'Élysée, le garde du corps, Raymond Sassia et le docteur Garnier, l'un des internes de garde, sans éveiller l'attention des promeneurs flânant sous les marronniers en fleurs de l'avenue

Marigny. Quelques instants après, le drapeau tricolore qui flotte sur le toit de l'Élysée est amené. Il ne sera plus hissé que le lundi 28 avril à quinze heures cinq, à l'arrivée de M. Alain Poher.

Le général préfère l'hélicoptère pour se rendre à Colombey-les-Deux-Églises. C'est en raison du vent qu'il a été décidé aujourd'hui de gagner la Boisserie par la route. La voiture présidentielle prend le boulevard des Invalides, l'avenue du Maine, la porte d'Orléans. Le service spécial de circulation a été mis en place aux carrefours et les agents parisiens saluent pour la dernière fois le général de Gaulle, président de la République.

Trois itinéraires, au départ de Paris, mènent à Colombey, que le général emprunte de façon irrégulière, pour des raisons de sécurité. Le choix appartient à André Ducret qui décide, aujourd'hui vendredi, de prendre l'autoroute jusqu'à Fontainebleau, puis la nationale 5 par Moret et Pont-sur-Yonne. Le président de la République évite Sens en passant par Villeneuve-d'Archevêque, rejoint Troyes où il est reconnu par quelques passants en traversant la ville. Deux heures trois quart de trajet en tout, comme d'habitude. Au début, le général lit *Le Monde,* comme toujours suce des bonbons – dont il jette les papiers par la fenêtre – puis, silencieux, est attentif au paysage.

A seize heures trente, la DS franchit la grille de la Boisserie. Le soleil perce alors les nuages. Charlotte, l'une des deux servantes, accueille le général et Mme de Gaulle dans l'antichambre: « Nous rentrons définitivement, cette fois-ci, Charlotte, c'est pour de bon », lui dit le général en se dirigeant vers son bureau. Fontenil reconduit ensuite le capitaine de vaisseau Flohic à l'hôtel de Bar-sur-Aube. Le silence tombe sur la Boisserie, où le chef de l'État se retrouve seul avec Mme de Gaulle. Il entendra le soir, à vingt heures, à la télévision, son dernier message, ultime appel en faveur des « oui », qui résonne comme un adieu au pays: « Françaises, Français, dans ce qu'il va advenir de la France, jamais la décision de chacune et de chacun de vous n'aura pesé aussi lourd! Vive la République! Vive la France!» Il passera la journée de samedi dans la solitude la plus complète, sans quitter sa maison, sans donner ni recevoir un seul coup de téléphone. Même Flohic ne sera pas appelé.

Le dimanche matin 27 avril, pour éviter les journalistes qui déjà cernent sa maison et les curieux qui l'attendent à l'église, le général de Gaulle

entend la messe dans le salon de la Boisserie où un autel a été dressé. Il lui faut cependant sortir pour aller voter. A onze heures trente-cinq, la DS noire s'arrête devant la petite mairie. Il fait froid et il pleut par instants. Précédant Mme de Gaulle, le général monte le petit escalier de bois conduisant à la salle du conseil municipal. Cinquante photographes sont là, depuis huit heures du matin. Le maire et les conseillers municipaux se lèvent à l'entrée du président de la République. Dans un double isoloir, derrière un rideau de cretonne à fleurs, le général et Mme de Gaulle glissent leur bulletin dans l'enveloppe. Le chef de l'État serre la main du maire. Pas un commentaire, pas un seul mot. Une petite foule silencieuse est massée à l'extérieur devant la mairie. Les photographes suivent le général jusqu'à sa voiture. Ce seront les dernières photographies du général de Gaulle, président de la République.

Il regagne aussitôt la Boisserie, disparaît alors aux yeux du monde. Il ne ressurgira que treize jours plus tard, homme subitement vieilli, enveloppé dans une longue houppelande, marchant une canne à la main, sur les grèves de l'Irlande.

Dès lors c'est l'attente du résultat. Le général est d'abord seul dans son bureau, encombré de souvenirs, de livres, face à un paysage immense et sauvage, écoutant la radio, puis passant dans la pièce voisine – la bibliothèque – où, installé devant une petite table à jeux, il suivra, du moins au début de la soirée, les émissions spéciales de la télévision. Seules Mme de Gaulle et les deux servantes sont à la Boisserie. Philippe de Gaulle se trouve à Istanbul, où il effectue un voyage organisé par le centre des Hautes Études militaires et le gendre du chef de l'État, le général de Boissieu, à Mulhouse, où il commande la 7e division mécanisée.

Cette soirée du 27 avril 1969 qui a vu la majorité du peuple français, repoussant le « oui » au référendum, décider de son départ, a sans doute été la plus sombre de sa vie. « Vous m'appellerez dimanche soir, dès votre première impression », avait dit le général à Bernard Tricot, juste avant son départ. C'est ce que fit le secrétaire général de l'Élysée pour annoncer au chef de l'État les premières « fourchettes » du scrutin, présageant à coup sûr la victoire des « non ». « Vous me rappellerez vers vingt-deux heures », lui dit le général avant de raccrocher (à chaque appel, il doit quitter la pièce où il se trouve: il y a, à la Boisserie, un seul poste téléphonique placé dans un

recoin, au fond de l'antichambre, sous l'escalier). A vingt-deux heures, le général de Gaulle donne à Bernard Tricot de nouvelles instructions : « J'ai changé d'avis, lui dit-il. Le communiqué annonçant que je cesserai d'exercer mes fonctions lundi à midi ne doit pas être publié demain à onze heures, comme il était entendu, mais aussitôt après minuit.» Peu avant minuit, Tricot rappelle le général de Gaulle, toujours à sa demande. Celui-ci lui confirme ses dernières directives et, d'une voix calme, comme indifférente, lui souhaite bonsoir. A minuit trente, la sonnerie du téléphone retentit à nouveau dans la maison silencieuse. Au bout du fil, c'est Michel Debré. « La conversation ne fut pas longue, dira-t-il. Cependant, après quelques paroles sereines, je pus me rendre compte que le général de Gaulle était touché au fond de lui-même. »

A l'Élysée, pendant ce temps-là, se déroulent dans le calme les préparatifs du départ. Chacun, dans son bureau, achève le tri de ses papiers et déménage ses dossiers personnels que des gardes républicains, en survêtement bleu, empilent dans des estafettes qui font le va-et-vient entre l'Élysée et la rue de Solférino (en fait, le premier tri des archives du général avait commencé plus d'une semaine avant le référendum et tous les dossiers, depuis plusieurs jours, étaient prêts à être emportés). Vers vingt-deux heures, la plupart des collaborateurs du général se retrouvent, bouleversés, dans les bureaux du premier étage où un buffet, l'habituel buffet des soirs de scrutin, a été dressé. Seul le cabinet de travail du chef de l'État, plongé dans l'obscurité, est demeuré fermé. Plusieurs secrétaires éclatent en sanglots.

A onze heures du soir – étant donné le contrordre du général de Gaulle quant à l'heure de publication du communiqué – Bernard Tricot fait parvenir à Maurice Couve de Murville les deux documents laissés à son intention : d'abord le texte du communiqué annonçant le départ du général, écrit de sa main avec application et daté du 28 avril – donc postdaté – et une lettre manuscrite adressée personnellement au Premier ministre et datée également du 28 avril.

Mon cher Premier ministre, écrit le général de Gaulle, je vous adresse ci-joint, à toutes fins utiles, l'acte en vertu duquel je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République.

C'est du fond du cœur que je tiens à vous remercier et à vous donner témoignage du concours tout à fait éminent et, à tous égards, excellent que vous m'avez apporté comme Premier ministre pour le service de notre pays, après l'avoir fait pendant dix ans comme ministre des Affaires étrangères.

D'autre part, tous les membres du gouvernement, qui ont, autour de vous, porté la charge des affaires publiques avec tant de distinction et de dévouement, peuvent être assurés de ma profonde estime et de mon cordial attachement.

Je vous demande de le leur dire.

Veuillez croire, mon cher Premier ministre, à ma fidèle et dévouée amitié. »

C'est le 28 avril, à zéro heure dix, que l'agence France-Presse publiait : « Le général de Gaulle communique : « Je cesse d'exercer mes fonctions « de président de la République. Cette décision « prend effet aujourd'hui à midi. »

Pas de retour à Paris, pas de dernier Conseil des ministres extraordinaire, pas de discours à la nation, pas même d'adieux aux membres du gouvernement et à ses collaborateurs. Seulement une lettre personnelle à son Premier ministre et un communiqué de deux lignes. Comme pour sa démission du 20 janvier 1946, le général de Gaulle a choisi de « quitter la barre en silence, sans s'en prendre à personne, ni en public ni en privé ».

Dès le lundi matin, 28 avril, M. Couve de Murville réunit à onze heures à l'hôtel Matignon, juste avant l'heure officielle du retrait du général de Gaulle, les membres du gouvernement. Il leur donne lecture de la lettre du général, annonce la démission de René Capitant, ministre de la Justice, qu'il désapprouve. Puis, après avoir exprimé la fierté de tous les ministres d'avoir constitué le dernier gouvernement du général de Gaulle, Maurice Couve de Murville lit la lettre qu'il a écrite le matin même au général:

Mon général,

Ai-je besoin de vous exprimer l'émotion avec laquelle j'ai reçu hier dans la nuit le texte de votre décision et la lettre qui la transmettait? Je venais, au cours de la soirée, de suivre sans surprise, hélas! mais avec une tristesse infinie les résultats du vote.

Permettez-moi de vous remercier des dix années et plus pendant lesquelles votre confiance m'a maintenu auprès de vous pour le service –

indissociable – de votre politique et de la France.

Rien n'est jamais terminé, aussi longtemps que l'on vit, mais rien ne sera plus jamais comme avant.

Je n'ai pas manqué de transmettre votre message à tous les membres du gouvernement. Ils m'ont demandé de vous en remercier.

Puis-je vous demander, mon général, de bien vouloir présenter à madame de Gaulle mes hommages très respectueux, en même temps que les sentiments reconnaissants de *ma femme, et agréer l'expression de mes sentiments respectueux, fidèles et dévoués.*

Plusieurs ministres prennent ensuite la parole pour exprimer leur tristesse.

Une grande animation règne toute la matinée de lundi à l'Élysée où les collaborateurs du général, dignes et silencieux, ne cachent pas leur chagrin. Les gardes procèdent au dernier déménagement pour permettre à M. Alain Poher de s'installer dès midi dans le palais présidentiel. Deux camionnettes, tôt le matin, sont parties pour Colombey chargées des affaires personnelles du général et de Mme de Gaulle. La ligne téléphonique directe qui reliait l'Élysée à la Boisserie est coupée.

A onze heures trente, Bernard Tricot réunit tout le personnel de la présidence de la République dans la salle des fêtes, centre de la vie élyséenne où, pendant dix années, le général avait tenu toutes ses conférences de presse, enregistré toutes ses allocutions télévisées et reçu le monde entier. Dans ce vaste salon de lambris dorés, de colonnes à pilastres, de tapisseries, de lustres de cristal, où la voix du général de Gaulle avait tant de fois retenti – où chacun croyait encore l'entendre – tous se pressaient autour du secrétaire général. Celui-ci, dans cette ultime scène, a voulu marquer l'attachement personnel de tous au général de Gaulle, mais aussi leur devoir de servir l'État qui continuait : « Quand, vendredi, nous avons vu et entendu la voiture du général qui roulait sur les allées du parc, déclare Bernard Tricot, nous avons bien senti que c'était la dernière fois, que partait avec lui une époque de notre histoire. Nous le sentions, mais nous ne voulions pas le croire. Depuis hier soir, nous le savons. Le général de Gaulle est parti sans que les circonstances lui aient permis de vous recevoir. Tout à l'heure, au téléphone, il m'a chargé de vous faire connaître son regret de n'avoir pu vous dire au revoir ou adieu. Il m'a chargé aussi de vous

exprimer son affection fidèle. Nous voilà tous et chacun, seuls et désolés. Je pense que dans ces moments, nous devons agir comme il l'eût souhaité. Je pense que nous devons rester dignes, discrets, attachés à la loyauté, à la continuité de l'État. Je pense que nous devons continuer à servir au maximum notre pays. Avoir été aux côtés du général de Gaulle avec la volonté de servir, restera pour nous un honneur qui éclairera le reste de notre vie. Nous allons maintenant nous séparer, nous disperser. C'est la dernière fois que nous sommes là. L'ensemble que nous avons constitué n'existera plus dans quelques instants. Quel que soit notre chagrin, gardons entre nous au fond du cœur la sympathie, l'amitié, l'espérance. »

C'est la gorge serrée que Bernard Tricot prononça ces dernières paroles. A plusieurs reprises, sa voix faillit se briser. Le colonel Laurent, qui se trouvait à ses côtés, était pâle; l'huissier dissimulait difficilement son émotion. Dans la salle brusquement silencieuse, beaucoup pleuraient. « On avait eu alors l'impression, dira plus tard l'ancien secrétaire général de l'Élysée, qu'une vie extraordinaire de densité, de profondeur extrême, nous était brutalement enlevée. Et tous alors avaient tourné leurs pensées vers le général de Gaulle qui partait ainsi, vers cet homme âgé aujourd'hui seul à Colombey... »

Avant midi, heure fixée par le général comme terme de son mandat, tous les collaborateurs de l'ancien chef de l'État avaient quitté l'Élysée, à l'exception de deux chargés de mission et, bien entendu, du commandant militaire du palais, des membres du protocole et du service de sécurité. A midi, les douze coups qui sonnent à l'église de Colombey et que le général entend depuis la Boisserie, résonnent comme un glas. La tâche historique du général de Gaulle était terminée.

Le premier visiteur a être reçu à la Boisserie, le 28 avril, après le départ du pouvoir du général de Gaulle, est Jacques Vendroux, son beau-frère. Tôt le matin, celui-ci apporte à l'Assemblée nationale sa lettre de démission de président de la commission des Affaires étrangères puis, sans prévenir, prend la route de Colombey où il arrive à quatorze heures. Il trouve le général dans la bibliothèque. « Le grand chagrin, dira-t-il plus tard, n'apparaissait pas. C'était plutôt le général qui réconfortait les autres. Calme, serein, d'une noblesse indicible, il cachait sa blessure, une blessure dont il ne se sera jamais remis. Il ne pensait pas à lui. A la France seule.

»«A terme, disait de Gaulle, c'est toujours la France qui gagne. Un jour elle reprendra le dessus. » Il émet ses craintes quant à l'avenir immédiat, évoque « un retour à la IVe », une répétition des « errements de jadis », et annonce à Jacques Vendroux un retrait total, définitif, à moins d'un événement exceptionnel : « Je ne veux plus avoir affaire avec tout ce qui est officiel. Je n'ai plus rien à faire avec eux. Ils me sont étrangers. » Il fait allusion, en quittant son beau-frère, à la démission de ce dernier, qu'il a apprise par la radio : « Vous m'auriez questionné, lui dit le général, je vous aurais conseillé de ne pas démissionner. Mais puisque vous l'avez fait, je vous donne raison. »

Jacques Vendroux sera le seul visiteur de la journée à la Boisserie, sur laquelle tombe une chape de silence qui contraste avec l'animation fiévreuse qui règne dans le village, envahi par les photographes, les journalistes, les fidèles et les curieux. Nombreux sont les anciens résistants, déportés, combattants de la France libre qui, devant la petite grille de la demeure du général, ne peuvent contenir leurs sanglots, comme s'ils pressentaient que, après ce départ, la mort ne tarderait pas.

Le lendemain 29 avril, le service de la sécurité présidentielle est retiré. Mais il restera à Colombey un détachement de gendarmerie, les membres du service de protection des hautes personnalités et un représentant des renseignements généraux. Ce jour-là, Bernard Tricot, de lourds dossiers sous le bras, arrive à la fin de la matinée à la Boisserie, où il déjeune. Le 30, c'est le tour de Xavier de La Chevalerie et du général Lalande. Toujours égal à lui-même, le général de Gaulle leur fait les honneurs de sa maison, montre la vue qui s'étend devant son bureau, désigne par leurs noms les forêts – au premier plan, celle des Dhuits, dans le lointain, celle de Clairvaux – et, au déjeuner, entretient la conversation qui porte sur les sujets les plus anodins.

Le général, au cours de ces visites, prend congé de ses anciens collaborateurs puisqu'il avait quitté l'Élysée, le 25 avril dernier, sans le faire. Il règle avec eux les dernières affaires, signe plusieurs documents, parle de l'organisation nouvelle de sa vie, se préoccupe du sort des membres de son entourage, civils et militaires, et demande que l'on veille à leurs nouvelles affectations. Le colonel de l'armée de l'air Desgrées du Loû, qui était à

l'Élysée membre de l'état-major particulier du général, devient son aide de camp et le restera jusqu'à la fin.

Avec Xavier de La Chevalerie, l'ancien chef de l'État parle de son prochain voyage en Irlande – dont la date de départ est fixée au 10 mai, et qu'il avait projeté bien avant le référendum – de l'installation de son bureau parisien, qu'il veut dans le VIIe arrondissement, quartier « militaire » – les Invalides, l'École militaire – où il a vécu dans sa jeunesse, juste après son mariage, et met au point certaines questions financières : de même qu'en 1946 il a renoncé à sa pension de général de brigade, il refuse sa dotation annuelle d'ancien président de la République et son traitement de membre du Conseil constitutionnel (à son retour de Colombey, l'ancien directeur du Cabinet ne dissimulera pas son émotion : « La blessure, dit-il, ne se refermera jamais... »).

Le jour même où le général de Gaulle recevait Xavier de La Chevalerie et le général Lalande, son gendre, le général de Boissieu, prenant prétexte d'une mission dans les environs, à Mailly-le-Camp, vient rendre visite au général. Son hélicoptère décrit plusieurs cercles au-dessus de la Boisserie et se pose à proximité, dans un pré. Pendant que La Chevalerie et Lalande sont auprès de Mme de Gaulle, Alain de Boissieu fait le tour du jardin avec son beau-père. La conversation porte essentiellement sur l'armée et la défense nationale. « Ne pas lâcher ce que j'ai fait... », lui dit le général qui paraît étonné de le voir et demande pourquoi il n'est pas resté à son poste, à Mulhouse, où il commande la VIIe division mécanisée. Mme de Boissieu, elle aussi, aurait aimé aller à Colombey aussitôt après le départ de son père. Mais elle n'a pas osé le faire, sachant fort bien que, pour le général, les événements qui venaient de se passer n'étaient pas une raison suffisante pour qu'elle quitte Mulhouse. Le devoir d'État avant tout. Celui de son gendre était de rester là où il avait son commandement. Celui d'Élisabeth de demeurer auprès de son mari et de sa fille. C'est de cette enfant – Anne, neuf ans – que Boissieu parle d'abord au général de Gaulle: il ne l'avait pas préparée à l'échec du référendum, car il évitait de la mêler aux problèmes politiques, étant donné son jeune âge. Mais quand, lundi matin, elle a appris que son grand-père n'était plus président de la République, elle est partie dans sa chambre où ses parents l'ont retrouvée en larmes. « Voilà une Française ! » a dit, en souriant, le général. Il avait pour Anne de Boissieu

une affection particulière. Souvent, à Colombey, elle disparaissait. On la retrouvait alors, dans le bureau du général, lisant sagement ou écoutant son grand-père lui raconter l'histoire de France.

Le 1er mai, c'est au tour de Jacques Foccart, l'un de ses plus anciens compagnons, celui qui est demeuré sans interruption vingt-trois ans à ses côtés, d'être reçu. Le général de Gaulle insiste à nouveau pour qu'il ne quitte pas son poste de secrétaire général pour les Affaires africaines et malgaches. « Mais ils vont me mettre dehors! Ils ont déjà pris leurs dispositions », répond Foccart. « De toute façon, ajoute le général, ce ne sera pas pour longtemps. Pompidou sera élu au premier tour! Il vous demandera de venir avec lui. Je souhaite que ce soit au poste où vous êtes maintenant. » Jacques Foccart veut alors exposer deux affaires africaines au général. « Non, cela ne me concerne plus, lui dit-il. Ce n'est pas à moi qu'il faut en parler... » Après le déjeuner, l'ancien président de la République reçoit à nouveau son collaborateur dans son bureau. Il le charge d'une lettre pour Georges Pompidou, réponse au message que lui avait envoyé son ancien Premier ministre, le 28 avril, au lendemain du référendum, pour lui faire part de sa décision de se présenter à l'élection présidentielle. Dans cette lettre, le général de Gaulle évoque et la candidature de Georges Pompidou à la présidence de la République et sa prochaine élection, qu'il tient pour très probable. Foccart dissimule mal son émotion au moment du départ. Le général s'en aperçoit : « Vous, Foccart, je vous verrai aussi souvent que vous voudrez... » Ce fut, en fait, leur dernière entrevue.

Le 3 mai, arrive Xavier de Beaulaincourt. Le courrier reçu depuis le départ du général prend des proportions énormes. C'est par sacs postaux qu'il est envoyé à Colombey, à l' Élysée, puis centralisé rue de Solférino. Mme de Gaulle jette parfois un coup d'œil dans l'un des sacs, commence un tri et présente quelques lettres au général. « Je répondrai plus tard, déclare-t-il à Beaulaincourt, on a tout le temps, rien ne presse désormais. » Ce jour-là, le général signe cependant une quarantaine de réponses: au président Nixon–qui avait réitéré son invitation à venir lui rendre visite aux États-Unis – à Boumedienne, au roi Hassan, à ses anciens ministres et collaborateurs. Les chefs d'État de tous les pays du monde lui ont écrit. Depuis lundi, il a déjà apporté quelques réponses à la main : au shâh d'Iran, à Bourguiba, à Houphouët-Boigny et à Senghor, au roi des Belges, au comte

de Paris. (A ce dernier, il écrit que le jugement dont il a fait part dans sa lettre est le plus précieux qui puisse être et, à ses yeux, le seul qui compte vraiment, puisqu'il exprime la voix de la France de toujours. Dans une autre occasion, le général de Gaulle avait évoqué ce que le comte de Paris personnifiait de suprême dans le destin de la France.) Il trace le plan de ses *Mémoires d'espoir* – ce premier plan comportait deux tomes seulement – et, le 4 mai, prie Pierre-Louis Blanc, ancien chef du service de presse à l'Élysée, qui, à la demande du général, demeurera à ses côtés, de rassembler la documentation pour le premier chapitre (le retour au pouvoir). Mais c'est en Irlande qu'il commencera à rédiger ce chapitre, qui sera terminé en juillet.

L'organisation de son séjour en Irlande est rapidement mise au point. Le général choisit ce pays pour les raisons les plus simples : parce que c'est l'un des rares où il n'a jamais été, parce qu'il est à quelques minutes de vol de la France, parce que, politiquement, le séjour dans cette nation neutre, désengagée, ne pose aucun problème. Xavier de La Chevalerie effectuera un séjour préparatoire en Irlande à partir du 3 mai, coupé par une journée, le 8, à Colombey. En compagnie de l'ambassadeur de France, Emmanuel d'Harcourt, il sillonne le pays et visite de nombreux hôtels. La plus grande discrétion est demandée au gouvernement irlandais. La Chevalerie accueillera le général à son arrivée et regagnera Paris ensuite.

Philippe de Gaulle ira à Colombey voir son père le dimanche 4 mai, puis ce sera un isolement presque total jusqu'au jour, le 10, du départ pour l'Irlande. La nouvelle éclatera aux premières heures de la matinée quand le « Mystère » du G.L.A.M. – groupe de liaisons aériennes ministériel – décollera de la base de Saint-Dizier (pour ne pas éveiller l'attention, les bagages avaient été amenés dans la nuit à la base et le général avait gagné l'aérodrome par un chemin détourné, au cas où des journalistes l'auraient pris en chasse). Personne ne sait alors où est parti de Gaulle et il faut attendre l'atterrissage sur le petit aérodrome irlandais de Cork pour être fixé. L'ancien chef de l'État s'en est allé soulagé à la pensée de ne plus sentir les téléobjectifs des photographes – qui le tenaient à la lettre prisonnier – braqués sur sa maison et son jardin, de ne pas être en France pour la cérémonie du 18 juin au mont Valérien et, auparavant, quand se déroulera la campagne présidentielle. Il avait dit : « Et puis, vous comprenez, pour

Pompidou, il vaut mieux, quand il fera sa campagne, qu'il ne se dise pas : « Il est « là, dans son salon, devant sa télévision. Il me « regarde. » Cela risquerait de le gêner... »

Trois membres du gouvernement seulement étaient au courant de ce départ : Maurice Couve de Murville, Premier ministre, bien sûr, Michel Debré, ministre des Affaires étrangères, puisque c'était le gouvernement irlandais et l'ambassade de France à Dublin qui avaient organisé le séjour (M. Debré avait « renforcé » le personnel de l'ambassade) et Pierre Messmer, ministre des Armées, dont l'autorisation était nécessaire pour le décollage du « Mystère » (M. Alain Poher fut averti seulement la veille). C'est le Premier ministre qui avait prié Pierre Messmer de mettre un avion du G.L.A.M. à la disposition du général de Gaulle « pour une courte mission en Europe », sans préciser la destination. Il lui avait demandé également, pour que les choses soient bien en règle et en pensant aux autres déplacements que le général pourrait faire, de préparer un texte qui autoriserait à l'avenir les anciens présidents de la République à se servir des avions du G.L.A.M. Il semble en fait que ce texte n'ait jamais vu le jour.

La synthèse suivante peut être faite de la position du général de Gaulle en ces premiers jours de retraite : plus aucune participation à quelque cérémonie officielle que ce soit. Décision de ne recevoir personne qui soit de près ou de loin mêlé aux affaires (« Je ne verrai aucun ministre en exercice, avait-il déclaré. Debré, Michelet m'écrivent. Je ne les verrai pas. Je pense que Debré est resté au gouvernement pour préserver l'essentiel. Je ne crois pas qu'il y demeurera longtemps »). A certains membres du gouvernement qui lui écrivent pour poser des questions précises ou soumettre des documents, le général de Gaulle ne répondra pas. Il ne veut pas correspondre avec des ministres en exercice sur des questions de « service ». Il ne veut, en aucune façon, avoir l'air de « tirer les ficelles » comme il dit. Mais, courtoisement, il enverra alors l'un des membres de son entourage trouver son correspondant pour l'excuser et le remercier de sa communication. C'est ainsi, par exemple, que M. de Beaulaincourt ira voir M. Léo Hamon et que le colonel d'Escrienne sera reçu par M. Yvon Bourges et M. André Bettencourt et, trois fois, par M. Michel Debré. « M. Debré est l'un de ceux que votre départ a plongé dans le plus grand désarroi, dans la plus profonde peine et qui s'en remet avec le plus de difficulté », avait dit

un jour le colonel d'Escrienne. Le général était demeuré silencieux, puis avait répondu : « Vous avez probablement raison. »

Le général de Gaulle est, selon son expression favorite, « retiré ». Il n'interviendra donc plus jamais dans la vie publique sauf circonstance exceptionnelle : remise en cause des institutions et des grandes options politiques et peut-être également au cas où l'on se prévaudrait de lui pour couvrir des actions qu'il ne saurait approuver. « Je comprends très bien qu'ils fassent autre chose! disait-il. Mais qu'ils ne se réclament pas de moi pour le faire. Ce n'est plus moi qui continue. Ce sera différent forcément. Ce sera leur affaire. » Au colonel d'Escrienne qui évoquait devant lui toutes les questions dont il était continuellement l'objet, le général a dit : « Eh bien, répondez à vos interlocuteurs que ce qui se passe ne concerne plus le général de Gaulle, qu'il est tout à fait en dehors de tout, complètement détaché de tout, qu'il ne pense plus qu'à ses Mémoires! » Le jour où le colonel Desgrées du Loû avait rendu public le texte du télégramme de condoléances du général à Mme René Capitant (24 mai 1970), l'ancien chef de l' État n'avait pas caché son mécontentement à son aide de camp : « Comprenez-moi bien, lui avait-il dit, je ne veux faire aucune vague. Je ne veux pas faire de déclarations. Je ne veux pas être mis sur la place publique! » Le général suivait l'actualité avec, quelquefois, une indifférence qui ne semblait pas feinte. « Il lit les journaux rapidement, a dit l'un de ses enfants. Il ne sursaute plus à la télévision – comme il le faisait du temps de la IVe – et, tout en écoutant les nouvelles, continue à faire des réussites. »

Le général était pessimiste pour l'avenir immédiat de la nation. Il l'avait dit à Jacques Vendroux. Il le répétait à ses autres visiteurs : « Tout va aller à vau-l'eau, tout va redevenir comme avant. Ce sera le marais, un retour à la politique de la IVe avec les partis, l'U.D.R. devenant progressivement un parti comme les autres. » Il considérait la France « en jachère » et revenait de temps à autre sur cette notion. Aussitôt après le référendum, il avait écrit à l'un de ses anciens ministres : « Cependant, je crois que l'avenir est bel et bien de notre côté et la jachère qui commence ne tardera pas à le démontrer. » Et il avait dit à l'un de ses familiers : « Un jour, plus tard, il y aura un mouvement, une vague dans le pays qui s'appuiera sur ce que j'aurai fait. » Mais, en ces journées qui suivirent son départ, il n'évoquait que rarement

l'avenir politique de la France. C'est seulement le référendum qui l'obsédait. Les monologues sur la situation politique viendront plus tard.

Le général de Gaulle a-t-il gardé de l'espoir jusqu'au bout? Ses propos le démentent. Cependant ses aides de camp, certains de ses proches et de ses derniers visiteurs pensent que, jusqu'à la fin, une lueur d'espoir a brillé au fond de lui-même – espoir en un ultime sursaut des Français – en dépit de la certitude qu'il affichait. L'un des membres de sa famille a dit : « Il espérait, envers et contre tout, qu'il franchirait juste la barre des 50 % et qu'il pourrait ainsi continuer... » Maurice Couve de Murville a déclaré : « Dans sa raison, le général savait un mois avant le référendum que tout était terminé. Dans son cœur il a espéré jusqu'au bout... »

Devant ses anciens collaborateurs venus lui rendre visite à Colombey aussitôt après le référendum, le général manifestait quelquefois une certaine satisfaction : celle d'avoir « réussi » son départ. Il se montrait préoccupé du jugement que l'histoire porterait sur son retrait. « Il fallait bien que cela se termine un jour, disait-il à Beaulaincourt. Il fallait bien partir et il fallait savoir partir! Avouez que c'est un bon départ. J'ai pris la bonne sortie devant l'histoire, parce que j'ai attiré l'attention du pays sur la participation essentielle à l'avenir de la France. » Faisant écho à ces paroles, des membres de son entourage lui disaient : « Votre départ s'est effectué avec grandeur. Il correspond à votre personnage, à votre histoire. » Et certains pensaient : « Dans quelles conditions aurait eu lieu son retrait si de Gaulle avait attendu la fin de son septennat ? » Le général qui aimait dire : « Je n'ai pas eu de prédécesseur, je n'aurai pas de successeur », était aussi certainement soulagé à l'idée qu'il n'aurait pas un jour à passer ses pouvoirs, à quitter « normalement » l' Élysée. Et sans doute n'était-il pas insensible à la joie de Mme de Gaulle, si heureuse que, dans sa famille, on disait en riant : « Nous nous demandons si elle n'a pas voté « non ». Elle déclarait : « Le fait que le général n'aura plus de soucis lui permettra une vieillesse tranquille... »

Au vrai, le général feignait la sérénité. Son thème préféré c'était : « Eh bien, oui, j'ai été battu. Autant être fixé. » Il ajoutait : « Il fallait que je sache si, oui ou non, les Français avaient encore envie de faire un effort, s'ils étaient avec moi pour entamer la phase de la participation. Je suis battu. Je m'en vais. Ils ne m'ont pas suivi. Le pays m'a dégagé de mes obligations

à son égard. Mais, le référendum repoussé, c'est l'aval de mai 1968... La réforme des régions, c'était le dernier service que je pouvais rendre à la France. Il ne me reste plus maintenant qu'à écrire mes Mémoires et ce sera, pour moi, le seul moyen de rendre encore service à la France! » A un membre du gouvernement, il avait écrit, juste au lendemain de son départ : « Deux éléments ont joué dans la défaite du 27 avril, d'une part le doute et la fatigue des Français et, de l'autre, l'immobilisme qui est le pire danger... »

Puis, souvent, l'amertume reprenait le dessus. Il avait dit, le 30 avril, à l'un de ses enfants : « Ils n'ont pas dit non à de Gaulle. Ils ont dit non à l'effort. Ils ont choisi le renoncement. Ils ont choisi d'être un petit peuple. Je serai le dernier à avoir essayé de faire quelque chose. Pourquoi de Gaulle à la tête des Français puisqu'ils ne veulent plus de réformes? Ils n'ont plus besoin de de Gaulle pour leur train-train quotidien. » Et il ajoutait : « Ce sont les mêmes que j'ai retrouvés contre moi : la cohorte de ceux que j'avais fait taire. »

Le Sénat était souvent sa cible : « On n'a pas le droit, en démocratie, disait-il, d'entretenir une assemblée qui ne fait plus rien si ce n'est d'apporter la contradiction à tout ce que l'on veut faire. Le Sénat est contre, toujours contre. On n'en tire rien depuis la guerre. Il représente les notabilités dans ce qu'elles ont de plus sclérosé... » Il attribuait la « petite marge » qui lui avait fait perdre le référendum à Giscard d'Estaing et, dans une certaine mesure, à René Pleven. A l'un de ses intimes, il avait dit : « Giscard a joué son jeu! Mais Pleven! Pleven! Il aurait pu me faire une fleur avant que je m'en aille! Il aurait pu se montrer généreux... » La« défection » de son ancien compagnon de la France libre l'avait chagriné.

Mais les quelques visiteurs qu'il recevait ne s'y trompaient pas. Le choc avait été rude, terrible, et cette sérénité, cette philosophie apparentes, teintées d'amertume, cachaient une grande douleur, une profonde meurtrissure : « Le pays ne veut plus de moi! Les Français renoncent à être les Français! La France a renoncé à être elle-même! » Philippe de Gaulle a dit un jour : « Ce fut une grande tristesse, ce fut un grand chagrin... » Ce chagrin de son départ avait comme brisé son cœur, au point que certains de ses collaborateurs les plus proches disaient, au soir du 27 avril : « Le général a été blessé jusqu'au fond de l'âme. Il souffre de façon tragique, d'une souffrance qui, peut-être, abrégera ses jours. Il ne survivra pas

longtemps. Le premier choc a été mai 1968. Mais c'est le coup du départ qui l'achèvera. »

En 1940, le général de Gaulle était entré dans l'histoire, à l'heure la plus dramatique du destin national. En 1946, il avait brutalement quitté le pouvoir, dans la stupéfaction générale. En 1958, il y était revenu, au moment où le pays allait à nouveau glisser à l'abîme. En 1969, pouvait-il, pour la dernière fois, quitter le pouvoir autrement que dans le drame ? Ne fallait-il pas que « ce grand destin se termine par une grande offense pour être vraiment consacré » N'appartient-il pas à un grand homme d'avoir une grande fin et n'en est-il pas de plus grande que le malheur? Vercingétorix supplicié, Jeanne d'Arc brûlée, Napoléon exilé, Clemenceau et Churchill rejetés...

« De Gaulle maintenant se prépare à la mort », avait dit son aide de camp, le commandant Flohic, au lendemain du référendum. Et il est vrai que le général de Gaulle pressentait que ses jours allaient lui être comptés. « L'avenir n'appartient pas aux hommes », avait-il déclaré récemment. « Si Dieu me prête vie... >,, devait-il désormais répéter sans cesse.

CHAPITRE II
LE 18 JUIN 1969 EN IRLANDE

Le général de Gaulle part pour l'Irlande le 10 mai 1969, juste treize jours après le référendum. Il devait revenir à Colombey le 19 juin au lendemain de la célébration du discours du 18 juin. C'est la première fois, depuis la libération de la France, que le général se trouvera à l'étranger le jour anniversaire de son appel à la résistance et à la victoire.

A son arrivée en Irlande, ceux qui l'approchent sont unanimes : le général demeure triste, en proie à un chagrin profond, à une peine qu'il ne songe pas à dissimuler : « J'ai été blessé en mai 1968, dit-il. Et maintenant, ils m'ont achevé. Et maintenant, je suis mort... » Tous ont l'impression que l'ancien chef de l' État traverse une terrible épreuve, peut-être la plus douloureuse de sa vie. L'échec du référendum l'obsède toujours. Il écoute à la radio les nouvelles de Paris, ne parle que de l'actualité, murmure quelquefois : « Nous sommes déjà, en IVe!... » et pense que certains gaullistes ne voteront pas pour M. Pompidou, en raison des déclarations que son ancien Premier ministre a faites à Rome. Son premier mot à l'ambassadeur de France en Irlande, M. Emmanuel d'Harcourt, venu l'accueillir à l'aéroport de Cork : « Est-ce que vous vous y attendiez ? » M. d'Harcourt croit qu'il s'agit du choix de l'Irlande comme lieu de séjour. Mais non, le général de Gaulle pense au référendum et déclare que, longtemps avant le scrutin, il était sûr qu'il ne serait pas gagné.

Il réside d'abord dans le sud, sur la côte ouest, à Parknasilla -- à « Héron Cove », modeste hôtel entouré d'un parc immense – pendant deux semaines, puis il s'installe plus au nord, à Cashel, au milieu d'une lande rocailleuse et désolée, battue par les vents. Enfin, il revient dans le sud à Killarney, au cœur de la région des lacs. Après les deux premières semaines de séjour, le général de Gaulle a dominé son chagrin et retrouvé sa sérénité. « C'est un autre homme, dit l'un des membres de son entourage, l'Irlande l'a réconforté. » Il relit le *Mémorial de Sainte-Hélène* et les *Mémoires d'outre-tombe* qu'il a emportés avec lui et, le soir, comme à Colombey, fait des réussites. Il achève de répondre aux personnalités qui lui ont envoyé des

messages à l'occasion de son départ. Le 7 juin, il écrit au général de Guillebon, compagnon de la Libération : « Il faut comprendre, et je comprends, que la marche sur et vers les sommets ne peut durer sans relâche. Nous voici donc engagés dans la descente mais le prestige des hauteurs reprendra. »

Le général se met au travail et étudie les documents qu'il a demandés à Pierre-Louis Blanc pour le premier chapitre du « Renouveau », premier tome de ses Mémoires d'espoir. Sur une petite feuille qu'il lui a remise le 4 mai avant son départ, il avait écrit de sa main : « Ce qui s'est passé dans la République en mai, juin, juillet 1958. Ce que j'ai dit et fait pendant cette période, notamment mes interventions et entretiens entre le 15 mai et la fin juillet. » Désormais, tout au long des journées, il écrira ses nouveaux Mémoires. « Le temps presse, dira-t-il à Blanc, à son retour. Et comme c'est difficile de faire tenir tant et tant d'événements en si peu de chapitres. »

Le 15 juin, le général envoie un message à Georges Pompidou, élu président de la République : « Pour toutes raisons nationales et personnelles, je vous adresse mes bien cordiales félicitations. » (C'est Xavier de La Chevalerie qui se rend dans la soirée avenue de Latour-Maubourg, où M. Pompidou avait installé ses bureaux, et qui remet ce message au nouveau chef de l'État.) Le 18 juin, c'est Dublin. L'ancien président de la République et Mme de Gaulle arrivent la veille, à la fin de l'après-midi, à Aras an Uachtarain, résidence de M. Eamon De Valera. C'est la première fois que le général rencontre le fondateur de la République d'Irlande, dernier grand héros vivant de la guerre d'Indépendance. Agé de quatre-vingt-cinq ans, aveugle, Eamon De Valera a un moment d'émotion en accueillant le général. Il s'appuie à son bras, se laisse guider et, tous deux – de même taille et de même stature – cheminent dans l'allée qui mène au château. Le soir, seuls les enfants du président irlandais assistent au dîner.

Le premier geste de l'ancien chef de la France libre en ce 18 juin 1969 – vingt-neuf ans après son appel du 18 juin 1940 et cinquante-deux jours après son départ de l'Élysée – est de planter un arbre, comme le veut la tradition irlandaise. Aux côtés du président De Valera, dans le parc du palais présidentiel, non loin d'un autre arbre, aujourd'hui immense, planté par la reine Victoria, le général de Gaulle donne un coup de bêche symbolique. C'est ensuite une rapide visite du Musée national irlandais.

A treize heures, l'ancien président de la République et Mme de Gaulle, accompagnés de l'aide de camp, le commandant Flohic, arrivent à l'ambassade de France où s'amassent déjà les télégrammes. Sur la pelouse rase et verte, le drapeau tricolore flotte au sommet d'un mât blanc. Il pleut mais, d'un geste, le général de Gaulle refuse le grand parapluie noir qu'on lui tend. Les souvenirs de l'épopée de la France libre sont partout présents aujourd'hui dans cette ambassade victorienne, perdue dans les arbres du quartier résidentiel du sud de Dublin. Ils le sont d'abord en la personne de l'ambassadeur, Emmanuel d'Harcourt, compagnon et membre du conseil de l'ordre de la Libération, qui remplit pendant la guerre de dangereuses missions entre Londres et la France –blessé, il dut être amputé d'une jambe. Ils le sont aussi par l'affiche de l'Appel du 18 juin, encadrée et posée sur le piano du salon, et par les photographies du général de Gaulle remettant la Légion d'honneur à l'ambassadeur et à son père, le général d'Harcourt. Puis la verte et pluvieuse Irlande, si semblable à l'Angleterre par ses paysages, rappelle la terre où naquit la France libre.

Le déjeuner réunit seulement les membres de l'ambassade. Le général, au début, demeure silencieux, parlant de temps à autre à ses deux voisines, Mme d'Harcourt et Mme Daniel Bernard, épouse du vice-consul. Échanges courtois sur l'Irlande, ses coutumes, la vie à Dublin, la cuisine irlandaise.

Puis la conversation s'étend. Elle s'oriente sur Louis XIV, et c'est Emmanuel d'Harcourt qui désire connaître l'opinion du général sur le roi. L'ambassadeur évoque « l'absolutisme du monarque, le caractère abrupt de ses décisions, l'opposition dans le royaume, qui grandit chaque jour ». De Gaulle prend la défense de Louis XIV :

– Mais c'est ainsi, c'est par ses méthodes de gouvernement qu'il a jeté les bases de la France moderne. C'est ainsi qu'il lui a assuré le respect de l'étranger, une forte structure interne, la grandeur...

– Et la révocation de l'édit de Nantes?

– De la politique... répond le général. Voilà ce que fut la révocation de l'édit de Nantes : un acte politique.

Quelques sourires saluent cette définition. L'ambassadeur enchaîne :

– Si l'on songe à la fin du règne de Louis XIV, nul ne peut nier que la personnalité hors de commun du roi, la nature de plus en plus solitaire de

son gouvernement, ont en quelque façon créé un vide politique. Il a pour ainsi dire établi lui-même le problème de sa succession.

– Sa succession, répond le général avec un sourire, c'était le problème de Louis XV et non pas le sien...

Le dessert est alors servi. Les mots « 18 juin » n'ont pas encore été prononcés. Il y a soudain un silence. Emmanuel d'Harcourt lève son verre et, assis à sa place, déclare : « Mon général, voulez-vous me permettre, en ce vingt-neuvième anniversaire, de vous dire simplement que notre pensée se tourne avec émotion vers la journée de juin 1940, où vous avez convié tous les Français à s'unir à vous dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance. »

Plusieurs secondes s'écoulent. Sur le ton de la conversation, le général de Gaulle répond : « Je vous remercie des paroles que vous venez de prononcer. Il est évident que cet anniversaire est celui d'un grand moment par ce qu'il a représenté. Il est bien que ce soit vous qui l'évoquiez aujourd'hui. Vous êtes honoré en ce jour, car vous êtes d'Harcourt et vous vous adressez à de Gaulle. Et je suis honoré, car je suis de Gaulle: et vous êtes d'Harcourt. Je vous remercie de toutes vos attentions et de celles de vos collaborateurs pendant mon séjour en Irlande. Je lève mon verre en votre honneur et en celui de Mme d'Harcourt. »

De Gaulle ajoute dans un silence profond : « Évidemment, nous pensons à la France. »

Mme de Gaulle et Mme d'Harcourt donnent aussitôt le signal de la fin du repas. Tous quittent brusquement leurs places, silencieux et songeurs, comme s'ils étaient pressés de changer de décor, d'aller dans un autre lieu. Chacun sent qu'il ne faut pas se laisser gagner par les souvenirs, par l'émotion. La conversation est vite relancée lorsque l'on passe au salon, comme si l'on avait voulu écarter une ombre douloureuse. Un convive reprenant quelques menus propos tenus à table sur la difficulté de certaines langues étrangères, provoque cette réplique du général : « Les difficultés de l'anglais... voilà qui me fait songer à ce mot de Charles Quint. Il disait : « On « parle français aux hommes, italien aux femmes, « allemand à son cheval, espagnol à Dieu. » Mais qui avait jamais entendu qu'on parlât anglais ? »

Au salon, le général s'installe dans un grand fauteuil. Les membres de l'ambassade font cercle autour de lui. L'actualité est alors abordée pour la première fois. L'ancien président de la République s'enquiert auprès du conseiller, M. Pierre Bitard, des ressources économiques de l'Irlande. « Quelles sont ses armes, interroge-t-il, à la veille d'affronter les négociations sur son adhésion au Marché commun ? » Le général écoute avec attention ses interlocuteurs. A un moment, il les interrompt : « Maintenant que je ne suis plus aux affaires, bien sûr, l'Angleterre entrera dans le Marché commun. On aura alors une sorte de vaste zone de libre échange d'Europe occidentale. Mais, plus de Marché commun... » Un des convives devait, le lendemain, livrer le commentaire suivant : « Je fus très frappé du spectacle de ce vieil homme assis dans ce salon et qui affirmait que son départ des « affaires » allait engendrer d'aussi gigantesques changements économiques et politiques. »

Le général s'apprête à prendre congé de ses hôtes. A la demande d'Emmanuel d'Harcourt, il écrit alors sur la page de garde du troisième tome des *Mémoires de guerre,* que l'ambassadeur lui tend, les deux « maximes » qui l'avaient guidé dans son œuvre. Il en avait fait part déjà une fois aux compagnons de la Libération réunis au siège de l'ordre, alors installé rue François Ier, en ce jour du 1er septembre 1947 où l'amiral Thierry d'Argenlieu avait remis au général de Gaulle le collier de Grand Maître.

Ces « maximes », les voici :

Moult a appris qui bien connut ahan.

(A beaucoup appris qui a beaucoup peiné – proverbe du XIVe siècle.)

Rien ne vaut rien

Il ne se passe rien

Et cependant tout arrive

Mais cela est indifférent. (Nietzsche.)

Et le général ajoute cette phrase de saint Augustin :

Vous qui m'aurez connu dans ce livre, priez pour moi!

Dans l'après-midi de ce 18 juin, le général de Gaulle se rend dans l'un des sites historiques les plus célèbres d'Irlande, les ruines de Glendaloch, la ville aux sept églises fondée au vie siècle. A cinquante kilomètres au sud de Dublin, dans un cirque de montagnes, se dressent autour de deux lacs,

entourées d'innombrables tombes celtiques, les ruines de ce qui fut, jusqu'à sa dertruction au XIVe siècle, une ville de moines et d'étudiants. L'ancien président de la République donne ensuite audience au cardinal William Conway, archevêque d'Armagh, primat catholique de l'Irlande du Nord et du Sud, puis, le soir, assiste à un grand dîner offert par le président De Valera. De Gaulle salue le chef d'État irlandais par quelques mots prononcés en anglais. Celui-ci répond en français. Fait inhabituel, le général de Gaulle, au cours de ce dîner officiel – tenue de soirée, présence des membres du gouvernement –, tient des propos de caractère intime dans le toast qu'il prononce : « En ce moment grave de ma longue vie, déclare-t-il, j'ai trouvé ici ce que je cherchais : être en face de moi-même. L'Irlande me l'a offert, de la façon la plus délicate, la plus amicale. » Se tournant vers le président De Valera, il ajoute : « Votre œuvre est une grande oeuvre nationale. Moi aussi, j'ai essayé de faire une grande œuvre nationale... »

Le lendemain, juste avant son départ pour Colombey, un déjeuner, qui se déroule chez M. Jack Lynch, Premier ministre d'Irlande, dans la salle à manger du Dublin Castle – ornée des portraits des vice-rois anglais – clôt la visite du général de Gaulle à Dublin, qui a revêtu de bout en bout le caractère d'une véritable réception à un chef d' État en fonctions. M. Lynch déclare dans son toast que « le nom du général de Gaulle est devenu pour toutes les nations un symbole de la France éternelle », et que « la rencontre du général de Gaulle avec le président De Valera avait été pour les Irlandais un moment historique ». Dans sa réponse, l'ancien chef de l'État déclare : « Dans les actuelles circonstances importantes de ma vie, c'est une sorte d'instinct qui m'a porté vers l'Irlande, peut-être à cause du sang irlandais qui coule dans mes veines. On remonte toujours à ses sources... » (Juste avant le déjeuner, le général avait reçu les membres du clan Mac Cartan, alliés à sa famille par son arrière-grand-mère maternelle, née Mac Cartan. L'entretien du général avec ces lointains parents avait eu lieu en présence du président De Valera. Ils étaient quatorze – parmi eux, une carmélite, un prêtre, une directrice d'hôtel, un agriculteur – venus avec des cadeaux et leur arbre généalogique.)

A l'issue de ce toast, le général lance : « Je lève mon verre en l'honneur de l'Irlande tout entière. » Fait à noter, cette dernière phrase fut supprimée du texte officiel, tel qu'il fut d'abord rendu public. On expliqua par la suite

qu'un incident technique aurait arrêté la bande d'enregistrement juste avant la fin du discours du général de Gaulle. Sans doute est-il plus raisonnable de penser que, par prudence, quelqu'un prit sur lui de supprimer ce souhait de la réunification des deux Irlandes. Quoi qu'il en soit, les autorités irlandaises, trop satisfaites de cette prise de position, firent rétablir le texte du discours dans son intégralité.

CHAPITRE m
LE 18 JUIN 1970 EN ESPAGNE

Après ce séjour en Irlande, le général de Gaulle avait regagné Colombey le 19 juin, marquant ainsi sa volonté de ne pas être en France pour ce premier 18 juin d'après le référendum. En fait, il semble bien que l'ancien chef de la France libre avait pris cette décision pour les 18 juin qui lui restaient à vivre, du moins tant que ses forces lui permettraient de partir en voyage à l'étranger. Le 18 juin de l'année suivante – 1970 –, il se trouvait en Espagne. Le 18 juin 1971, si Dieu lui avait prêté vie, il aurait été en Chine. Les proches du général estiment qu'il voulait donner à cette absence une signification politique précise, dont il se serait peut-être expliqué à la fin de ses Mémoires. Un de ses aides de camp a dit : « Le général de Gaulle ne voulait plus se trouver en France le jour anniversaire du 18 juin 1940 parce que, depuis l'échec du référendum du 27 avril 1969, il estimait que quelque chose était rompu entre lui et les Français. Il ne voulait plus se trouver sur le territoire national le 18 juin, date du sursaut national, alors que les Français, en votant non au référendum, avaient marqué leur désir d'aller à l'abandon. En 1969, les Français se détournèrent du général de Gaulle pour la première fois. Ce fut entre lui et eux une rupture historique... »

La célébration du 18 juin posait, depuis longtemps déjà, un problème au général de Gaulle. Il ne tenait plus beaucoup à cette cérémonie du mont Valérien – où furent fusillés pendant la guerre quatre mille cinq cents otages et résistants – à laquelle il s'était rendu chaque année depuis 1945. « Le général était certes heureux de retrouver ses compagnons de la guerre, mais au fond il ne voyait pas l'utilité de la commémoration du 18 juin ni pour la France ni pour lui-même... », a déclaré un jour l'un de ses collaborateurs.

A plusieurs reprises, il avait pensé ne plus participer à cette commémoration. S'il n'était pas revenu au pouvoir en 1958, peut-être aurait-il pris la décision de ne plus aller au mont Valérien le 18 juin, en dépit de la déception et de la tristesse des compagnons de la Libération, des anciens de la Résistance et de la France libre et des familles de ceux qui ne revinrent pas. En 1954 et en 1955 – alors qu'il vivait retiré à Colombey, à l'époque de la « traversée du désert » – il fallait « le pousser », diront ses collaborateurs

d'alors, pour qu'il assiste à cette cérémonie. En 1957, le colonel de Bonneval avait dit : « Nous avons eu du mal à le décider, cette année. L'année prochaine il ne viendra certainement pas... » A Jacques Foccart, le général avait déclaré un jour, peu de temps après son installation à l' Élysée : « Ce mont Valérien, ce n'est plus la peine de le faire. » Une autre fois : « Le mont Valérien? ça dégringole... Ils vont de moins en moins y aller. C'est quand je serai mort qu'ils reviendront... » Mais, en même temps, il regrettait les cérémonies d'autrefois, celles d'avant la construction du Mémorial, qui se déroulaient, en la seule présence des anciens de la France libre et de la Résistance, dans le ravin où étaient tombés les otages. Au matin du 18 juin 1968, il s'interrogeait encore devant le général de Boissieu : « Faut-il garder cette cérémonie ? »

En vérité, cette attitude répondait à une raison politique précise. Le général de Gaulle ne voulait pas se laisser « enfermer» dans la date du 18 juin. Il ne désirait pas qu'on l'identifie à cette seule date parce qu'il devinait les raisons de ceux qui souhaitaient ne voir en de Gaulle que l'homme du 18 juin. Cette appellation d' « homme du 18 juin », le général ne l'aimait pas. Il la ressentait comme une sorte de diminution : diminution de toute son œuvre que l'on ramenait à une seule journée, à un seul discours. En 1941, le 18 juin ne fut pas commémoré. Le général de Gaulle rappelait, peu avant sa mort, à l'un de ses proches qu'il fallut, en 1942, toute l'insistance de René Pleven pour que cette journée soit célébrée avec solennité. Il ne le fit pas pour lui, mais pour les autres, pour ceux, si rares, qui furent en juin 40 ses premiers compagnons.

« Je ne suis pas seulement l'homme du 18 juin, disait-il. On parle d'appel, de discours, de phrases, mais jamais de l'effort de chaque jour. Austerlitz, c'est ce « Soldats, je suis content de vous ». Mais parle-t-on jamais de cette admirable stratégie? Il en est ainsi de l'appel du 18 juin! Mais ce qui fut fait en Libye, ce que fut mon action à Londres pendant trois ans, puis à Alger, ce que firent sur mon ordre Leclerc, Juin, de Lattre, qui en parle? Paris, Strasbourg, la campagne d'Italie, de nouveau Strasbourg, l'Allemagne, la présence de la France aux armistices, puis le rétablissement difficile, et par deux fois, de la République, qui en parle? Je ne suis pas l'homme d'un jour, comme s'il n'y avait rien eu après... » Et encore : « Je ne suis pas attaché à la commémoration de cet appel, mais à celle des combats de la France libre.

» Et, dans une lettre envoyée peu de temps avant sa mort à Jean Marin, il écrivait : « Notre France libre fut une grande chose. Nous n'avons jamais rien fait de mieux... »

On comprendra alors qu'il coûtât peu au général de renoncer, en 1969, après son départ du pouvoir, à la cérémonie du mont Valérien comme à toute autre manifestation publique. Ses anciens collaborateurs, ses proches, tentèrent aussitôt de faire revenir le général au mont Valérien le 18 juin. « Non, il n'est pas possible que je sois présent », répondait-il. On lui proposa de changer le déroulement de la cérémonie, d'en faire une sorte de manifestation privée avec la seule présence des compagnons et de l'armée, sans présidents ni ministres – comme entre 1946 et 1958 – pour lui permettre d'y assister. « N'insistez pas, n'insistez pas... », disait-il. En 1970, ils revinrent à la charge : « Mon général, c'est le trentième anniversaire. Vous ne pouvez pas ne pas y être... » Claude Hettier de Boislambert, chancelier de l'ordre de la Libération, tenta vainement de le convaincre à nouveau. A ses proches, il dit alors : « Je vous dis, c'est fini, c'est fini. Je n'irai plus jamais au mont Valérien. » Et il envoie une note au chancelier, faisant savoir que son vœu est que la cérémonie du mont Valérien soit maintenue, sans lui, telle qu'elle était. Comment d'ailleurs imaginer que le général ait pu accepter d'assister à une manifestation qui, malgré lui, aurait dès lors inévitablement pris un caractère politique?

Hettier de Boislambert met donc au point la cérémonie du mont Valérien sans la participation du général de Gaulle, au cours d'un entretien, au début de mai, avec M. Georges Pompidou. Il est entendu que le chef de l'État, le Premier ministre et tout le gouvernement seront présents, comme toujours, à cette commémoration. M. Pompidou décide de ne pas entrer dans la crypte où reposent les cendres des onze héros morts au cours de la Seconde Guerre mondiale. « Seul, le général le faisait, déclare-t-il. Seul, il est le grand maître de l'ordre. Moi, je ne le suis pas. » Désormais, le chancelier pénétrera seul dans la crypte, puis ranimera la flamme.

Les services de sécurité et de police se montrèrent soulagés de cette décision du général de Gaulle de ne plus jamais apparaître en public le 18 juin. Les risques d'attentat ont, en effet, toujours semblé plus grands le 18 juin et ils le demeuraient : on avait retrouvé cette date plusieurs fois, alors que la police tentait de démanteler les réseaux O.A.S., dans les plans des

tueurs : certains avaient pensé assassiner le général de Gaulle le jour anniversaire de son appel. Le 18 juin 1968 – le dernier célébré au mont Valérien en la présence du général – l'Association des Français libres reçut, dans le courant de l'après-midi, un coup de téléphone anonyme annonçant un attentat contre le chef de l'État après la traversée du pont de Suresnes. La sécurité présidentielle était, certes, habituée à ce genre de menaces anonymes lancées régulièrement chaque fois que le général de Gaulle quittait l' Élysée pour un voyage ou une manifestation officielle. Mais les menaces reçues le 18 juin prenaient toujours un caractère plus alarmant.

Le 18 juin 1970, le général de Gaulle se trouve donc en Espagne. Deux témoins seulement de ce 18 juin, le dernier, à moins de cinq mois de sa mort : Mme de Gaulle et l'aide de camp, le colonel Desgrées du Loû.

L'ancien président de la République, qui avait quitté Colombey le 3 juin, vient de parcourir l'Espagne du nord au sud : les Asturies, Saint-Jacques-de-Compostelle (depuis des années il voulait faire ce pèlerinage, au point que sa famille s'est demandé s'il n'en avait pas fait le vœu), la Galice, les Castille, Madrid – où il a rencontré le général Franco – et Tolède, et puis l'Andalousie avec Jaén, Cordoue, Grenade, la Sierra Blanca, la Costa del Sol, l'Estramadure.

Depuis longtemps, le général de Gaulle désirait connaître l'Espagne, où il n'avait jamais été. Plusieurs semaines avant son départ, il avait étudié le Guide Bleu avec Mme de Gaulle. Robert Gillet, ambassadeur de France à Madrid, était venu deux fois à Colombey, dans le plus grand secret, le 26 février et le 25 avril, afin de fixer l'itinéraire et d'organiser le voyage. L'ancien chef de l'État laissa l'ambassadeur libre de choisir la plupart des étapes, ne donna que des directives générales et insista sur un seul point : demeurer une dizaine de jours dans le Sud, en un endroit isolé où il pourrait se reposer.

Le général aurait désiré que personne en France ne soit prévenu, parce qu'il estimait que ce voyage était de caractère privé. En fait, il était difficile de ne pas avertir M. Pompidou et certains ministres. Le chef de l'État le fut au lendemain de la deuxième visite de M. Gillet à Colombey. Le colonel Desgrées du Loû – qui avait entre-temps effectué un voyage préparatoire en Espagne – mit au courant M. Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, seulement une dizaine de jours avant le départ, ainsi que M.

Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur. Le général de Gaulle qui, depuis Colombey, devait gagner la frontière à Béhobie en deux jours de route, avait souhaité que cette traversée de la France se déroulât dans la discrétion, sans aucun dispositif de sécurité spécial.

Le général Franco fut très heureux d'accueillir le général de Gaulle en Espagne et de le recevoir en audience, puis à déjeuner à Madrid. Il exprima à Robert Gillet la satisfaction profonde que lui procurait cette visite. Les raisons en sont évidentes. L'ancien président de la République ressentit certes aussi quelque contentement à connaître Franco. Mais il considérait surtout qu'il était simplement courtois d'aller saluer le chef d'État d'un pays qui le recevait. « Bien entendu, avait-il dit, je ne pourrai pas passer sans voir Franco. » Aussi, à son retour en France, le général devait-il s'étonner des réactions qu'avait entraînées cette visite, notamment de celle de François Mauriac dans son « Bloc-notes ». Et puis, le général a dit un jour : « Après mon départ des affaires, j'ai reçu trois lettres admirables : une du pape, une de Nixon, une de Franco. » La lettre chaleureuse de Franco l'avait touché. Il lui en était reconnaissant.

Le gouvernement espagnol, en liaison avec M. Robert Gillet, déploya un grand zèle dans l'organisation du séjour du général de Gaulle. Il réussit à garder le secret jusqu'à la veille du départ. Des mesures de sécurité extrêmement importantes furent prises. Neuf « paradors », choisis souvent dans les paysages les plus admirables, les sites les plus grandioses, furent mis entièrement à la disposition du général. Les autorités espagnoles voulurent inviter l'ancien chef de l'État. Dès la première étape, la note d'hôtel n'ayant pas été présentée, le général de Gaulle – qui tenait à régler tous les frais – fit savoir que, dans ces conditions-là, il ne poursuivrait pas son voyage. Les représentants du gouvernement assurèrent alors qu'ils ne pouvaient « transgresser le sens de l'hospitalité de l'Espagne », et précisèrent que, la chaîne des « paradors » appartenant à l'État, il ne pouvait en être autrement. Le général de Gaulle contournera cette difficulté en laissant à chaque hôtel où il avait séjourné ce qu'il aurait versé normalement, en pension et en service, si la note lui avait été présentée. Et, à la veille de quitter l'Espagne, il se montrera généreux à l'égard de plusieurs œuvres.

Ce ne sont pas les églises, les palais, les alcazars, les musées qui auront impressionné le général au cours de son voyage. Certes il aura vu la cathédrale de Saint-Jacques-de-Compostelle, l'Escorial, l'Alhambra de Grenade, la mosquée de Cordoue, la Giralda de Séville, fait le tour de Tolède et de Cadix. Mais si rapidement... A son entrée au Prado, il a murmuré à un membre de l'ambassade de France : « Une demi-heure, pas plus, n'est-ce pas? » La verte Galice l'a déçu. La Castille – berceau de la nationalité espagnole – désertique et sauvage, l'a enchanté, surtout dans les environs d'Avila. Et, à l'Escorial, il a aimé la vue découverte depuis le palais, la capitale apparaissant dans un paysage âpre et désolé : « Ah, dit-il, je comprends que Philippe II soit venu s'installer là ! » Le général a aimé, dans l'Espagne, la rudesse de son climat, l'austérité des sites, l'isolement des villages qui, au cours des siècles, déterminèrent le caractère espagnol. La relation des paysages qu'il traversait avec l'histoire de l'Espagne et l'aspect humain de cette histoire, voilà ce qui l'a intéressé.

De Colombey à Colombey, en vingt-cinq jours, avec treize étapes, le général de Gaulle aura franchi près de 10 000 kilomètres. La dernière partie du voyage se déroula par une température torride, sous un soleil de feu, à travers les paysages desséchés de l'Andalousie, de l'Estramadure, de la Vieille et de la Nouvelle-Castille. Parti le matin de bonne heure, pique-niquant en bordure de la route à l'ombre d'un pin parasol, s'arrêtant pour quelque rapide visite d'un lieu ou d'un monument, le général arrivait à l'étape du soir, l'air frais et dispos, après avoir roulé souvent pendant près de 600 kilomètres sur des routes brûlantes. Sans prendre de repos, il gagnait aussitôt sa modeste chambre d'hôtel et s'installait à un bureau pour reprendre le travail interrompu la veille : la relecture du premier tome de ses Mémoires d'espoir. A aucun moment, il ne parut accuser un signe de fatigue véritable. L'imprudence était pourtant grande de « lâcher » ainsi le général de Gaulle – qui était dans sa quatre-vingtième année – en plein mois de juin, sur les routes désertes de l'un des pays les plus chauds de l'Europe. Mais qui aurait pu l'en empêcher? Bien sûr, aucun service médical spécial ne fut organisé tout au long de ces étapes, à proximité de ces « paradors », dont certains étaient perdus au fond des sierras. Le général de Gaulle, qui déjà pensait à son voyage en Chine l'année suivante, n'avait cure d'aucune précaution. Il est mort, foudroyé, à Colombey un peu plus de quatre mois

après son retour d'Espagne, comme il aurait pu l'être, un soir de ce mois de juin, dans la chambre d'un « parador » espagnol.

Pour le trentième anniversaire du 18 juin 1940, le général de Gaulle a choisi le lieu le plus âpre, le plus sauvage, le plus isolé, dont l'austérité touche à la tristesse, celui de la Sierra Blanca, chaîne montagneuse dominant la Costa del Sol, à mi-chemin de Malaga et de Gibraltar. Il se trouve, depuis le 13 juin, dans un petit « parador », celui de Juanar, difficile d'accès – de Marbella, une route sinueuse y conduit, grimpant dans la montagne, longeant des gorges profondes – à l'aspect rustique, presque monacal, habituel rendez-vous des chasseurs qui, aux environs de Noël, viennent tirer le bouquetin.

La journée se déroulera simplement, comme celles de Colombey-les-Deux-Églises. Le général de Gaulle a tenu à la vivre en solitaire : il n'effectuera aucune promenade en voiture et ne quittera son hôtel qu'à la fin de l'après-midi pour faire quelques pas avec Mme de Gaulle. Il ne verra, ne recevra personne, ni certaines notabilités espagnoles, qui ont demandé audience, ni les consuls de France en poste à Malaga et à Séville, qui ont fait parvenir des gerbes de fleurs. Toutefois, il a envoyé son chauffeur à Marbella où était arrivé – par le train – un émissaire venu spécialement de Paris, M. Olivier Germain-Thomas, pour apporter au général un message de l'Association nationale pour le soutien de l'action du général de Gaulle, signé Pierre Lefranc.

Depuis son installation à Juanar, petite bâtisse blanche aux tuiles rondes et aux fenêtres grillagées, l'ancien président de la République vit retranché du monde. Pas un touriste et pas un Espagnol ne l'ont encore aperçu. Un barrage de police placé sur la petite route, cinq kilomètres avant l'hôtel, empêche toute approche. Dans la sierra avoisinante, la guardia civil et les gardes forestiers patrouillent jour et nuit. Seuls, deux cinéastes de la télévision française auront vu leur attente de plusieurs jours récompensée : la DS noire s'était arrêtée un après-midi près du lieu où ils étaient embusqués. Pendant de longues minutes, ils purent filmer le général, haute et massive silhouette noire cheminant le long d'un sentier pierreux, une canne à la main, entre des touffes de lauriers-roses en fleur et des pins rabougris.

A neuf heures, l'ancien chef de la France libre – vêtu d'un costume croisé gris foncé, comme à l' Élysée, comme à Colombey – pénètre dans le petit bureau que le directeur de l'hôtel a mis à sa disposition : sol carrelé de rouge, murs blancs, lourde table de bois sombre, lampe orientable, bibliothèque avec les dépliants touristiques de l'Espagne. Toute la matinée est consacrée au travail (le général de Gaulle venait de terminer, la semaine précédente, la lecture des « épreuves » du dernier tome de ses *Discours et Messages* qui lui avaient été apportées quelques jours plus tôt de Paris). En ce 18 juin 1970, le général relit et corrige le premier tome de ses *Mémoires d'espoir, le Renouveau,* dont il remettra le manuscrit à son éditeur, Marcel Jullian, peu après son retour à Colombey, le II juillet. L'ancien chef de l'État travaille sur le texte dactylographié par sa fille, Élisabeth de Boissieu. Le 15 juin, il avait écrit à Blanc pour lui demander quelques précisions : « Le montant exact de nos réserves en or et devises le 27 avril 1969, le crédit qui nous était ouvert à l'extérieur à la même date, les noms des ambassadeurs qui accompagnaient Eisenhower et MacMillan lors de la conférence au sommet du 16 mai 1960... » En même temps, il songe au second tome. Il en a déjà établi le plan – en huit chapitres – qu'il a communiqué à Blanc dans une lettre en date du 30 mai 1970.

Pendant cette matinée du 18 juin, une ou deux fois, le colonel Desgrées du Loû pénètre dans le bureau du général pour lui apporter les nombreux messages qui lui arrivent. Ses compagnons de la France libre lui ont écrit, de nombreux Espagnols aussi, puis, comme toujours, il y a le flot des lettres des Français anonymes, dont beaucoup d'enveloppes portent pour seule adresse : le général de Gaulle, Espagne.

A midi trente (c'est tôt pour l'Espagne), le déjeuner est servi dans la salle à manger du « parador », où la seule table occupée est celle du général, de Mme de Gaulle et de l'aide de camp. Le décor rappelle au général qu'il est dans un refuge de chasse : perdrix rouges naturalisées, fusils, gravures de chasse anglaises et, partout, des cornes de bouquetins. Mme de Gaulle et le colonel Desgrées du Loû se souviennent-ils de la conversation de ce déjeuner? Il semble qu'aucune allusion ne soit faite au 18 juin, pas même au moment où le directeur de l'hôtel apporte pour le dessert un gâteau portant une croix de Lorraine. Les sujets de la conversation auront sans doute été ceux de tous les jours de ce voyage en Espagne : la cuisine espagnole et

Charles Quint; les journalistes qui traquent le général, qui le poursuivent inlassablement tout au long des étapes et ses Mémoires; la chaîne hôtelière des « paradors » (« il faudrait faire la même chose en France... », dit le général) et les rois catholiques; les paysages espagnols et la conquête musulmane; sa jeunesse et les grands hommes de France. Le général parle peu des événements qui ont marqué, l'année précédente, son départ du pouvoir.

Après le déjeuner, Mme de Gaulle regagne sa chambre et le général son bureau, où il se remet au travail. C'est seulement à la fin de l'après-midi qu'il quitte l'hôtel, situé au fond d'un petit cirque désolé, dominé de tous côtés par les pentes rocailleuses et les sommets rouges et arides des sierras. Suivis à distance par les membres du service de sécurité espagnol, le général et Mme de Gaulle, dans la lumière dorée de cette soirée de juin, franchissent quelques centaines de mètres de rocaille puis descendent dans un vallon où ils se promènent alors au milieu des orangers, des oliviers et des lauriers-roses. Le silence n'est troublé que par les clochettes de quelques chèvres et le roucoulement des tourterelles. L'air est parfumé par les fleurs sauvages de la montagne. Le général de Gaulle peut apercevoir quelques paysans qui, à proximité, travaillent la terre à l'ombre des arbres fruitiers et, sur un chemin en contre-bas, des femmes qui gardent des chèvres ou reviennent du marché, les bras ballants, le panier sur la tête.

Le colonel Desgrées du Loû, pour une fois, n'accompagne pas le général. Il est à Torremolinos où il assiste à une course de taureaux. La vedette en est El Cordobes. Au soir de ce 18 juin, l'ancien chef de l'État exprime le regret de n'avoir pu assister à cette corrida, qui sera au centre de la conversation du dîner.

CHAPITRE IV
LE PROJET DE VOYAGE EN CHINE

Si, un an après ce voyage en Espagne, le général de Gaulle avait été vivant, il se serait trouvé, pour le 18 juin 1971, en Chine.

Le 2 mars 1970, Étienne Manac'h, ambassadeur de France à Pékin, écrit au général et, pour la première fois, évoque la possibilité d'un voyage en Chine. C'est à titre personnel qu'il fait cette suggestion. Manac'h est un vieux socialiste – ancien directeur du cabinet de Guy Mollet – un homme libre, courageux, qui, malgré ses hautes fonctions au ministère des Affaires étrangères, manifesta toujours un grand esprit d'indépendance. Il fut pendant la guerre l'un des délégués du général de Gaulle, chargé de l'action clandestine contre l'Allemagne et de la coopération militaire avec l'Union soviétique dans l'Europe balkanique. De 1960 à 1969, Manac'h occupa le poste de directeur des affaires d'Asie au Quai d'Orsay : sous les ordres de Couve de Murville, il aida à définir la politique de la France à l'égard de l'Indochine (c'est lui qui prépara la visite du général de Gaulle à Phnom-Penh) et de la Chine. Le général le choisit ensuite pour être son ambassadeur à Pékin. Le 22 avril 1969, cinq jours avant la démission du chef de l'État, Manac'h devait être, et pour la dernière fois, reçu longuement à l' Élysée. Depuis l'époque de la France libre, il entretenait une correspondance personnelle avec le général de Gaulle. Cet échange de lettres s'intensifia après le départ du pouvoir du général, « dès lors, comme il le souligna un jour, que le général de Gaulle n'était plus qu'un simple citoyen et que mon indépendance de pensée ne pouvait être suspectée ».

Dans cette lettre, qui fut remise en main propre au général, à Colombey, le 24 mars 1970, Étienne Manac'h écrit dans sa conclusion :

« J'ai regretté dans le passé que la rencontre n'ait pu avoir lieu entre vous-même et le président Hô Chi Minh. Ce dernier, dans son testament, laissait entendre clairement que, si de la vie lui était encore prêtée, il irait volontiers vers les pays amis exprimer sa reconnaissance, après la libération de son pays. C'eût été une très grande chose que cette rencontre,

et quelle réparation spirituelle après un quart de siècle! Hélas! la mort vient détruire les grandes choses.

« Mao Tse-tung est encore vivant. Vous avez dit sur la Chine des pensées qui touchent à l'essentiel de ce qui est le destin de ce pays. Les Chinois m'ont parlé toujours de vous avec admiration. Lorsque j'ai dit un jour à M. Chou En-lai que j'avais reçu un mot de vous ici, à Pékin, il s'est arrêté dans sa marche et est devenu silencieux. Puis, il m'a dit : « Nous avons le plus grand respect pour le général de « Gaulle. Pouvez-vous le lui dire de ma part? » A Paris, l'ambassadeur de Chine m'a fait savoir, en novembre dernier, qu'il avait par trois fois tenté d'obtenir la possibilité de vous faire visite. Il s'est étonné que je ne demande pas moi-même à vous voir, en ma qualité d'ancien de la France libre.

« Il y aurait une grande chose à faire, mon général, pour la France, une grande chose pour l'histoire, un geste qui *serait à la fois immense pour l'avenir et pour la préservation de notre rayonnement, qui mettrait notre pays dès maintenant au cœur de ce qui sera plus tard, et pour de longues décennies, un geste mémorable qui serait à votre mesure* et *que vous seul dans le monde pouvez accomplir avec* une *liberté à la fois lucide et souveraine : c'est de venir jusqu'en Chine. L'histoire du monde contemporain serait complète après un tel événement.*

« Voilà, mon général, ce que j'ai longtemps hésité à vous dire, ce que j'ai décidé enfin de vous dire... »

Quelques mois plus tard, après la mort du général, M. Manac'h a dit : « Qnand, évoquant dans cette lettre, la disparition d'Hô Chi Minh, j'écrivais que « la mort vient détruire les grandes choses », je ne croyais pas hélas, si bien dire. Mais pourquoi cacher que, en moi-même, je songeais autant à la limite que le destin pouvait imposer à l'existence du général de Gaulle qu'à celle du président Mao Tse-tung. »

A la fin du mois suivant, le 25 avril, Étienne Manac'h recevait à Pékin la réponse du général de Gaulle, datee du 10 avril 1970. L'ancien président de la République indiquait sans s'engager : « Quant à la suggestion que vous me présentez dans votre conclusion, si je ne puis y donner suite actuellement, sachez du moins que j'en ai pris note. »

Dans la lettre qu'il lui écrit le 18 juin, comme chaque année à pareille date, Manac'h se borne à dire au général de Gaulle sa satisfaction de voir

qu'il avait accepté de prendre note de sa suggestion. Le 30 juillet, il lui écrit de nouveau au sujet de la visite que M. André Bettencourt, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, vient d'effectuer à Pékin et des entretiens qu'il y a eus. « Votre personne, lui écrit l'ambassadeur, votre exemple et votre action ont dominé les conversations et Mao Tse-tung et Chou En-lai ont manifesté pour vous une éclatante considération. »

A la même époque, M. Manac'h déclarait à l'un de ses amis : « Il est peu de pays où le général de Gaulle ait inspiré autant de respect et de déférence, aux autorités comme aux populations. L'accueil à Pékin serait éclatant : pour sa venue, la foule comblerait l'immense place de Tien-An-Men. »

Le 1er août 1970, Étienne Manac'h s'entretient, à Paris, avec l'ambassadeur de Chine, M. Huang Chen, du projet de voyage du général (et aussi de la visite que Maurice Couve de Murville s'apprête à faire), puis, après quelques semaines passées en France, regagne au début de l'automne son poste à Pékin, où doit précisément arriver l'ancien Premier ministre.

Avant son départ en vacances pour l'Espagne (juin 1970), l'ancien chef de l'État parle de la Chine – « un État plus ancien que l'Histoire, avait-il dit un jour, replié d'instinct sur lui-même et dédaigneux des étrangers, mais conscient et orgueilleux d'une immuable pérennité... » – à certains de ses proches. Il évoque les pays où il aimerait se rendre, des pays que, pour une raison ou pour une autre, il n'a pu visiter, des nations « pas banales », « à sa mesure ». Après l'« Irlande sauvage » et la « dure Espagne », il cite la « Chine immense ». Il ajoute : « De vrais pays, de vraies et vieilles nations avec de vrais hommes, des hommes fiers. » Pendant ces vacances, il évoque souvent son intention d'aller en Chine – Mme de Gaulle au début, avait montré quelque réticence à l'égard de ce projet – et s'irrite que des journalistes y fassent déjà allusion. Dans les jours qui suivent son retour à Colombey, il parle de ce voyage à certains de ses visiteurs. Le 18 août, le général reçoit à déjeuner le capitaine de vaisseau Flohic, son ancien aide de camp, commandant la *Jeanne d'Arc*, qui s'apprête à partir pour une seconde croisière : « Alors, murmure-t-il, Mao veut que j'aille en Chine... » Il va jusqu'à parler des difficultés matérielles de l'entreprise : la distance, l'avion, qui, selon lui, ne pourrait pas être un avion spécial, l'aménagement à bord pour lui permettre d'être séparé des autres passagers. Mais ceci, en vérité,

était à ses yeux secondaire. Le général estimait que les difficultés étaient vite résolues dès lors qu'il s'âgissait de réaliser une grande chose.

Le 9 septembre 1970 – exactement deux mois avant la mort du général de Gaulle –, Marie-Thérèse de Corbie, sa nièce, passe la journée à Colombey. Conseiller d'ambassade (elle avait été pendant huit années la collaboratrice d' Étienne Manac'h à la direction d'Asie au Quai d'Orsay, chargée des problèmes de la Chine), Mlle de Corbie est sur le point de partir pour Pékin prendre son poste à l'ambassade de France. Elle en avait informé le général qui lui avait demandé de venir le voir avant son départ et qui avait pris la peine d'écrire à Manac'h à son sujet.

« Mon vieil ami Manac'h, lui dit-il en riant, me turlupine depuis longtemps avec ce projet de visite. Je l'aime bien et j'ai beaucoup d'estime pour lui. Tu lui transmettras mes amitiés. Il aimerait bien me voir venir là-bas... » Il laisse les choses dans le vague, -se montre un peu réticent : « Je suis très occupé en ce moment. J'en ai pour des années, si Dieu me prête vie, à terminer mes Mémoires. »

Puis, quelques instants plus tard, il revient sur la question du voyage et se déclare brusquement résolu à le faire : « Ce serait pour moi un. rêve que d'aller en Chine! A vrai dire, je compte beaucoup y aller... » Il interroge : « Quelle serait la meilleure saison pour aller en Chine ? Il n'est pas question en tout cas que le voyage se fasse avant la fin de l'année ni en hiver... » Puis, il déclare : « Il faudrait naturellement que je reçoive une invitation du gouvernement chinois et du président Mao. Bien entendu, si j'y vais, je tiens à établir moi-même le programme de mon déplacement. Tu sais d'ailleurs que de Gaulle ne demandera pas des choses impossibles. Je suis persuadé que ce que je désirerai voir ne posera aucun problème aux Chinois. Bien sûr, il faudra que je puisse m'entretenir avec le président Mao. Ce seront la Chine et la France qui s'entretiendront en la personne de de Gaulle et de Mao. »

Le général parle alors de Mao. Il demande : « Suit-il de près, par lui-même, les questions concernant l'État? Le consulte-t-on toujours pour les décisions à prendre? » Il poursuit l'entretien en interrogeant sa nièce sur la Longue Marche, sur la vie de tous les jours en Chine et fait allusion à la prochaine visite de Couve de Murville à Pékin.

Puis le général de Gaulle revient sur Mao. Pour lui, seul Mao a eu l'autorité nécessaire pour réaliser en Chine quelque chose d'important et seul son régime a pu tirer le pays de l'état de sous-développement et d'anarchie où il se trouvait. De Gaulle ajoute alors : « Mais je lui dirai que, quelle que soit mon admiration pour les réalisations de ce régime, j'ai trop de respect de l'individu pour endosser les dogmes du communisme. Je lui dirai mes réticences sur ce point. »

A personne le général ne parle de l'itinéraire qu'il aimerait suivre à travers la Chine. « Le programme de sa visite aurait été, a dit M. Manac'h, grâce à la courtoisie de la Chine et au respect que l'on a dans ce pays pour le général de Gaulle, ce qu'il aurait souhaité ou voulu. » Il est probable que l'ancien président de la République aurait aimé, après Pékin, voir la Grande Muraille, se rendre dans la province du Shen-Si à Yenan, haut lieu du communisme chinois, qui fut, au cœur de la Chine, l'aboutissement de la Longue Marche, à Si An, ancienne capitale, sans doute à Shanghaï et à Nankin, peut-être à Canton et en Mandchourie.

Pendant ce temps, les Chinois se préparent à transmettre une invitation officielle au général de Gaulle. Mais ils veulent auparavant être sûrs de son acceptation. Ils envoient pour cela, dans le plus grand secret, un émissaire à Paris, l'écrivain Mme Han Suyin.

C'est le 20 octobre 1970 à seize heures que Jacques Rueff– membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques, chancelier de l'Institut, conseiller très écouté du général de Gaulle pour la politique monétaire et financière – reçoit Mme Han Suyin dans son bureau de l'Institut du quai Conti. La romancière, auteur de *Multiple Splendeur,* née de père chinois et de mère belge, est demeurée en relations étroites avec les dirigeants de la Chine. Elle avait fait la connaissance de Jacques Rueff alors qu'elle résidait dans les environs de Singapour et que celui-ci faisait – c'était en 1963 – un voyage en Malaisie.

Mme Han Suyin annonce à Jacques Rueff que le gouvernement chinois désire inviter Charles de Gaulle en Chine: « Le gouvernement, précise-t-elle, se pliera à tous les désirs du général, qui pourra arriver quand il le voudra, se déplacer en Chine où il le désirera et rencontrer qui bon lui semblera. La Chine attend le général. Mais avant de lui adresser directement l'invitation, les dirigeants chinois désirent être sûrs de son

acceptation. Pouvez-vous faire part de ce message au général de Gaulle, et me donner sa réponse, que je transmettrai aussitôt à Pékin?»

Mme Han Suyin précisera que le gouvernement chinois « avait l'idée d'inviter le général de Gaulle depuis plusieurs années, et que, il y a déjà plus d'un an, il s'en était, une première fois, ouvert auprès d'elle ». La romancière avait parlé alors à ses amis parisiens du « grand respect» du peuple chinois et de ses dirigeants à l'égard du général en raison de « sa politique d'indépendance, de son réalisme politique, de sa croyance dans le triomphe de certaines valeurs spirituelles et aussi du rayonnement de la France dans le monde entier grâce au général de Gaulle et de l'influence française dans la tradition révolutionnaire de la Chine ». Mme Han Suyin avait ajouté: «Ce que le président Mao et M. Chou En-lai admirent le plus, c'est le refus de l'ancien chef de l'État de s'incliner devant la force, et sa volonté de défendre l'indépendance de son pays. »

Jacques Rueff se déclare aussitôt prêt à accomplir la mission dont il est ainsi chargé. Mais avant d'en parler au général, il préfère attendre le retour à Paris de Maurice Couve de Murville, qui effectue au même moment un voyage en Chine. Il lui paraît possible, en effet, que les dirigeants chinois aient fait part de leur intention à l'ancien Premier ministre du général de Gaulle et peut-être même qu'ils aient profité de son passage à Pékin pour le charger, lui aussi, de connaître les réactions du général à une telle invitation.

Maurice Couve de Murville rentre de Chine le 30 octobre 1970 et rencontre Jacques Rueff – son ami, son voisin de quartier, avec qui il aime souvent «parler monnaies et finances» – le mardi 3 novembre, au cours d'un dîner chez des amis. Il lui précise que les Chinois ne l'ont chargé de rien. Mao a parlé à Couve de Murville de la France et, bien sûr, de de Gaulle, avec une admiration profonde. «Le général, dira l'ancien Premier ministre, est pour Mao Tse-tung le symbole d'un pays indépendant.» Mais ses interlocuteurs n'ont à aucun moment évoqué un voyage du général de Gaulle en Chine.

Il ne reste plus alors à Jacques Rueff qu'à rendre compte à l'ancien président de la République de la démarche de Mme Han Suyin. Il préfère prendre auparavant un nouveau contact avec elle. Il rappelle Han Suyin le lendemain de sa rencontre avec Couve de Murville. «La Chine, lui répète-t-elle, attend le général de Gaulle. L'invitation est officielle. C'est Chou En-

lai qui m'a priée de m'acquitter de cette mission et d'inviter le général en son nom. » Jacques Rueff s'apprêtait alors à écrire au général de Gaulle quand, le 10 novembre, éclate la nouvelle de sa mort. Ainsi le général n'aura pas reçu le message du gouvernement chinois. Mais il savait qu'il allait arriver. Étienne Manac'h a dit: « Cette dernière action n'était plus qu'une formalité protocolaire : les autorités chinoises et le général de Gaulle étaient d'ores et déjà d'accord. »

Le général de Gaulle n'aura pas revu Maurice Couve de Murville. Celui-ci lui avait écrit en septembre, avant son départ le 5 octobre, pour lui annoncer son voyage. Le général avait répondu aussitôt le 22 septembre: «Mon cher ami, votre voyage en Chine aura pour vous grand intérêt et, pour notre pays, une importante signification. Bien volontiers, je vous verrai quand vous en serez revenu...» Il attachait beaucoup de prix au récit du voyage de son ancien Premier ministre et, à l'annonce du retour de ce dernier à Paris, le 30 octobre, il s'était inquiété auprès de ses proches de ne pas avoir eu immédiatement de ses nouvelles. Maurice Couve de Murville s'apprêtait, bien sûr, à prendre la route de Colombey pour informer l'ancien chef de l'État des résultats de son voyage et de ses observations sur la Chine. Mais dix jours après son retour, le général de Gaulle mourait.

L'entrevue de Gaulle-Mao, la rencontre des deux derniers grands survivants, que l'un et l'autre souhaitaient, n'aura pas eu lieu. Le 10 novembre 1970, à Pékin, le drapeau était mis en berne à l'entrée de la cité interdite. Et, dans le cimetière de Colombey, furent déposées deux immenses couronnes barrées de deux rubans aux noms de Mao Tse-tung et de Chou En-lai.

Le président Mao, le vice-président de la République et M. Chou En-lai ont été les premiers à adresser des messages de condoléances à Mme de Gaulle et à Georges Pompidou. A l'ambassade de France à Pékin, M. Tung Pi-wu, M. Chou En-lai, le chef d'état-major général de l'armée, le vice-Premier ministre, M. Kuo Mo-jo et d'autres personnalités chinoises sont venus s'incliner devant une vieille photographie jaunie que le général de Gaulle avait dédicacée à Étienne Manac'h au cours de la dernière guerre. Ce dernier avait ouvert un registre. Tous les dirigeants de la Chine populaire vinrent y signer. Sur la page de garde l'ambassadeur avait écrit: « Gloire pour toujours et fidélité au général de Gaulle, qui fut mon chef dans le

combat national pour la libération de notre patrie, qui fut l'âme de la France dans la lutte contre l'infamie hitlérienne, qui a su réveiller dans notre vieux pays les traditions de la liberté, de la fierté, de l'indépendance (...). Sa mémoire restera comme une lumière qui jamais ne s'éteindra. Que le général de Gaulle repose dans le silence respectueux de l'histoire et dans notre dévouement posthume. »

CHAPITRE V
LES DERNIERS ENTRETIENS

Le général de Gaulle revient de son voyage en Espagne le 27 juin 1970. A peine quatre mois et demi le séparent alors de sa mort. Il s'enferme de nouveau à Colombey et se remet aussitôt à la tâche. Il commence le second tome de ses *Mémoires d'espoir, l'Effort,* et deux chapitres seront terminés avant le 9 novembre. Le mois d'août réunit autour de lui, comme chaque année, ses enfants et la plupart de ses petits-enfants. La présence de sa famille, pendant tout ce mois, ne change guère l'organisation de son temps. Ses journées sont consacrées à ses Mémoires et, pendant une heure, une heure et demie – jamais plus – à sa correspondance. Peut-être seulement profite-t-il de la compagnie de ses enfants pour effectuer plus volontiers des promenades en forêt.

Le 7 octobre, paraît *le Renouveau.* Le général dépouille un abondant courrier et lit attentivement les critiques de la presse. En trois séances, les 6, 10 et 13 octobre, il dédicace environ 500 exemplaires. Les dédicaces sont brèves et ne contiennent pas de commentaire politique direct. Mais, comme toujours, le général de Gaulle pèse soigneusement les termes employés. Ils vont du « en souvenir de » aux mots de « confiance », « fidélité» et « amitié », en passant par ceux de « témoignage» et « cordialité ». Les destinataires peuvent ainsi exactement juger du degré des sentiments que leur porte l'ancien président de la République. Toutes les personnalités nommées dans *le Renouveau* ont reçu un exemplaire dédicacé, à l'exception bien entendu des meneurs des barricades algéroises, des généraux du putsch et de certaines personnalités telles que Jacques Soustelle et Gaston Monnerville. Dix-sept exemplaires « imprimés spécialement» ont été tirés sur papier « Madagascar» et « Hollande ». Ils portent notamment les noms de Nikita Khrouchtchev et Harold MacMillan (parce qu'ils sont les protagonistes des pages de politique étrangère), du fils aîné du chancelier Adenauer (à la mémoire de son père), de Mme Eisenhower (à la mémoire de son mari), des trois anciens Premiers ministres du général de Gaulle, de M. André Malraux, seul ministre à avoir cet honneur, du pape, de la reine

d'Angleterre, du comte de Paris, à qui le général de Gaulle envoie toujours ses œuvres, et naturellement de Mme de Gaulle et de ses enfants.

Le général reçoit chaque mardi son aide de camp, le colonel Desgrées du Loû. Celui-ci est remplacé de temps à autre par Xavier de Beaulaincourt, son secrétaire particulier, ou par Pierre-Louis Blanc, qui s'occupe de ses questions d'édition et réunit les archives nécessaires aux *Mémoires d'espoir.* La séance de travail a toujours lieu avant le déjeuner et se déroule de façon immuable. Le général donne d'abord quelques instructions pour les réponses aux lettres directement arrivées à Colombey, signe le courrier qui lui est présenté, lit les lettres qui lui sont apportées en les commentant souvent à haute voix (il lui arrive parfois de répondre sur-le-champ à certaines), jette un coup d'œil sur les documents remis, puis se tourne vers son collaborateur, toujours debout, en retrait sur sa gauche: « Alors, qu'est-ce qu'on dit?... »

Rares ont été les visiteurs reçus à Colombey entre le départ du pouvoir du général de Gaulle, le 28 avril 1969, et sa mort survenue moins de dix-neuf mois après: quelques anciens collaborateurs du temps de l'Élysée, ses derniers aides de camp, François Goguel, alors secrétaire général du Sénat, le 5 novembre 1969, pour lui confier la présentation et l'annotation des cinq tomes de ses *Discours et Messages,* Marcel Jullian, président-directeur général de Plon, son éditeur, deux fois, le 2 décembre 1969 et le 10 juillet 1970, Robert Gillet, ambassadeur à Madrid, deux fois également, pour la préparation du voyage en Espagne. L'ancien chef de l'État accueillera également Michel Droit, le 14 avril, qui lui apporte un exemplaire du premier tome des *Discours et Messages* et le 28 juillet,

un jeu d'épreuves corrigées du *Renouveau* (Droit est conseiller chez Plon), Léon Noël, le 8 septembre, le général Collignon, le 28 octobre et le lendemain, M. Santa Maria d'Obregon, industriel d'origine espagnole, propriétaire de la chasse dans la forêt des Dhuits qui, chaque année, envoie un cuissot de chevreuil au général de Gaulle. Enfin le dernier visiteur, le général Renouard, vieux compagnon de la France libre, le 3 novembre.

Les membres de sa famille – sa sœur, ses belles-sœurs, son beau-frère Jacques Vendroux, quelques-uns de ses neveux – viennent quelquefois en visite ou en séjour à Colombey. D'Irlande, le général de Gaulle avait écrit à sa sœur Mme Cailliau, alors âgée de quatre-vingt-un ans: «Je désire te voir

dès mon retour. » Elle passe alors quelques jours à Colombey dans le courant du mois de juillet 1969. « Il avait souffert, dira-t-elle après ce séjour, et était écœuré de la trahison de certains, c'est-à-dire de ceux qui, contre toute attente, avaient voté « non» au référendum. Mais il cachait son amertume. » « Ce qui me réconforte, c'est de penser que j'ai rempli ma vie », lui avait-il dit alors. A la fin de l'année, le 26 décembre, le général écrit à sa sœur: «L'année 1969 aura, pour ce qui me concerne, vu le terme d'une tâche qui fut lourde. J'espère et je crois que l'avenir la jugera honorable. En ce cas, ce sera beaucoup. » En septembre 1970, Mme Cailliau revient passer cinq jours à Colombey, en compagnie de deux belles-sœurs du général de Gaulle. C'est la dernière fois qu'il verra sa sœur, qui sera la seule survivante de sa génération. Avec elle, il évoque le souvenir de ses parents:

– Ce qui m'a souvent réconforté, depuis le 18 juin 1940, lui dit le général, c'est la conviction que maman aurait été toujours, et en tout, avec moi.

–Papa aussi? interroge Mme Cailliau.

– Oui, bien sûr, répond le général. Mais peut-être y aurait-il eu de sa part une nuance de prudence.

Quatre anciens ministres seulement – parce qu'ils étaient « sortis des affaires» – ont été reçus à Colombey: Maurice Couve de Murville, une première fois, le 2 juillet 1969, une seconde, le 10 avril 1970 (pour la lecture des deux chapitres de politique étrangère du *Renouveau),* Pierre Messmer, le 16 juillet 1969, André Malraux, le 11 décembre et Jean-Marcel Jeanneney le 30.

Avec Malraux, la conversation est d'une nature particulière. «Il est vrai, comme l'a dit l'un des familiers du général, que l'ancien président de la République cède toujours à Malraux la place de vedette chaque fois qu'il le rencontre. C'est alors de Gaulle qui écoute, c'est de Gaulle qui interroge, qui en quelque sorte «joue» pour déclencher un feu d'artifice. » Ce dernier tête-à-tête entre « un grand héros de l'histoire» et « un grand artiste» se déroule en un après-midi ténébreux de décembre, dans cette maison de Colombey silencieuse, cernée par les forêts et les champs enneigés. A chaque phrase apparaît bien le sens tragique que le général avait de la vie – et la mort est comme présente dans cette pièce où il s'effondrera moins d'un an après. Certains de ceux qui virent le général de Gaulle à la même époque apportent leur témoignage à ce sujet. Jean-Marcel Jeanneney, qui avait été

reçu par de Gaulle moins de trois semaines après Malraux, a dit: «Je lui suis reconnaissant de son témoignage. *Les Chênes qu'on abat* nous en restitue un des aspects, shakespearien sans doute, mais le plus profond, le plus essentiel. Il est vrai que cet aspect devait s'amplifier lorsqu'il se trouvait devant Malraux, c'est-à-dire devant un homme prêt à accueillir cette sorte de désenchantement, de philosophie du néant, de philosophie du malheur. Quoi qu'il en soit, le de Gaulle de décembre 1969 tel que Malraux l'a vu correspond bien à la réalité. »

Peu après cette entrevue, André Malraux avait déclaré: « Une partie de lui-même prévoyait une mort prochaine. L'autre refusait d'y croire. J'ai été frappé de la manière dont le général parlait de la mort, donc de sa mort. Il a dû avoir une alerte... Il était désabusé, détaché de tout, comme s'il voyait venir la fin. Il était critique, mais pas sur le ton des règlements de compte. Plutôt sur celui des « qu'importe ». La question intéressante dans la vie d'un grand homme, n'est-elle pas d'ailleurs de savoir quand il dira: qu'importe? De Gaulle m'a déclaré: «De toute façon, le peuple m'a lâché. J'ai été « liquidé. Alors, c'est raté... Les Français, j'ai essayé « de leur insuffler l'amour de la France. Je n'y ai «pas réussi...» J'ai demandé alors à de Gaulle: « La France, c'est quoi pour vous? » De Gaulle m'a répondu: « C'est le peuple. » Et Malraux ajoute: « Ce qui veut dire Jules Michelet plus Saint Louis. »

La légitimité du pouvoir – «Je pense que pendant trente années, je l'ai représentée », déclarait-il – était l'une des préoccupations constantes du général de Gaulle. Il en avait longuement parlé à Maurice Couve de Murville. « Pour de Gaulle, rapporte l'ancien Premier ministre, la France, depuis la monarchie, n'avait pas vraiment retrouvé cette légitimité en raison des vicissitudes qu'avaient connues tant de régimes. »

A Pierre Messmer, venu à Colombey le 16 juillet 1969, il déclare: « Écoutez-moi bien, car mieux qu'un autre vous pouvez comprendre ce que je vais vous dire: en France, la légitimité du pouvoir naît des victoires remportées par les armes, dans la défense de la patrie: Clovis, Charlemagne, la Révolution et l'Empire. La IIIe République est née dans la défense nationale. Elle est morte de la défaite de 40. C'est cette légitimité-là que j'ai incarnée, même aux yeux de mes adversaires. A vous et à ceux qui étaient avec moi dans la guerre et dans la résistance, il revient de la représenter

après moi, même quand je serai mort... En cas de grande crise nationale, pour des causes intérieures ou extérieures, c'est vers la légitimité que le peuple se tourne naturellement. Il ne faut pas la laisser mourir. Au parlement, dans la vie publique, vous devez être un ferment. » (Dans une lettre à Pierre Messmer, faisant allusion aux projets de ce dernier de créer une association nationale, « Présence du gaullisme », il avait repris la même image: « Vous serez le ferment dans la pâte », lui avait-il écrit.)

Avec son ancien ministre des Armées, il s'entretient, comme il le faisait avec la plupart de ses visiteurs, de ses *Mémoires d'espoir :* «Ceux-ci sont plus difficiles à écrire, lui dit-il, que ceux de la période de la guerre où il y avait de grands hommes, Churchill, Roosevelt, Staline et de grands événements. Je ne veux pas dire que les hommes politiques français en 1958 n'étaient pas intelligents, compétents et parfois respectables... Coty avait le sens national comme beaucoup d'hommes de sa génération et d'autres plus jeunes qui ont connu la guerre 14-18, Jacquinot par exemple...»

Au début de l'entretien, il avait évoqué le référendum. Près de trois mois étaient passés depuis son départ du pouvoir et le général de Gaulle avait retrouvé, après l'Irlande, sa sérénité : « Une réponse faiblement positive, dit-il à Pierre Messmer, aurait créé une situation difficile. Partir sur le refus d'une grande réforme n'est pas mauvais. Je ne le regrette pas pour moi, mais pour la France qui ne connaîtra pas, avant longtemps, de vraies régions et qui va se vautrer dans la médiocrité. Depuis onze ans, les Français étaient fatigués de rester sur les hauteurs. » Puis il avait parlé à son ancien ministre de ses projets: «Je resterai tout l'été à Colombey. Plus tard, j'irai de temps en temps à Paris, où je m'installerai à l'hôtel La Pérouse. J'y recevrai des amis. Je n'ai pas l'intention d'être souvent dans mon bureau de l'avenue de Breteuil. J'ai seulement voulu que mon secrétariat sorte de la rue de Solférino à laquelle sont attachés trop de souvenirs. »

Après le déjeuner, le général tient à voir à la télévision le lancement d'Apollo XI emmenant les hommes qui, pour la première fois, débarqueront sur la Lune. Malgré la chaleur qui écrase ce jour-là Colombey, le général et Mme de Gaulle font ensuite un tour de jardin avec M. et Mme Messmer. L'ancien chef de l'État leur montre une grande prairie qui s'étend au-delà de la clôture: « Elle est maintenant à moi, dit-il, car nous avons profité du

remembrement pour échanger ce terrain contre d'autres que je possédais plus loin... » L'heure du départ arrive. En raccompagnant Pierre Messmer, le général lui dit : « Gardez le contact.» (A Couve de Murville, il avait dit, au moment de prendre congé : « Restez intact. Fuyez la compromission. ») Pendant que la voiture roule doucement sur l'allée qui conduit à la grille, Mme Messmer se tourne vers son mari : « Tout cela est tellement triste, dit-elle, que j'ai l'impression que nous ne le reverrons jamais. »

Auprès de ses anciens ministres, comme auprès d'autres interlocuteurs, le général de Gaulle se montre pessimiste quant à l'avenir du monde. Mais, toujours, quand il était loin du pouvoir, quand il n'était plus « aux affaires» il était volontiers apocalyptique. Il pensait alors, ou affectait de penser, que l'humanité n'échapperait pas à un conflit nucléaire. Ainsi, à Maurice Couve de Murville a-t-il répété qu'il n'y avait pas d'exemple dans l'histoire du monde que ceux qui détiennent des armements ne finissent par les utiliser. Pierre-Louis Blanc ayant fait un jour allusion, au cours d'un déjeuner à Colombey, aux insolubles problèmes de circulation dans les villes, le général avait répondu que « la prochaine guerre arrangerait tout cela ». Mais il cédait là, c'est évident, à un humour noir qu'il affectionnait.

Avec Marcel Jullian, président-directeur général de Plon, venu à Colombey le 11 juillet 1970 pour chercher le manuscrit du *Renouveau*, de Gaulle n'est plus l'homme d'État à stature historique. Il est seulement un écrivain qui demande à être traité comme l'un des auteurs de la librairie Plon. «Je ne sais pas ce que cela vaut... », dit le général, avec une fausse modestie, en tendant à son éditeur le texte dactylographié du premier tome des *Mémoires d'espoir* – qui sera tiré à 750 000 exemplaires. Marcel Jullian présente ensuite le contrat à la signature du général. «Ah, non, dit celui-ci, je ne signerai pas aujourd'hui. Comment accepteriez-vous de prendre mon manuscrit sans l'avoir lu? J'en fais une question de principe. Voyez d'abord si ça vaut la peine...» Bien plus, le général de Gaulle demande à Jullian d'établir une «note de lecture », c'est-à-dire de donner par écrit son avis, d'exposer ses observations, comme le veut l'usage dans chaque maison d'édition. Il entend que, pour lui comme pour les autres, tout doive rester suspendu à la décision de l'éditeur.

Sept mois plus tôt, le 2 décembre 1969, Marcel Jullian était venu à Colombey pour décider de la publication des *Discours et Messages :*

«Alors, lui avait dit le général en l'accueillant, vous voulez bien publier tous mes discours? Vous avez de l'estomac...» Avec considération, l'ancien chef de l'État appelle Marcel Jullian, M. le président. La conversation porte sur la littérature, les auteurs de Plon (le général s'enquiert de leurs tirages) : Churchill, Genevoix, Kessel, Bernanos (de ce dernier, il dit: «Je n'ai pas réussi à l'atteler! »). M. Jullian livrera ensuite le commentaire suivant: «Dans les problèmes d'édition, le général de Gaulle était à la fois un notaire du XIXe siècle, rigoureux et précis, et un écrivain du XXe, très au courant des méthodes de diffusion moderne, très à l'avant-garde. »

Devant François Goguel – aujourd'hui membre du Conseil constitutionnel – il dresse une sorte de tableau d'ensemble de ce qu'il a voulu faire et de ce qu'il a pu faire depuis le 18 juin 1940 jusqu'à son départ de l'Élysée. Il parle donc d'abord du 18 juin: «J'étais au gouvernement, déclare-t-il, j'avais une politique, je connaissais Churchill. Ce pauvre Paul Reynaud (le général disait toujours «ce pauvre» en parlant de ceux qui avaient disparu. Pendant le déjeuner, citant le mot célèbre «nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles », il dira « ce pauvre Valéry») était d'accord et puis il a flanché. Mais je savais ce que je faisais. Ce n'était pas improvisé. J'avais eu une politique pour arrêter Hitler. J'en avais eu une pour soutenir victorieusement la guerre contre lui. J'en avais une en juin 1940 pour la poursuivre... »

Puis il parle de 1946: «Bien sûr, si je l'avais voulu, j'aurais été élu président de la République. Le M.R.P. aurait voté pour moi et même les socialistes. Mais je n'aurais rien pu faire. Avec le retour des partis, j'étais paralysé. Je ne voulais pas de la dictature que, d'ailleurs, je n'aurais pas pu établir. Je ne pouvais que me retirer. »

Sur le R.P.F. : «J'ai cru que le peuple français était capable de réagir. Effectivement, le début a été encourageant. Mais l'élan est vite retombé. Dès les élections de 1951 j'ai vu que l'affaire était manquée. Il fallait que les Français eussent peur. C'est ce qui s'est produit en 1958 et qui m'a permis d'agir.»

Sur l'Algérie: « Si j'avais dit en juin 1958 que je voulais lui donner l'indépendance, j'aurais été renversé le soir même et je n'aurais rien pu faire. Mais j'ai toujours su ce que je voulais faire! »

Sur mai 68 : « Mon gouvernement a tout lâché. Personne ne voulait réagir. Comme je l'ai dit, la situation était insaisissable. Le 30 mai, je me suis ressaisi et j'ai ressaisi la France. Mais cela ne pouvait plus durer. Il me fallait préparer mon départ dans des conditions dignes de de Gaulle. J'ai toujours prévu que le référendum aurait au mieux une majorité médiocre, plus probablement pas de majorité du tout... » (Il faut, à ce sujet, préciser que, selon les témoignages les plus nombreux, le général se serait contenté d'une« majorité médiocre », créant certes une situation difficile, mais qui lui aurait permis de réaliser la réforme des régions et du Sénat. Il aurait ensuite, bien avant le terme prévu de son septennat, sans doute à l'occasion de ses quatre-vingts ans, quitté le pouvoir.)

Sur le 27 avril 1969 : « Il n'y a jamais eu autant de vrais gaullistes que ce jour-là. Au début, nous n'étions qu'une poignée. Le 27 avril, tout de même, pour voter « oui », il fallait être vraiment gaulliste! »

Puis, il résume le tout: « La France est au-dessus des Français. Je ne me suis pas occupé du bonheur des Français. On meurt pour la France: cela prouve qu'elle est autre chose et plus que les Français. »

Ces Français, le général de Gaulle estimait qu'ils venaient à lui seulement quand ils avaient peur: c'est ainsi que le R.P.F. a connu des succès électoraux à ses débuts, « parce qu'on avait alors la trouille du communisme». C'est ainsi qu'en 1958, si le général est revenu au pouvoir, c'est« grâce à la peur des colonels ». Et en 1940? « En 1940, moi, mais moi tout seul, a dit de Gaulle à l'un de ses intimes. Car les sursauts, ça n'a jamais été la masse du peuple français, mais un homme ou une petite minorité. Il y en avait pourtant des hommes politiques, des hauts fonctionnaires, des généraux en 1940! Pas un, pas un n'est venu en Angleterre. Peu à peu, le vent tournant, il y eut des ralliements, bien minces au début, jusqu'à la Libération. Alors, quand on fut libéré, quand de Gaulle fut le chef du gouvernement provisoire, tout le monde arriva, mais pour repartir aussi vite... »

Au lieutenant-colonel d'Escrienne, l'un de ses derniers aides de camp, il déclare: « Tous les Français adultes ont été un jour gaullistes quand ils ont pensé que je pourrais les tirer d'une situation critique ou défendre leurs intérêts. C'est arrivé quelquefois. Mais j'ai évidemment cessé d'être leur homme dès que leurs intérêts n'ont plus été en accord avec l'intérêt national

qui, lui, était mon seul but. Bien sûr, à ce moment, ils m'en ont d'autant plus voulu que je les avais sauvés... »

Les partis, qui avaient été la cause de son départ en 1946 – il disait craindre leur retour « dès qu'il ne serait plus là» –, il les évoquait souvent. A quelques mois de sa mort, il déclarait à d'Escrienne : « Le malheur, c'est que depuis bientôt un demi-siècle, chaque parti politique, au lieu de se mettre au service de la France, a pris l'habitude de se servir de la France pour en tirer le profit maximum pour lui-même, c'est-à-dire en ignorant l'intérêt national. Voilà pourquoi il y a eu, dès les premiers contacts, une méfiance instinctive entre eux et moi. »

Les partis l'amenaient à évoquer les divisions des Français: «César disait déjà des Gaulois qu'ils étaient impossibles, capables de grandes choses lorsqu'ils arrivaient par exception à s'unir en face de grands événements, mais, habituellement, divisés, palabreurs, perdant leur temps en parlotes stériles. Les invasions que leur territoire a connues n'ont pas réussi à améliorer les choses et les Français sont bien leurs héritiers. »

Sur ce sujet, il avait dit à l'un de ses collaborateurs : «Les Français sont portés à la désunion, surtout quand ils ne sont pas menés par une grande politique, conduits par de grandes idées. C'est cette politique, ce sont ces idées qui vont leur manquer! Sans de Gaulle, il y aurait eu des résistances. Les uns auraient été chez les Anglais, d'autres en Amérique, d'autres à la Légion étrangère! Mais il n'y aurait pas eu une Résistance! »

A la même époque, il disait encore à d'Escrienne: « La France est vulnérable. Et elle l'est aujourd'hui plus encore du fait des Français que par suite d'agissements extérieurs. Car c'est porter atteinte à son existence même que de s'en remettre à des alliés, quels qu'ils soient, pour résoudre les problèmes militaires, économiques ou autres qui lui sont propres. » Une fois, il avait dit : « Parce que j'ai dénoncé le scandale du dollar, après celui du Vietnam, tous les milieux bien-pensants français se sont voilé la face en s'écriant: « Il déteste les Américains, il se venge de Roosevelt, de Yalta... », ou encore: « Il ne se souvient pas de ce « que les Américains ont fait pour nous!... » Comme s'il pouvait y avoir le moindre lien entre tout cela: ce n'est pas en raison de l'attitude, aimable ou hostile, que quelqu'un a eue un jour à votre égard, que vous devez rechercher ou éviter le contact et la contagion lorsqu'il tombe malade. »

Le général de Gaulle avait toujours pensé que son départ marquerait la fin de l'Europe des Six. A son aide de camp, il avait dit, a ce sujet: « Maintenant les Anglais entreront dans le Marché commun comme ils voudront, quand ils vouaron Mais ce ne sera plus le Marché commun! C'est peut-être en Grande-Bretagne que le gouvernement britan nique trouvera bientôt le plus d'objections... Mais pas chez nous! »

Le général parlait quelquefois d'Israël: «Si les Juifs, en Israël, a-t-il dit un jour, ne changent pas d'attitude, s'ils demeurent outrecuidants, n'acquièrent pas une certaine notion de la mesure, il est certain qu'ils décourageront toutes les bonnes volontés... Ceux qui les soutiennent aujourd'hui le plus inconditionnellement, les lâcheront peu à peu...»

A l'un de ses proches, il avait déclaré: « En politique étrangère, on veut faire plaisir à tout le monde et le pauvre M. Poher était touchant de sincérité quand il se plaignait avec amertume qu'on ne soit pas du dernier bien avec les Anglais, les Hollandais, les Américains! Comme si l'intérêt de ces nations coïncidait toujours avec l'intérêt de la France! Or, on ne gouverne pas en voulant faire plaisir à tout le monde! J'ai voulu faire une politique, mais il est bien évident que, moi parti, elle ne peut plus se faire. Maintenant que je ne suis plus là, tout se délitera peu à peu. Il n'y a rien à faire... Et tout cela durera longtemps, car il n'y a ni tumulte, ni épreuve en vue!»

Il avait déjà, devant d'Escrienne, explicité sa pensée sur le même sujet: « Ce qu'il y a eu de nouveau avec la Ve République, c'est que la France a eu une politique, a fait une politique: la sienne. Avant, elle faisait la politique des autres. Elle a fait celle des Anglais sous la IIIe République, à l'époque où, après la Première Guerre mondiale, Paris ne prenait jamais une décision importante sans consulter Londres. Elle a fait celle des Américains sous la IVe, soucieuse de s'aligner en tout sur eux. Évidemment, du moment que j'étais là, je ne pouvais admettre cela. Les intérêts de la France ne sont pas forcément toujours ceux de ses alliés ou partenaires. C'est pourquoi il est normal que chacun ait et fasse sa politique, nous comme eux... mais, en ce qui nous concerne, comme tout le monde en avait perdu l'habitude, on a été surpris. Il y a eu des cris! Et c'est en France qu'on a crié le plus fort! »

C'est sans doute au sujet du «Vive le Québec libre» qu'on cria le plus fort. Dans son exil, la pensée du général de Gaulle revenait quelquefois, douloureusement, sur ce que beaucoup dirent ou écrivirent au retour de ce

voyage: « Cette rage des bourgeois français à vouloir effacer la France à tout prix... L'affaire du Québec en a été la meilleure preuve et à tous les échelons, du *Figaro* à *l'Humanité.* Des Français qui tendaient les mains vers la France... C'est invraisemblable... Et on a été jusqu'à penser que je ne tournais plus rond... Comment peut-on imaginer que de Gaulle soit resté indifférent devant des Canadiens-français qui criaient: «Vive la France» et chantaient *la Marseillaise,* pendant que la musique jouait le *God save the Queen*, et cela après tant d'années d'ingratitude de notre part!»

A Jeanneney, le général avait dit lors de leur dernier entretien: « Au cours de ma vie, ce que j'ai fait, c'est porté par l'événement. Bien sûr, je m'y étais préparé et j'y suis pour quelque chose. Mais enfin, j'ai surtout été un instrument.»

Revenant sur l'affaire du Québec, le général de Gaulle ajoutait: « On dit: c'est trop grand pour les Français. Mais moi, je dis : «Ce n'est pas trop «grand pour la France! »

L'histoire, bien sûr, est à cette époque l'un des thèmes principaux des conversations du général. Il évoque souvent, avec son aide de camp, la guerre de 1914-1918, « cet énorme effort de quatre années, suivi de vingt années de rapide dégringolade ». Un jour, il passe en revue quelques-uns des chefs de la Grande Guerre, « qui croyaient en l'armée française ».

« Pétain: en tactique, il était transcendant. Le meilleur des tacticiens. Il savait mettre les forces et les feux en place. Mais toujours pessimiste, circonspect, sans enthousiasme, détestant le risque, ayant peur de perdre. Cela n'a fait que s'accentuer avec l'âge.

« Foch, au contraire, un stratège. Il avait le goût du risque. Mais, en 1918, il fallait aller jusqu'à Berlin. Foch n'y a pas été parce qu'il a cédé à Weygand – son mauvais génie – et aux alliés. »

Il parle alors du rôle de Weygand en 1940 : « Weygand a commis deux erreurs: la première de croire que les communistes allaient prendre le pouvoir à Paris. Toujours la peur panique de la révolution. La seconde, que les Anglais allaient se rendre. Le repli sur l'Afrique du Nord aurait abrégé la guerre d'un an. Ce sont les militaires qui ont été les coupables. Les civils auraient suivi. »

Il revient alors sur Pétain, mais sur celui d'après la dernière guerre: « Le maréchal, je l'aurais renvoyé chez lui, je l'aurais gracié. Ce que je

condamne, c'est ce qu'il a représenté: il a été le symbole d'un peuple qui renonce à se défendre. »

Et un jour, il déclare au sujet de Staline: « Un abîme de ruse. Il avait quinze voitures, toutes semblables. Quand il sortait, ces quinze voitures partaient en même temps. Personne ne savait dans laquelle il était. »

Le 7 avril 1970, le général de Gaulle reçoit l'un de ses anciens collaborateurs, Pierre Lefranc. Ils parlent d'abord de travail. A l'initiative de Lefranc (qui préside alors l'Association nationale pour le soutien de l'action du général de Gaulle), l'ancien chef de l'État décide, ce jour-là, de demander un inventaire complet des documents de la France libre entreposés aux Archives nationales et de ceux concernant l'époque de l'Élysée alors déposés à son secrétariat avenue de Breteuil. Une fois ces deux inventaires établis, le général a l'intention de choisir les pièces qui, ne présentant pas à son avis un caractère secret, pourraient dès maintenant être mises à la disposition des chercheurs et des historiens (selon les règlements, on ne peut consulter, en effet, les documents des Archives de France qu'une trentaine d'années après leur dépôt). Les deux inventaires devaient être soumis au général au mois de septembre suivant. Hélas, Mlle Jacqueline Mady, conservateur en chef, chargée de la section contemporaine aux Archives nationales, qui dirigeait les travaux avenue de Breteuil, se tuait, en août, dans un accident de voiture. Les travaux devaient alors être interrompus, puis la mort du général de Gaulle compromettre définitivement le projet.

La conversation avec Lefranc porte aussi sur le futur «Institut Charles de Gaulle ». Le général avait déjà donné son accord pour que l'on transforme, de son vivant, l'actuel Centre d'études de l'œuvre du général de Gaulle en un « Institut Charles de Gaulle ». Il avait décidé que cet organisme serait entièrement de caractère privé (sans aucune participation de l'État), il avait donné son approbation aux noms des fondateurs et fait part de son projet de remettre lui-même à l'Institut certains des documents qui auraient pu être retirés des Archives nationales. Enfin, Lefranc évoque devant le général le projet de publication d'un ouvrage rassemblant les extraits de ses œuvres. Ces « morceaux choisis» devaient être présentés par sujets: les institutions, le rôle de la France dans le monde, la coopération, la participation, etc. Le

général avait déjà donné son accord à ce livre, qui fut achevé après sa mort, mais n'a pas été publié.

Ces questions réglées, l'ancien chef de l'État évoque alors devant Lefranc la situation politique du moment et en arrive à l'avenir. « On ne peut pas rester toujours sur les sommets, déclare-t-il. Au temps de l'effort succède celui du relâchement. Plus tard, quand la confusion aura de nouveau tout envahi, on se souviendra de de Gaulle. C'est la jeunesse qui le découvrira. C'est pour elle que je m'astreins à cette dernière tâche. C'est elle qui, avec son intransigeance habituelle, imposera la rigueur sans laquelle il n'y a pas de grandes affaires... C'est elle qui saura reconnaître ce qui est essentiel. Ce sont les idées simples et élevées qui touchent les hommes. Ils se sentent grandis en épousant une grande cause. »

«Cette dernière tâche, mes *Mémoires d'espoir,* disait-il souvent, je ne les écris pas pour mes contemporains mais pour la génération des Charles et des Pierre – ses petits-fils âgés alors de vingt-deux et sept ans –, car il faut que ces enfants sachent, sans intermédiaire, ce que j'ai fait et pourquoi je l'ai fait. » C'est encore à la jeunesse qu'il pense quand il demandera à François Goguel de présenter ses *Discours et Messages* dans leur contexte historique. Votre rôle, lui dira en substance le général, est de permettre aux jeunes, qui n'ont pas connu ces événements, de comprendre pleinement le sens de ces textes.

L'idée de créer une« Fondation Charles de Gaulle» avait été exposée aussi par l'un de ses neveux, Bernard de Gaulle – fils de son frère Jacques – qui vint à Colombey, le 19 septembre 1970, pour y conduire sa mère. Le général avait écouté avec attention l'exposé de son neveu. Aux yeux de ce dernier, « cette fondation devait être contrôlée par des gens de métier et par la famille du général de Gaulle, avoir pour mission de rassembler tout ce qui manifestait la pensée du général et être associée avec d'autres fondations de pays francophones ». L'ancien président de la République se montra sceptique et évoqua sa correspondance en exemple des difficultés de la tâche: « Depuis 1940, lui dit-il, songe que j'ai écrit 35 000 lettres, dont beaucoup manuscrites et qui appartiennent à leurs destinataires. Comment les rassembler? »

Bernard de Gaulle fut l'un des derniers visiteurs à demeurer presque une journée entière en tête à tête avec le général. Avant le déjeuner, ce fut le

traditionnel entretien dans le bureau, puis une promenade à pied dans la forêt des Dhuits, suivie d'un tour en voiture de plus de deux heures. Au moment du départ pour la promenade, il se mit à pleuvoir à verse. « Prends ton manteau, dit le général à son neveu. – Je suis venu sans manteau, je n'en ai pas, lui répondit-il. – Ah bon, eh bien je n'en prends point, partons!» Le général et Bernard de Gaulle marchèrent sous la pluie. A un moment, l'ancien chef de l'État interrogea: « Cela ne te gêne pas de te mouiller? Non? alors, continuons. » « Son visage ruisselait de pluie, dira plus tard son neveu, le col de sa chemise, sa veste, son pantalon étaient trempés. Il paraissait prendre plaisir à cela. Après cette marche il me dit: « Séchons-nous dans la voiture », et c'est alors qu'au lieu de rentrer à Colombey, nous prîmes le chemin opposé pour faire en auto une longue randonnée. » Les thèmes abordés, au cours de cet après-midi, furent ceux des *Mémoires d'espoir,* du référendum: «Dans mes Mémoires, déclarait-il, j'expliquerai pourquoi il fallait faire cette réforme des régions et du Sénat. Elle était absolument nécessaire. C'était une affaire fondamentale. Je tiens à ce que les Français comprennent l'importance de l'action que j'ai menée. Il faut que l'on connaisse bien ma pensée, que l'on conçoive bien ce que j'ai voulu faire. » Et il répétait ce qu'il avait dit à d'autres: « Ma seule tâche aujourd'hui, c'est de préparer l'avenir par mes *Mémoires d'espoir,* l'avenir des grandes choses que connaîtront d'autres générations... »

Et à une très haute personnalité, il avait écrit au lendemain du référendum: « Si donc ce qui a été fait à mon appel et suivant mon action, depuis quelque trente ans, pour rendre à notre pays sa raison d'être, son rang et sa vocation universelle, doit devenir un jour le ferment d'un nouvel essor national, je n'aurai depuis l'autre monde qu'à remercier Dieu du Destin qu'il m'a fixé. »

Le 8 septembre 1970, Léon Noël – vieux compagnon de la France libre, ambassadeur de France, dont les dernières fonctions furent celles de président du Conseil constitutionnel – déjeune à Colombey. Voici comment, ce jour-là, lui est apparu le général, juste deux mois avant sa mort. Sur le plan physique d'abord: «Je l'ai trouvé, dit-il, en grande forme, plein d'entrain, alerte, se déplaçant avec rapidité. Sa mémoire était demeurée prodigieuse. Bref il m'a semblé en parfait état de santé. » Sur le plan moral: «J'ai été frappé par son calme, une sérénité nuancée de tristesse. Ce qui

dominait, c'était l'acceptation des faits, l'absence de rancune véritable, l'indulgence à l'égard des hommes. Il considérait qu'il avait terminé sa tâche et, tout compte fait, dans de bonnes conditions. Il avait la conscience et l'âme en paix. » Léon Noël ajoute: « Les propos du général de Gaulle restaient d'une extrême densité. Il s'intéressait toujours aux grands événements et redoutait l'avenir pour le monde et pour la France. Il était sans illusion aucune. «Je me doutais « bien que les choses se passeraient comme cela « après mon départ », disait le général. Au passage, il déplorait « le comportement de certains parlementaires « qui se réclament encore de moi, alors qu'en «fait ils ont perdu toute raison d'avoir été des élus « gaullistes ». Léon Noël a confirmé que le général enfin faisait part de deux soucis essentiels: celui, d'abord, d'une retraite totale. C'est la raison pour laquelle il ne voulait voir aucun membre du gouvernement, eût-il été le plus fidèle de ses compagnons, de peur que l'on puisse croire ou dire que « de Gaulle se mêle de la politique du moment ». Il poussait cette préoccupation au point de prier ses visiteurs de garder secrets les propos qu'il leur avait tenus. Il pensait là, bien sûr, à ses commentaires sur la conduite des affaires. Le second souci : ne pouvoir terminer ses Mémoires. Il attachait à cette œuvre, à laquelle il entendait consacrer entièrement ce qui lui restait de vie, une importance essentielle. Pour lui, elle devrait servir les générations futures. « Voyez-vous, avait dit le général à Jeanneney lors de leur dernière entrevue, l'opinion même de mes contemporains ne m'intéresse plus beaucoup. Ce qui m'importe c'est l'opinion de l'histoire. Ce qui m'importe c'est ce que l'on pensera dans deux générations, c'est le jugement que l'on portera: ai-je été utile à mon pays ou non?»

Au cours de cette visite, le général de Gaulle parla de François Mauriac. Lorsqu'il avait rencontré François Goguel, il lui avait déjà demandé: « Comment va Mauriac? Qu'écrit-il en ce moment? Je ne sais pourquoi, je ne reçois plus *le Figaro littéraire...* » Quelques mois plus tard, devant Desgrées du Loû, il avait évoqué le grand écrivain: « François Mauriac, à la différence de beaucoup de ses confrères, a adhéré à la France, a choisi la France. »

En ce 8 septembre 1970 où il reçoit Léon Noël, François Mauriac est mort il y a juste une semaine. Le jour même de sa disparition, le Ier

septembre dans la soirée, le colonel Desgrées du Loû avait apporté à Mme Mauriac une lettre du général:

« *... Son souffle s'est arrêté. C'est un grand froid qui nous saisit. Qu'il s'agisse de Dieu, ou de l'Homme, ou de la France, ou de leur œuvre commune que sont la pensée, l'action et l'art, son magnifique talent savait, grâce à l'écrit, atteindre et remuer le fond des âmes, et cela d'une telle manière que nul ne reviendra jamais sur l'admiration ressentie.*

« Quant à moi, je lui voue une reconnaissance extrême pour m'avoir si souvent enchanté, pour être un des plus beaux fleurons de la couronne de notre pays, pour m'avoir honoré et aidé, dans mon effort national, de son ardente adhésion, de sa généreuse amitié, de son immuable fidélité. Ce concours m'aura été sans prix... »

Que le général de Gaulle n'a-t-il dit cela à François Mauriac vivant!

Les obsèques ont lieu à Notre-Dame, le 5 septembre, en présence de M. Georges Pompidou. Le général demande à son aide de camp, le colonel Desgrées du Loû, d'y assister. C'est la première fois, depuis son départ du pouvoir, qu'il prie l'un des membres de son entourage d'être présent à une cérémonie officielle. Mais Desgrées du Loû ne sera pas là au nom de de Gaulle, car le général, au moment de son départ, dans sa décision d'un retrait total, avait pris pour règle de ne jamais se faire représenter à quelque cérémonie que ce soit. Il avait dit à son aide de camp: « Vous irez aux obsèques de François Mauriac. Vous ne me représenterez pas, mais je veux que l'on sache que je vous ai envoyé. » Le colonel Desgrées du Loû, en uniforme – qu'accompagne Pierre-Louis Blanc – prendra place dans le transept, derrière les membres du gouvernement, parmi les personnalités officielles. Le général de Gaulle devait adopter la même attitude quelques jours plus tard pour les obsèques d'Edmond Michelet.

Lors de la visite de Léon Noël à Colombey, c'est au cours du repas que le souvenir de François Mauriac est évoqué. L'ancien chef de l'État parlait des hommes qui l'avaient aidé et s'interrogeait sur les raisons de leur attitude: «Le général, dit Léon Noël, a été très frappé par la mort de Mauriac. Il avait pour lui une affection et une admiration très grandes. Il a paru comme surpris que Mauriac l'ait soutenu si fidèlement jusqu'au bout. Il lui témoignait un grand sentiment de reconnaissance.»

«Deux raisons ont poussé Mauriac vers moi, l'ont amené à notre entreprise, déclare le général. Un patriotisme ardent, avec lequel il ne transigea jamais, et qui peut surprendre chez un homme plein de divergences, de finesse, de subtilité, d'une sensibilité aiguë, que la vie, sous toutes ses formes, sollicitait, qui frémissait au moindre appel, qui percevait tous les drames de l'homme. Dès le début, il avait compris tout ce que j'apportais à la France et son soutien ne me manqua jamais. Car ce qui a été extraordinaire dans l'aide qu'il nous a donnée, c'est sa constance, qui a été pour moi d'un poids considérable. Mais il avait aussi le sens de la grandeur et c'est la deuxième raison de son adhésion. Dans le choix qu'il fit de se ranger à mes côtés et d'y combattre jusqu'au bout, son esthétisme joua un rôle important. Il avait compris toute la beauté qui se dégageait de l'entreprise et que, dans la politique comme dans l'art, la qualité se perçoit au premier coup d'œil. Son intuition lui avait laissé entrevoir que ce que nous faisions se situait à un niveau qui n'était pas ordinaire. L'artiste qu'il était retrouvait, par la sûreté de son jugement, le même chemin que lui indiquait aussi son patriotisme. »

Au cours de ce déjeuner, le général de Gaulle parla aussi de Wladimir d'Ormesson. Il dit à son sujet: «Ce qui l'avait amené vers moi c'était le sens de l'Histoire, l'impression qu'il voyait, grâce à moi, se poursuivre une œuvre qui remontait aux origines de la France. Pour lui, j'étais le continuateur d'une grande tradition. »

En quelques mois, le général de Gaulle devait perdre quatre de ses compagnons, parmi les plus proches, les plus fidèles. François Mauriac avait juste été précédé dans la mort par Catroux et Capitant. Edmond Michelet devait le suivre dix jours plus tard. Le soir du 4 septembre 1970 où, devant l'Institut illuminé, Michelet prononça l'éloge funèbre de François Mauriac, «la France comprit qu'elle écoutait un moribond ». C'est l'un des fils de Miche let qui l'écrit. Et il ajoute: «Seule la farouche volonté de ne pas faiblir, de ne pas se donner en spectacle lui permit, cramponné à la tribune, de prononcer jusqu'au bout son triple adieu. Adieu à François Mauriac. Adieu à tous ses amis. Adieu au monde.»

Le général de Gaulle avait vu au cours de sa vie mourir sa fille Anne, ses trois frères – dont deux étaient ses cadets – plusieurs de ses beaux-frères, belles-sœurs et neveux. Un à un tous les camarades de sa jeunesse et de la

Grande Guerre, et tant de ses compagnons de la France libre et de la Résistance avaient disparu. Sa vie désormais était celle de tous les vieillards: plus peuplée de morts que de vivants.

Pour le général de Gaulle, les morts étaient entrés dans la vie éternelle. Le 31 décembre 1958, alors qu'il s'apprêtait à quitter l'hôtel Matignon pour s'installer à l'Élysée, il écrivait à sa sœur, Mme Cailliau : «Quant à nous, nous voici sur le point de changer de demeure et de cadre, ce qui ne modifiera d'ailleurs guère mes propres devoirs et responsabilités. Invoque, je te prie, avec moi, ceux que nous avons perdus, en particulier nos chers papa, maman, Alfred, Charles, Denys et la petite Anne pour que, grâce à leur intercession, je puisse porter le poids.» (Alfred, déporté à Buchenwald et décédé en 1956, était le mari de Mme Cailliau. Denys et Charles, deux de ses enfants morts, le dernier, sous-lieutenant au Ve Bataillon de chasseurs portés, pour la France en 1940. Le général – alors colonel – de Gaulle avait écrit de lui: « C'est un merveilleux sujet, un magnifique officier! »)

Sentant venir la mort, le général de Gaulle avait décidé, aussitôt après son retrait du pouvoir, de rassembler et de publier rapidement, avec l'aide de Blanc, les textes de tous ses discours et messages, communiqués et conférences de presse, depuis l'appel du 18 juin 1940 jusqu'au dernier texte du 28 avril 1969, annonçant qu'il cessait d'exercer ses fonctions de président de la République. En cinq mois (le premier tome était sorti le 17 avril 1970, le dernier le 18 septembre) il avait trié, relu, corrigé huit cents textes. En même temps il écrivait ses *Mémoires d'espoir*, qui furent sa dernière tâche, dans la hantise que la mort ne vienne interrompre son œuvre. Le général de Gaulle ne cherchait pas à dissimuler sa hâte. Il travaillait avec acharnement. « En quatre ans, je peux avoir fini, si Dieu me prête vie », avait-il dit à Maurice Couve de Murville. Quatre ans pour écrire trois tomes, c'est-à-dire deux fois moins de temps qu'il n'avait mis à écrire ses *Mémoires de guerre!* A Bernard de Gaulle, il avait dit, à quelques semaines de sa fin : « Ces Mémoires, comme je voudrais les terminer avant ma mort. Je me dépêche, je me dépêche... j'espère écrire le second tome en moins d'un an. C'est ma mission avant de mourir. » A Jeanneney : «Ce qui m'importe maintenant, c'est d'avoir le temps d'achever mes Mémoires. Je ne sais pas si je l'aurai. » Il avait ajouté devant son aide de camp: « A quatre-vingt-quatre ans, j'aurai achevé mon œuvre et ma vie. A quatre-vingt-quatre ans... » Dans combien

de lettres à ses proches n'a-t-il pas demandé, jusqu'à son dernier jour, des vœux et des prières pour mener à son terme le grand travail entrepris? Et, ayant sans doute le pressentiment d'une fin prochaine, il avait tenu, juste avant sa mort, à régler avec ses enfants certains problèmes précis concernant son héritage et l'avenir de sa famille.

« C'est la mort qui finit toujours par gagner », disait-il souvent. Dans l'une de ses interviews télévisées, Philippe de Gaulle avait fait le récit suivant: « Le général m'avait raconté l'histoire de la fin du vieux maréchal Hindenburg qui avait dit à son fils: « Quand l'ange de la mort – je crois que dans la « Bible on l'appelle Raphaël – arrivera, tu me préviendras. » Quelque temps après, le vieux maréchal s'est alité, son fils est accouru à son chevet, et Hindenburg lui a demandé: « Est-ce que Raphaël est « dans la maison ? » Et son fils lui a répondu: « Non, il est dans le jardin, mais il ne va pas tarder « à rentrer.» Mon père m'a dit: « Je te poserai la même question. » Mais le destin en a décidé autrement. »

Le général avait-il eu une alerte qu'il aura tenue secrète pour ne pas inquiéter sa famille? André Malraux le pensait. Pour lui, de Gaulle savait qu'il disparaîtrait brusquement. Un jour, à l'Élysée, il avait dit à son ministre des Affaires culturelles:« Je mourrai assassiné ou foudroyé. » Il avait, par miracle, échappé à l'assassinat. Il ne lui restait plus qu'à attendre d'être foudroyé comme le furent deux de ses frères, Xavier et Pierre, morts comme le général d'une rupture de l'aorte abdominale due à un anévrisme.

CHAPITRE VI
LA MORT

Rien, selon les proches du général de Gaulle, ne laissait prévoir la mort brutale du 9 novembre. Le général allait avoir, le 22 novembre, quatre-vingts ans. Il se portait bien. Il était plein de projets: ses *Mémoires d'espoir,* une publication possible de sa correspondance et de ses entretiens avec les chefs d'État, son voyage en Chine en juin 1971, l'agrandissement de son jardin de Colombey, de nouvelles plantations d'arbres, les prochaines vacances de Noël, celles de Pâques même dont il avait déjà parlé avec ses enfants. L'avant-veille de sa mort, le samedi 7 novembre, il avait dans les environs – sans franchir les limites du département – parcouru en voiture, pendant plus de deux heures, cent cinquante kilomètres. Sur un petit chemin, aux côtés de Mme de Gaulle, il avait marché – sa canne à la main – une vingtaine de minutes, suivi comme toujours par les inspecteurs chargés de sa protection. La veille de sa mort, il assistait à la messe de Colombey. C'était le curé de la petite paroisse, l'abbé Claude Jaugey, qui la célébrait. Depuis l'autel, il observa à un moment le général de Gaulle, à son banc, debout, dans un grand pardessus noir. Il dira ensuite: «Je l'avais trouvé très pâle...» Pressentiment? Il fut dans tous les cas le seul à noter cette pâleur et à s'en inquiéter.

La dernière réunion de famille eut lieu à Colombey pour la fête de la Toussaint, une semaine avant la mort du général. Philippe de Gaulle était demeuré à Brest où il commandait l'aéronavale pour la 2e région militaire et, seuls, se trouvaient à la Boisserie la fille du général, son gendre le général de Boissieu, leur fille Anne – onze ans – et Jean – dix-sept ans – l'un des fils de Philippe.

Dans l'après-midi du 2 novembre, jour des morts, le général et Mme de Gaulle, accompagnés des Boissieu, allèrent se recueillir devant la tombe de leur fille cadette, Anne, comme ils le faisaient chaque année à l'époque de la Toussaint. Ce fut la dernière visite du général de Gaulle au cimetière. Devant la tombe de sa fille, il répéta ce qu'il avait toujours dit : « C'est là que je veux être enterré. » C'est alors qu'il ajouta, avec un peu d'ironie dans

le ton de sa voix : « La porte du cimetière est trop étroite. Comme il y aura peut-être quelques visiteurs quand je serai ici, il faudra percer le mur et ouvrir une seconde porte. » Ce qui fut fait huit jours après, au lendemain même de sa mort. Puis le général fit quelques pas entre les tombes, lisant les noms et les dates gravés sur le marbre et la pierre. « On vit vieux à Colombey, murmura-t-il. Quatre-vingts ans c'est lourd à porter. » Ces quatre-vingts ans, qu'il n'aura jamais portés – son anniversaire était le 22 novembre –, il les redoutait. Après cet âge le général de Gaulle pensait qu'il entrerait dans une catégorie à part, celle des «pères nobles », avait-il dit. « On me traitera comme Pétain, avait-il ajouté. Toujours : oui, oui, mon général... Je ne pardonnerai jamais à Pétain d'avoir accepté une charge importante, étant donné son âge. »

Après la visite au cimetière, le général de Gaulle fit une promenade avec le général de Boissieu, dans la forêt des Dhuits, aux portes de Colombey. Il faisait très beau temps. C'est au cours de ces longues marches, le long des allées forestières, qu'il parlait le plus volontiers. Le général semblait alors réfléchir à haute voix et il suffisait à son interlocuteur d'entretenir cette réflexion en donnant de temps à autre une réplique discrète. Il ne fallait pas solliciter la confidence. Il fallait être prêt à la recevoir.

Il évoqua, au cours de cette promenade, l'accueil que firent les journalistes à son premier tome des *Mémoires d'espoir* qui était paru le 7 octobre: « Le fond du problème, l'importance des questions ne les intéressent pas. Ils recherchent l'anecdote qui permet de bâcler un article, ils aiment ce qui n'a pas d'importance. » Cet accueil l'avait profondément affligé, blessé même, au point qu'il avait demandé un jour : « Est-ce que ça vaut la peine de continuer ? » Et comme le général de Boissieu parlait du tirage de ce premier tome, de l'extraordinaire succès de vente, le général, méfiant, interrogea : « Ce tirage, est-ce vrai? Les chiffres ne sont-ils pas exagérés ? Ne les lance-t-on pas pour m'inciter à continuer ? Avez-vous des preuves ? Connaissez-vous quelqu'un qui soit entré dans une librairie, à qui on ait dit : « Nous avons vendu tous les exemplaires que nous avons reçus ? »

Le général de Gaulle insista sur la presse, à ses yeux« très inégale ». Une fois de plus, il lui reprocha son « manque de sérieux » : « Ce que de Gaulle pense sur le fond du problème n'est pas étudié! » Et son « parti pris » : « On

écrit en fonction de ses opinions personnelles et non en fonction de l'analyse du sujet. Ainsi ne peut-on s'exprimer sur de Gaulle avec objectivité. » Et il ajouta : « Peut-être le fera-t-on après ma mort, parce qu'à ce moment-là il sera moins grave d'avouer que j'avais raison! » (Lors de sa dernière entrevue avec Pierre-Louis Blanc, le 26 octobre, il avait déclaré : « La presse française est ainsi faite : elle ne peut louer que ceux qu'elle méprise, parce que de cette manière elle a barre sur eux. Avec moi, bien sûr, ce jeu-là n'était pas possible... » Évoquant, une autre fois, les journalistes qui « prêchent le faux pour tenter de connaître le vrai », il avait ajouté : « C'est pourquoi je ne tombe jamais dans leurs pièges et ne donne jamais de démentis! »)

Puis le général parla des presses étrangères. De la presse allemande d'abord : « Elle a été odieuse à mon égard. Elle n'a pas compris qu'un certain nombre de choses pouvaient être dites à de Gaulle par des Français ou des Anglo-Saxons, mais pas par des Allemands. Je les ai dédouanés. Et maintenant ils voudraient me donner des leçons. Comment les accepterais-je ? » Il égratigna au passage la presse américaine et la presse anglaise. Sur cette dernière, il dit : « Elle n'est pas sans qualités. Mais la Grande-Bretagne ayant toujours raison – comme vous le savez –, sa presse n'est pas toujours objective. » Il ajouta cependant : « Les journalistes anglo-saxons sont probablement les meilleurs du monde; l'analyse anglo-saxonne des problèmes est sans doute la plus valable. »

Le général regarda sa montre. Voilà déjà plus d'une heure qu'il marchait, alerte, enjoué. Il se tourna vers Boissieu : « Êtes-vous fatigué? – Non. – Il n'est pas tard, eh bien, continuons... » L'ancien président de la République parla alors des problèmes de la défense nationale. Loin du pouvoir, il prenait à l'égard des affaires publiques une attitude de détachement. Il avait cependant continué à suivre de très près les questions de défense auxquelles il attachait toujours une importance toute particulière. Et il ne s'était jamais montré indifférent aux documents et aux commentaires que Michel Debré lui envoyait à propos de la troisième loi-programme que le ministre avait préparée dès son arrivée à la défense nationale.

Au général de Boissieu, qui sera nommé prochainement chef d'état-major de l'armée de terre (Michel Debré avait écrit au général pour lui demander s'il voyait des inconvénients à cette nomination et Boissieu, lui-même, avait

fait part de ses scrupules à son beau-père. Mais comment celui-ci aurait-il pu ne pas donner son autorisation à son gendre?), il dit alors : « Quant à vous, il faut vous préparer à cette tâche. » Et il exposa ce que devait être, à ses yeux, l'organisation de la défense du pays. Il conclut : « Si vous réalisez cela pendant les quatre années où vous serez en poste, vous êtes sûr de ne pas vous tromper. »

Après une heure trois quarts de marche, il était temps de rentrer à la Boisserie où Mme de Gaulle, voulant profiter de la présence de ses enfants, avait décidé de souhaiter, deux jours à l'avance, la Saint-Charles. Tout se déroula selon les rites : le général demeura seul dans la bibliothèque pendant que l'on se rassemblait dans la salle à manger. Mme de Gaulle avait acheté des fleurs. A la queue leu leu on traversa l'antichambre et le salon, on pénétra dans la bibliothèque. Comme chaque année, les deux servantes, Honorine et Charlotte, et le chauffeur s'étaient joints à la fête. Seul au milieu de la pièce, déambulant devant la cheminée, le général attendait, feignant la surprise, puis recevait en souriant les fleurs et les souhaits.

Son anniversaire – « ce terrible anniversaire », avait-il dit un jour à sa nièce Geneviève de Gaulle – qui avait lieu le même mois que sa fête, dix-huit jours après, n'était en revanche jamais souhaité. Le général de Gaulle n'aimait pas en parler. Depuis longtemps, il était hanté par l'âge. Encore à Geneviève de Gaulle, en 1958, au moment de son retour aux affaires il avait déclaré : «J'ai dix ans de trop. » Et auparavant, au temps de la «traversée du désert », combien de fois, frappant du poing son bureau, ne s'était-il pas exclamé : « Ce sera trop tard! Je serai trop vieux! » « C'était, a déclaré l'un de ses proches, une perpétuelle lutte contre le temps. » La vieillesse, il la craignait. Il l'avait vue chez Pétain, puis chez Churchill et Adenauer. Sur Pétain, il avait écrit : « Les années, par-dessous l'enveloppe, avaient rongé son caractère. La vieillesse est un naufrage. » Il s'observait lui-même. Ses discours, ses conférences de presse qu'il récitait par cœur, étaient pour lui un test. Il guettait sa première défaillance.

Le dîner était servi tôt à la Boisserie – à sept heures dix – on raison du « journal » télévisé que le général regardait régulièrement, mais surtout pour permettre au personnel de terminer rapidement son travail. Le repas fini, les nouvelles écoutées, l'ancien chef de l'État avait alors de longues heures devant lui. En cette soirée familiale –qui devait être la dernière avant sa

mort à réunir deux de ses enfants et deux de ses petits-enfants– Mme de Gaulle, comme à l'accoutumée, monta peu après dix heures. Alain de Boissieu et sa femme restèrent auprès du général, regardèrent avec lui le dernier journal télévisé. Puis le général de Gaulle leur dit : « Maintenant, il vous faut aller dormir. » Chaque soir, avant de gagner sa chambre, toujours après minuit, il aimait demeurer seul dans cette bibliothèque de la Boisserie, devenue soudain silencieuse, où dans la cheminée se consumait un feu de bois. En quittant la pièce, Élisabeth de Boissieu veillait, selon les recommandations de sa mère, à laisser les portes de la bibliothèque et du salon entrouvertes de manière que Mme de Gaulle, depuis sa chambre, au premier étage, puisse entendre le général. Elle ne fermait la porte de sa chambre qu'une fois celui-ci monté.

C'est le lendemain 3 novembre qu' Élisabeth et Alain de Boissieu virent le général pour la dernière fois. Il y avait, ce jour-là, un invité à la Boisserie, le général Renouard, vieux compagnon d'armes de l'ancien chef de la France libre, son aîné de cinq ans, l'un des premiers à avoir gagné Londres, qui lui avait écrit : « Mon général, avant de mourir, je voudrais vous revoir... » Tous deux, au cours du déjeuner, évoquèrent les journées de l'été 1940 dans la capitale britannique. « La France libre, déclara le général de Gaulle, vous aura tous profondément marqués. Elle est maintenant pour vous une sorte de famille. Vos souvenirs sont communs et avouez qu'ils sont parmi les meilleurs. Nous avions un idéal, une grande tâche à accomplir, peu de moyens. Chacun devait s'élever au-dessus de lui-même pour arriver à tenir son rôle. C'est d'ailleurs ce qui fait l'intérêt des grandes entreprises. »

Après le départ du général et de Mme Renouard, le général de Gaulle fit un dernier tour de jardin avec ses enfants et les raccompagna à leur voiture. « Tiens, je n'ai pas dit au revoir à Anne! » Anne de Boissieu descendit de l'auto où elle avait déjà pris place. C'est elle qui aura embrassé le général pour la dernière fois.

Philippe de Gaulle était à Brest et son travail l'avait empêché de venir à Colombey pour ces vacances de la Toussaint qui devaient être les dernières. Sa femme comptait bien passer à la Boisserie ces quelques jours de fêtes, mais elle dut y renoncer parce qu'elle s'était, quelques jours auparavant, cassé un pied et se déplaçait difficilement avec deux cannes.

Philippe vit son père pour la dernière fois, à Colombey, pendant le week-end du 26 et 27 septembre 1970. Un week-end semblable à tous les autres, partagé entre les tours de jardin, les promenades dans la forêt voisine, les longues conversations dans la bibliothèque, la lecture, les jeux des enfants – pour qui il n'y avait à la Boisserie qu'une seule règle : être revenu cinq minutes avant l'heure des repas et n'entrer dans le bureau du général que lorsqu'on y était invité.

Cette dernière promenade du général de Gaulle avec son fils eut également lieu dans la forêt des Dhuits. Le général et Philippe de Gaulle ramassèrent des champignons, qu'ils rapportèrent à la Boisserie. Comme toujours, l'ancien président de la République parla beaucoup : une longue conversation consacrée essentiellement au second tome de ses Mémoires d'espoir et plus particulièrement au deuxième chapitre qu'il allait terminer le lendemain – dont il avait déjà donné lecture à son fils avant qu'il fût complètement achevé – et au troisième qu'il s'apprêtait à commencer.

Le dimanche après-midi – c'était donc le 27 septembre – le général, au moment du départ, raccompagna son fils à sa voiture. « Il nous quittait chaque fois comme s'il ne devait pas nous revoir », a dit un jour Philippe de Gaulle. Le général, ce jour-là, avait semblé encore plus triste et plus mélancolique que d'habitude.

Cette journée du 9 novembre avait été au début une journée semblable à toutes les autres. Peu avant dix heures, ce lundi, le général de Gaulle s'était retrouvé, comme chaque matin, à son bureau de la Boisserie, cette « pièce d'angle » décrite dans les Mémoires de *guerre* d'où il « découvre les lointains dans la direction du couchant ». Il avait, comme à l'accoutumée, travaillé au second tome de ses *Mémoires d'espoir, l'Effort, août 1962-décembre 1965*. Il en était au troisième chapitre dont le plan avait été fait, la rédaction à peine ébauchée.

Le premier chapitre commencé dès le retour d'Espagne concernait essentiellement la bataille du référendum d'octobre 1962 (élection du président de la République au suffrage universel) et les événements qui l'avaient précédée et suivie : formation du gouvernement Pompidou, censure, dissolution, élections, reconduction du même gouvernement. Le second chapitre, terminé à la fin de septembre, traitait des difficultés économiques et sociales : grève des mineurs de 1963, plan de stabilisation,

problèmes agricoles, etc. Ce troisième chapitre à peine commencé était consacré aux affaires étrangères. Dans le plan de son ouvrage, l'ancien chef de l'État avait précisé que ce chapitre aurait trait aux « drames » : Cuba, barrage à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, assassinat de Kennedy, Vietnam, départ d'Adenauer, etc. (Un autre chapitre de politique étrangère était prévu, consacré celui-ci aux « actes » : accord franco-allemand, position française aux conférences de Bruxelles, retrait de l'O.T.A.N., reconnaissance de Pékin, voyages à l'étranger, etc.). Pierre-Louis Blanc devait venir à Colombey le mardi 17 novembre, précisément pour apporter au général tout un dossier de documents et de renseignements de caractère diplomatique nécessaires à son travail : correspondance avec les chefs d'État, communications diplomatiques, etc. Dans le dernier chapitre de ce second volume, le général aurait formulé son jugement sur la situation de la France, de l'Europe, du monde. Il avait l'intention de se mettre lui-même en scène face aux grands de l'histoire de France. Il en avait parlé plusieurs fois à ses enfants et à ses aides de camp. Le lecteur aurait ainsi pu assister à une confrontation de de Gaulle avec Clovis, Charlemagne, Sully, Richelieu, Louis XIV, Colbert, Danton, Napoléon, Clemenceau et peut-être d'autres... Il aurait demandé à ce dernier : « Dans la situation où je me trouvais, qu'auriez-vous fait, vous Clemenceau qui aviez une France unanime, qui étiez à la tête de la première puissance mondiale? Qu'auriez-vous fait à ma place? »

Le général avait pris ce lundi 9 novembre son déjeuner seul avec Mme de Gaulle, de bon appétit, sans ressentir la moindre fatigue. Ensuite il avait fait deux fois le tour du parc, d'abord avec sa femme, puis seul, entre deux averses, sous un ciel sombre et dans le vent qui arrachait les dernières feuilles aux arbres, en cette avant-veille du II novembre. A quatorze heures trente, le général reçut un jeune agriculteur de Colombey, M. René Piot. L'ancien chef de l'État avait acheté, il y a quelque temps, dans les environs, un terrain qu'il put, dans le cadre du remembrement de la commune, échanger contre une autre parcelle touchant à son parc de la Boisserie et qui en doublait l'étendue. C'est pour régler une affaire de bail et pratiquer une ouverture dans la clôture qui séparait son jardin du pré qu'il venait d'acquérir, que le général de Gaulle avait prié M. Piot de venir. Il avait le

projet de planter de nombreux arbres sur ce nouveau terrain et avait déjà confié cette tâche à un pépiniériste.

Après un dernier tour de parc, le général de Gaulle, à quinze heures trente, avait appelé Xavier de Beaulaincourt – son dernier appel téléphonique – qui était à son bureau avenue de Breteuil, pour se mettre d'accord sur l'heure à laquelle il devait arriver le lendemain – onze heures quarante-cinq – et pour le prier de lui apporter quelques renseignements dont l'un concernait la date d'arrivée de M. Christian Fouchet au ministère de l'Éducation nationale et celle de son départ. L'ancien chef de l'État voulait avoir la confirmation que Fouchet avait bien été le ministre de l'Éducation nationale demeuré le plus longtemps à son poste depuis le début de la IIIe République. En terminant, le général avait dit simplement à Beaulaincourt : « A demain... »

L'ancien président de la République devait ensuite regagner son bureau (qui avait été entièrement repeint quelques mois plus tôt pendant le voyage en Espagne). Tout dans cette pièce rappelle que le général écrit ses Mémoires. Sur sa table de travail, encombrée de papiers, de lettres, de documents, qui fait face à trois fenêtres – d'où l'on découvre « pardessus la plaine et les bois, les longues pentes descendant vers la vallée de l'Aube, puis les hauteurs du versant opposé », sans qu'apparaisse jusqu'à l'horizon la moindre construction – une pile de volumes de *l'Année politique*, les feuillets manuscrits de ses Mémoires rangés dans une chemise et les derniers livres que le général a reçus. Sur la droite, une table plus petite chargée de dossiers. Ce sont les comptes rendus de ses conversations, entre 1958 et 1969, avec les hommes d'État étrangers (quand il s'agit de Kennedy ou de Khrouchtchev, le général de Gaulle ouvre la conversation en déclarant : « Vous êtes puissant, la France ne l'est plus... » Suivent des variations sur les dimensions qu'il faut avoir aujourd'hui pour l'être. Et le général enchaîne : « Mais, cela dit, la France existe, elle a un point de vue, elle a un rôle... »). Deux photographies seulement : sur son bureau une, déjà ancienne, de ses petits-enfants jouant dans le jardin de la Boisserie, l'autre, sur une table, de son compagnon de la France libre, l'amiral Thierry d'Argenlieu. Des vitrines et des rayons chargés de livres recouvrent les murs circulaires. Dans ces vitrines, différents objets précieux qui lui ont été offerts : sabres et épées, médailles d'or, coq en cristal, croix de Lorraine, coffrets en argent, un petit

éléphant en or, cadeau du président Houphouët-Boigny. Sur les rayons surchargés, les *Mémoires d'outre-tombe,* Mauriac et Malraux, des livres d'art, diverses éditions de luxe, une bible ancienne, don de Konrad Adenauer, des ouvrages d'économie politique, mais surtout des livres d'histoire contemporaine : les Mémoires de Poincaré et de Foch, ceux de Churchill, d'Eisenhower, *l'Histoire universelle* et, à portée de sa main, les trois tomes des *Mémoires de guerre* et le premier des *Mémoires d'espoir* (les « classiques » – Corneille, Molière, Voltaire, Hugo, Balzac – se trouvaient dans la pièce voisine, la bibliothèque) .

Après avoir pris le thé, comme chaque jour, avec Mme de Gaulle, le général délaissa alors la rédaction de ses Mémoires et se mit à sa correspondance. Tout au long de l'année écoulée, les lettres étaient arrivées par milliers à Colombey. Les anciens compagnons, les fidèles, tant et tant de Français anonymes écrivirent le 22 novembre 1969 pour son anniversaire, le Ier janvier pour les vœux, le 18 juin, le 4 novembre, jour de la Saint-Charles. Depuis que le général de Gaulle avait quitté le pouvoir le 28 avril 1969, depuis que le vieil homme, après cette dernière épreuve, s'était retrouvé seul à Colombey, le flot de lettres n'avait pas cessé et les publications des cinq tomes des *Discours et Messages,* puis du premier tome des *Mémoires d'espoir,* entraînèrent un nouvel afflux. Parmi les lettres arrivées au courrier aux premières heures de la matinée de ce 9 novembre il s'en trouve une de son gendre, le général de Boissieu, et une d'un ancien aide de camp, le capitaine de vaisseau Flohic.

A deux heures de sa mort, le général signe un papier relatif à ses impôts fonciers (comme il doit le remettre le lendemain à Xavier de Beaulaincourt, il le date du I0 novembre). Puis il écrit ses dernières lettres (sans doute, entre cinq et dix) : ce sont des réponses à ceux de sa famille qui lui ont envoyé des messages pour lui souhaiter la Saint-Charles. Ces dernières lettres seront son dernier travail. Mme Jacques Vendroux, sa belle-soeur, recevra le lendemain une lettre du général au moment où elle apprendra sa mort. « Faites des vœux et même des prières pour le grand travail que j'ai entrepris », lui écrivait-il. Il écrit aussi à son fils – il lui avait déjà envoyé une lettre l'avant-veille de sa mort, le 7 novembre. Il s'agissait essentiellement dans cette dernière lettre du règlement de problèmes précis, de caractère familial. « Il avait bien le sentiment, dira plus tard Philippe de

Gaulle, d'être un homme au bout de son existence, qui se sentait proche de sa fin et qui ne devait pas laisser traîner ses affaires. »

A un moment, dans la soirée, il alla trouver Mme de Gaulle qui était dans la salle à manger. Le général, qui tenait deux lettres à la main, demanda les adresses à sa femme, puis regagna son bureau dont, à la nuit tombée, il ferma lui-même les volets comme il le faisait très souvent. Ce fut son dernier regard sur le jardin enveloppé de brume, dans une odeur de feuilles mortes et d'herbes mouillées, sur le paysage vallonné, les grandes étendues obscures de prairies et de forêts.

Le général de Gaulle est mort à la fin de cette journée du lundi 9 novembre à dix-neuf heures vingt-cinq. Après avoir travaillé tout l'après-midi, le général avait quitté son bureau, peu après dix-huit heures quarante-cinq, et rejoint Mme de Gaulle dans la pièce voisine, la bibliothèque, où il recevait ordinairement ses hôtes. Il s'était, comme chaque soir avant le dîner, assis devant sa table de bridge – vêtu de son habituel costume croisé gris foncé – étalant ses cartes à jouer pour une réussite, en attendant l'heure de passer à table, vers dix-neuf heures. Mme de Gaulle, à ses côtés, installée à son petit secrétaire Directoire, écrivait. Il était entre dix-huit heures cinquante et dix-huit heures cinquante-cinq, quand le général, soudainement, poussa un cri de douleur et murmura : « Oh! j'ai mal, là, dans le dos... » et porta la main à son dos, sur la droite. Il s'affaissa doucement sur le côté, retenu par le bras du fauteuil, la tête en avant. Ses lunettes tombèrent par terre. Ces paroles prononcées – et qui furent les dernières – il perdit connaissance. Il ne devait plus reprendre conscience avant sa mort.

Tout, ensuite, se déroula en moins d'une demi-heure. Mme de Gaulle pria immédiatement Charlotte, l'une des deux servantes de la Boisserie (qui était en train de fermer les volets de la bibliothèque), de téléphoner au docteur Guy Lacheny, à Bar-sur-Aube. Pendant ce temps, Honorine, l'autre servante, appelait – par une ligne de téléphone directe – le chauffeur Francis Marroux (qui logeait juste en face de la grille de la Boisserie), le priant de venir aussitôt. Marroux aida Mme de Gaulle et les deux servantes, qui avaient maintenu le général dans son fauteuil, à le transporter sur le matelas du divan de la bibliothèque, disposé sur le sol. Le chauffeur partit alors chercher le curé de Colombey, l'abbé Jaugey.

Celui-ci se trouvait dans son presbytère, petite maison de paysan située juste en face de l'église. Il travaillait dans son bureau, d'où par la fenêtre, à ras du sol, on apercevait, au-delà du potager, le même paysage que celui de la Boisserie. Il faisait complètement nuit et il bruinait. Marroux dit seulement : « Venez vite, le général a eu un malaise. » Le prêtre prit sa trousse pour le sacrement des malades – flacon d'huile, rituel, étole. Le docteur Lacheny se trouvait chez lui en consultation, quand le téléphone sonna. C'est sa femme qui prit la communication de Colombey et qui prévint le docteur. Celui-ci abandonna le malade qu'il examinait et les trois clients qui attendaient dans le salon. « Il n'était, a-t-il dit, pas tout à fait sept heures quand je fus appelé. J'ai mis dix minutes pour franchir les quinze kilomètres qui séparent Bar de Colombey, dérapant dans l'un des virages et redressant de justesse ma voiture. »

Le prêtre et le médecin se sont retrouvés en même temps à la Boisserie, à sept heures dix. « Le docteur est arrivé sur mes pas, a dit l'abbé Jaugey. Il est entré juste derrière moi. Je me suis effacé et c'est lui qui pénétra le premier dans la bibliothèque. » Pendant quelques minutes, le prêtre demeura seul au salon. « J'entendais des gémissements qui étaient des râles, dira-t-il. A ce moment seulement, j'ai compris que tout était fini. C'étaient les râles de l'agonie. »

Le cœur du général de Gaulle battait toujours quand le docteur Lacheny s'est penché sur lui. Son pouls était très faible. Quelques instants après le début de l'examen, le médecin s'est tourné vers Mme de Gaulle qui avait, semble-t-il, gardé encore quelque espérance : « Des yeux, a-t-il dit, j'ai fait signe que rien ne pouvait être tenté, qu'il n'y avait plus d'espoir. » Il fit une piqûre de morphine au cas, totalement improbable selon lui, où le général pourrait ressentir encore quelque souffrance.

Honorine poussa alors la porte du salon et, à la demande de Mme de Gaulle, pria l'abbé Jaugey de venir. « Vous pouvez entrer, lui dit le docteur Lacheny, c'est très grave. » « J'ai eu l'impression que le général de Gaulle était encore en vie, déclara plus tard le prêtre. Mais je n'en étais pas sûr. Agenouillé, le médecin était penché sur lui. Je m'agenouillai à mon tour et donnai le sacrement des malades : « Par cette sainte onction, que le Seigneur « vous pardonne tous les péchés que vous avez « commis. Amen. »

Le cœur du général de Gaulle avait cessé de battre. Il était dix-neuf heures vingt-cinq. Le docteur Lacheny se tourna à nouveau vers Mme de Gaulle, lui signifiant que le général était mort. Mme de Gaulle quitta alors des yeux le corps de son mari, regarda le médecin et lui dit : « Il a tant souffert, depuis deux ans. »

Dans la petite pièce silencieuse où un feu de bois se consumait dans la cheminée, seuls étaient présents, tous à genoux, Mme de Gaulle et ses deux servantes, le chauffeur Marroux, le médecin et le prêtre. « Personne, a dit ce dernier, n'a prononcé une parole. Mme de Gaulle était impassible. Les deux servantes pleuraient. »

Le médecin, après un rapide examen, avait diagnostiqué une rupture de l'aorte abdominale due à un anévrisme. C'est cette rupture brutale qui fit perdre connaissance au général. Aussitôt son corps s'était comme vidé de son sang. Son visage était, en quelques instants, devenu très pâle, pendant que ses mains blanchissaient. Le médecin, en le palpant, avait senti une poche de sang dans l'abdomen. Le général de Gaulle, selon lui, n'a pas souffert et ne s'est pas vu mourir.

Mme de Gaulle est restée digne et très maîtresse d'elle-même. Elle ne perdit à aucun moment son sang-froid, sut maîtriser sa douleur et fit face aussitôt aux décisions qu'elle dut prendre seule, puisque aucun de ses enfants ne se trouvait à ses côtés. Elle demanda à l'abbé Jaugey d'appeler à Paris le général de Boissieu pour lui annoncer la mort du général et le prier d'avertir Philippe de Gaulle. A Boissieu, le prêtre déclara simplement : « Votre beau-père vient de nous quitter... »

Ce fut aussitôt la toilette mortuaire, que firent le médecin, le prêtre et Marroux. Mme de Gaulle demanda que l'on revêtît le général de son uniforme et que l'on cherchât le drapeau. Puis les trois hommes transportèrent la dépouille au salon. Une des servantes se pencha sur le visage du général et peigna ses cheveux, qui étaient défaits.

Le docteur Lacheny qui devait visiter quelques malades – précisément dans les environs de Colombey – prit ensuite congé de Mme de Gaulle. L'abbé Jaugey s'offrit à veiller la dépouille, au moins jusqu'à l'arrivée d'Alain et d' Élisabeth de Boissieu. Mme de Gaulle refusa. Le prêtre lui demanda alors : «Le général de Gaulle était-il souffrant? – Non, non »,

répondit-elle avec force. Et elle rappela la promenade à pied de l'avant-veille, le déroulement de cette dernière journée au cours de laquelle le général avait reçu un visiteur et travaillé comme d'habitude. Puis Mme de Gaulle répéta au prêtre ce qu'elle avait dit au docteur Lacheny aussitôt après la mort. L'abbé Jaugey ne se souviendra pas textuellement des paroles prononcées : « Mme de Gaulle, dira-t-il, a de nouveau fait allusion à la souffrance morale du général de Gaulle. »

Peu de temps après le départ du médecin, le curé de Colombey quitta à son tour la Boisserie. A la grille, les gendarmes en faction ne lui demandèrent rien. Il pleuvait toujours. A pied, dans la nuit, le prêtre traversa le village endormi où plus une seule lumière ne brillait. Avant de rentrer chez lui, il pénétra dans la petite église, sombre et glacée, s'agenouilla et pria. A peine était-il revenu au presbytère qu'un membre des Renseignements généraux – en poste à Colombey – prévenu par les gendarmes de ces allées et venues à la Boisserie, vint aux nouvelles. « Rien d'alarmant, lui dit le prêtre, je vous l'assure, rien d'alarmant. » Aussi étrange que cela puisse paraître, le fonctionnaire ne poussa pas plus avant son enquête, sembla convaincu et rentra se coucher.

Le lendemain matin, peu avant neuf heures, l'abbé Jaugey traversa de nouveau le village pour aller à la boulangerie. Tout semblait encore normal, calme. Mais dès qu'il eut poussé la porte du magasin, la boulangère éclata en sanglots : « Monsieur le curé! le général est mort... » La factrice, quelques instants avant, avait répandu la nouvelle dans le village, après avoir apporté comme chaque matin, le courrier à la Boisserie. L'une des servantes, prenant les lettres adressées au général, n'avait pu retenir ses larmes : « Il est mort hier soir », lui avait-elle dit, dans un souffle.

Le général et Mme Alain de Boissieu, qui furent les premiers prévenus, arrivèrent à Colombey, dans la nuit du 9 au 10 novembre, à une heure du matin, avec leur fille Anne. C'est devant la dépouille du général que Mme de Gaulle les accueillit. Le corps de l'ancien chef de la France libre reposait sur un divan, au milieu du salon de la Boisserie, dans son uniforme kaki, recouvert d'un drapeau tricolore (celui-là même qui était hissé à la Boisserie aux anniversaires de la fête nationale et du II novembre) qui montait jusqu'aux poches supérieures de la vareuse – ornée seulement des deux insignes en émail de la France libre – et dont les plis tombaient sur le tapis.

Près du corps, éclairé par la flamme de deux cierges, disposés sur le napperon d'une petite table, un crucifix, une branche de buis trempant dans une soucoupe d'eau bénite. Aux mains du général, un chapelet de grains clairs que Paul VI avait donné à Mme de Gaulle et que le général gardait dans le tiroir de sa table de nuit. A ses pieds, le livre où figurent les noms de tous les compagnons de la Libération et dont la couverture en argent est ornée d'une croix de la Libération – un glaive surchargé d'une croix de Lorraine. Les fauteuils du salon avaient été poussés contre les murs ornés des portraits des ancêtres du général du XVIIIe siècle (un procureur, un avocat...) et d'un tableau donné par le roi des Belges. Dans une vitrine, au fond à gauche, des icônes et des vierges anciennes, dont la plus belle avait été offerte par le chancelier Adenauer. Le visage du général était serein, car ni la maladie ni la souffrance n'avaient précédé sa mort. L'un de ses proches dira : « Il est comme rajeuni de vingt ans. »

Mme de Gaulle avait prié ses serviteurs, le docteur Lacheny, le curé de Colombey, et aussi le maire du village M. Jean Raullet qu'elle avait fait avertir dans la soirée, de tenir la mort du général secrète parce qu'elle voulait que les membres de sa famille fussent prévenus par ses soins et ne l'apprissent point par la radio. Il fallait, en effet, avertir le capitaine de vaisseau de Gaulle qui était à Brest, Mme Marie-Agnès Cailliau, sœur aînée du général, Charles, petit-fils aîné, qui était à New York où il effectuait un stage dans une banque et les beaux-frères et belles-sœurs de l'ancien chef de l'État.

Le général de Boissieu qui, aux côtés de sa femme et de Mme de Gaulle, veilla la dépouille du général toute la nuit, avait d'abord appelé à une heure trente Xavier de Beaulaincourt pour le prier d'arriver à Colombey ce mardi 10 novembre de bonne heure. Par prudence, de peur que la nouvelle de la mort du général de Gaulle ne s'ébruite, Boissieu n'osa parler en clair au téléphone : « Je suis à la campagne. Il est arrivé quelque chose de très grave, d'irrémédiable... Vous me comprenez... » Et comme Beaulaincourt demeurait silencieux, il enchaîna : « C'est définitif, c'est fini. » Il ajouta : « Mon beau-père... » et raccrocha brusquement.

Beaulaincourt appela aussitôt le colonel Desgrées du Loû – Boissieu l'en avait prié – pour lui faire part des paroles du gendre du général de Gaulle.

L'aide de camp, pour en avoir le cœur net, téléphona aussitôt après à Colombey au chauffeur Marroux :

« C'est grave? interrogea-t-il.

– C'est grave, avait répondu Marroux.

– C'est très grave ?

– C'est très grave.

– C'est fini ?

– C'est fini. »

Desgrées du Loû rappela Beaulaincourt : « Oui, lui dit-il, le général est mort. » Tous deux – les seuls à Paris à savoir que de Gaulle est mort– demeurèrent éveillés le reste de la nuit et à cinq heures trente ce mardi I0 novembre, prirent la route de Colombey.

Xavier de Beaulaincourt était de toute manière attendu à Colombey. C'était mardi, le jour où, chaque semaine, les collaborateurs du général venaient à tour de rôle à la Boisserie lui apporter le courrier. Quoique prévenu de la mort du général de Gaulle, Beaulaincourt apporta tout de même à Colombey la lourde serviette, qui devait demeurer fermée. Dans un classeur, étaient rangées dix lettres qui auraient dû être soumises à la signature du général de Gaulle et que leurs destinataires ne recevront jamais. Parmi celles-ci, une lettre pour remercier M. Jacques Monod, prix Nobel, de l'envoi de son livre *le Hasard et la Nécessité,* une autre pour remercier, également de l'envoi de son livre *la Logique du vivant*, un autre prix Nobel, M. François Jacob.

Dans un second classeur se trouvaient les lettres, nombreuses, adressées dans la semaine au général de Gaulle, la plupart pour le remercier de l'envoi du *Renouveau.* Il y en avait une du pape, une du shah d'Iran, écrite de sa main, en français, et beaucoup d'autres : de M. Amintore Fanfani, de Lady Churchill, de Mme François Mauriac, d'anciens ministres. Il y avait également un long message de M. Anouar El Sadate, qui remerciait avec chaleur le général de Gaulle pour sa lettre envoyée à l'ambassadeur d' Égypte à l'occasion de la mort du président Nasser.

Puis Beaulaincourt apportait quelques livres qui avaient été adressés au général : la Mutation, de Marcel Loichot, *Europe after de Gaulle* de Lord Gladwyn, un ouvrage en langue tchèque d'Otto Wagner, compagnon de la

Libération, chef de bataillon à la I3e demi-brigade de la Légion étrangère, et aussi quelques documents nécessaires à ses Mémoires, dont une petite fiche donnant le volume de la masse monétaire au début du plan de stabilisation, à laquelle il avait ajouté la petite note sur Christian Fouchet demandée par téléphone, quelques heures avant sa mort. Xavier de Beaulaincourt, enfin, apportait quelques modèles de cartes de remerciements aux vœux du Ier janvier à venir, qui devaient être soumises au choix du général de Gaulle.

Alain de Boissieu avait le souci de garder secrète la nouvelle de la mort, tant que Philippe de Gaulle n'était pas arrivé à Paris et n'avait pas arrêté les dispositions relatives à la publication du testament du général de Gaulle. Il commença ses appels téléphoniques au petit matin de ce 10 novembre, prévenant les uns après les autres les membres de sa famille. L'un des premiers avertis fut Pierre Cailliau, fils de la sœur du général. Dès sept heures cinquante, celui-ci, craignant que sa mère n'apprît la nouvelle par les informations de huit heures, alla aussitôt la trouver dans la maison de retraite de Boulogne-sur-Seine où elle réside actuellement.

Mme de Gaulle avait demandé à son gendre de prévenir M. Georges Pompidou de la mort du général. Boissieu devait, par la suite, préciser que Mme de Gaulle lui avait dit de faire savoir en même temps au chef de l'État qu'il pouvait rendre public le texte des dernières volontés de l'ancien président de la République, dont il était le détenteur – avec les deux enfants du général – depuis 1952 (c'est aussitôt après les obsèques nationales du maréchal de Lattre de Tassigny, le 16 janvier 1952, que le général de Gaulle, s'étant demandé si le maréchal avait bien acquiescé, avant sa mort, à la pompe de ses obsèques et si l'on n'avait pas transgressé ses désirs intimes, avait quant à lui décidé de s'opposer, pour ses propres obsèques, à tout caractère national). A sept heures vingt-cinq, le mardi matin, Alain de Boissieu téléphona au général Deguil, chef de l'état-major particulier de M. Pompidou, le priant de transmettre aussitôt au président de la République le message de Mme de Gaulle.

Philippe de Gaulle apprit la mort de son père à Brest – au cercle naval où il dînait – dans la soirée du 9 novembre peu après vingt heures, par un coup de téléphone de sa femme qui, à Paris, avait été aussitôt prévenue. Il pensa effectuer le voyage en avion militaire pour gagner du temps. Mais craignant que le départ de l'avion à Brest, l'atterrissage à Villacoublay, n'éveillent

l'attention, le fils du général se résolut à prendre, à vingt et une heures quarante-cinq, le train qui devait arriver le lendemain matin peu avant sept heures à Paris (déjà, à Brest, à l'état-major de l'aéronavale, certains officiers, en raison de ce départ précipité, pensaient que l'ancien président de la République était gravement malade).

Dès l'arrivée dans son appartement parisien, la sonnerie du téléphone retentit. Mme de Gaulle était à l'appareil. Ce furent les premiers mots échangés entre Philippe et sa mère, depuis la mort du général. « Je te rappelle, lui dit-elle, que tu dois faire publier le plus tôt possible les dispositions testamentaires de ton père... » Philippe de Gaulle décida alors d'appeler l' Élysée. « Je souhaitais, déclara-t-il plus tard, prendre contact avec un collaborateur du chef de l'État. Il fallait, en effet, tout régler avant que la nouvelle fût connue et que le blocage des centrales téléphoniques empêchât toute communication, comme ce fut le cas. Pour commencer, je devais préciser que, depuis 1952, mon père n'avait fait aucun testament nouveau et que celui-ci demeurait valable. Je lui posais la question tous les deux ans environ. Après son départ des affaires, je lui ai demandé à nouveau : votre testament refusant des obsèques nationales est-il toujours valable? Il a répondu par l'affirmative. Il ne voulait toujours pas – sous la Ve République comme sous la IVe, au pouvoir comme hors du pouvoir – d'obsèques solennelles, auxquelles il trouvait un caractère un peu profane. A ses yeux, les obsèques, c'était une affaire privée et une affaire chrétienne. Il désirait toujours être enterré simplement à Colombey, en présence des habitants du village dont il était devenu l'un d'entre eux. Pour éviter les fausses manœuvres, pour que tout fût clair, l'annonce de la mort de mon père et de ses dispositions testamentaires devait être immédiatement faite. Et il était de mon devoir de ne pas quitter Paris sans m'être assuré que le texte intégral du testament avait été rendu public à la radio et à la télévision. »

Il est peu avant neuf heures quand Philippe de Gaulle téléphone à l' Élysée. Il demande à parler à Pierre Juillet, collaborateur de M. Pompidou. L'officier de service lui répond qu'il n'est pas là et ne peut lui préciser quand il pourra le joindre. L'officier propose alors au fils du général de parler à M. Denis Baudouin, le nouveau chef du service de presse. Philippe de Gaulle refuse : M. Baudouin reste pour lui l'organisateur de la campagne de Jean

Lecanuet aux élections présidentielles et surtout de celle du référendum d'avril 1969, en faveur des « non » Philippe de Gaulle dira : « Je ne veux pas parler à M. Baudouin. Je ne peux pas lui parler... » Il appelle alors Pierre Lefranc et lui demande de venir aussitôt chez lui, puis de se rendre à l' Élysée.

Après le départ de Lefranc, le capitaine de vaisseau de Gaulle demeure seul dans son appartement. Personne ne se manifeste auprès de lui. Ni de la présidence de la République ni de Matignon. Aucun officiel ne prend la peine de se mettre en contact avec le fils du disparu. Il est sur le moment profondément choqué. Il en gardera plus tard quelque amertume. Il se pose des questions : pourquoi personne n'est venu se mettre à sa disposition? Pourquoi ce vide autour de lui? Il ne peut pas croire qu'on ne lui fait pas le « coup du mépris ». Et il se rappelle ce qui fut accompli pour le fils de Vincent Auriol au moment de la mort du président, le Ier janvier 1966 : la Caravelle présidentielle avait alors été mise à sa disposition et un membre du cabinet du président de la République avait aussitôt demandé à le voir.

A quatorze heures, au volant de sa voiture, le fils du général de Gaulle part pour Colombey avec sa femme et trois de ses enfants, Yves, Jean et Pierre (l'aîné, Charles, qui était aux États-Unis, arrivera en même temps que le président Nixon, qui l'avait invité à effectuer le voyage à bord de son avion personnel) .

Pierre Lefranc est reçu par M. Georges Pompidou le 10 novembre, au début de la matinée. « Je viens de la part de Philippe de Gaulle, lui dit-il, pour vous préciser que le testament du général, fait en 1952, est toujours valable et pour vous faire part de son intention de le rendre public le plus rapidement possible. » Lefranc présente à Georges Pompidou l'exemplaire du testament appartenant à Philippe. Le président le lit lentement et confirme qu'il est bien conforme à son exemplaire qui se trouve dans son coffre, chez lui, quai de Béthune et que Mme Dupuy, son chef de cabinet, est allée chercher. M. Pompidou demande cependant que l'on fasse une photocopie de l'exemplaire de Philippe de Gaulle. Puis il montre à Lefranc le texte de l'allocution qu'il s'apprête à prononcer à la télévision : « ... La France est veuve... et que, dans l'âme nationale, de Gaulle vive éternellement. »

C'est à ce moment qu'arrive Jacques Chaban-Delmas. Il avait passé la nuit à « la Lanterne », résidence officielle du Premier ministre, près de Versailles où, ce matin peu après sept heures trente, le téléphone sonna. L'aide de camp de M. Georges Pompidou était à l'appareil : « Le président de la République désire vous voir le plus rapidement possible. Il vous attend », dit-il simplement, sans ajouter aucune explication. Le Premier ministre partit aussitôt pour Paris, intrigué, inquiet, passant en revue tous les problèmes possibles qui pouvaient motiver une consultation si matinale, en écoutant – comme il en a l'habitude en auto– la musique de sa radio.

Dès qu'il pénètre dans le bureau présidentiel, Chaban-Delmas voit Lefranc aux côtés de Georges Pompidou. «J'ai alors compris, dira-t-il plus tard, et j'ai reçu comme un coup terrible. » Le chef de l'État lui dit : « Jacques, le général de Gaulle est mort hier soir. » Tous trois gardent le silence. C'est le Premier ministre qui le rompt : « Nous sommes seuls maintenant... »

Mme Dupuy apporte alors au chef de l'État son exemplaire – le numéro un – du testament. M. Pompidou vérifie qu'il est identique à celui de Philippe de Gaulle, qu'il rend à Pierre Lefranc. Le problème des cérémonies officielles est alors abordé. « Que fera le gouvernement? », interroge M. Pompidou, qui ajoute aussitôt : « Il y aura un service solennel à Notre-Dame. La famille du général y assistera-t-elle ? » Lefranc répond que les décisions de la famille ne pourront être fixées qu'après l'arrivée de Philippe de Gaulle à Colombey. Puis il prend congé en précisant que ce dernier va immédiatement rendre public le texte du testament. Au même moment, l'aide de camp fait irruption dans le bureau pour dire à M. Pompidou que les radios viennent d'annoncer la mort du général de Gaulle.

Pierre Lefranc s'installe alors au secrétariat du général, avenue de Breteuil, désert puisque Xavier de Beaulaincourt et le colonel Desgrées du Loû sont à Colombey. Dès son arrivée, M. Michel Jobert, secrétaire général de l' Élysée, l'appelle pour lui demander de surseoir à la publication du testament : « Le président de la République, lui dit-il, a convoqué un Conseil des ministres à midi. Il désirerait que le testament soit publié après ce conseil. – Je vais consulter la famille du général de Gaulle », répond Lefranc qui, après avoir pris contact avec Philippe, rappelle Michel Jobert : « La volonté de la famille du général est de donner sans retard à la presse le

texte du testament qui ne concerne en rien le Conseil des ministres. » Pierre-Louis Blanc dicte aussitôt à l'agence France-Presse le document, pendant que le service de presse de l' Élysée, à son tour, le rend public et distribue aux journalistes des photocopies.

Un peu plus tard, l'annonce est officiellement faite de la messe à Notre-Dame, le 12 novembre à onze heures. Pierre Lefranc, un peu surpris, appelle aussitôt Mme Dupuy à l' Élysée, pour lui faire remarquer que la messe en la cathédrale de Paris a été annoncée avant que les obsèques de Colombey aient été fixées. Ainsi, si ces obsèques ont lieu le matin, la famille du général de Gaulle ne pourra pas se rendre à Notre-Dame. Mais Philippe de Gaulle résout le problème : les obsèques du général à Colombey auront lieu dans l'après-midi et aucun membre de la famille du général, déclare-t-il, ne viendra à Notre-Dame, conformément au testament.

A dix-neuf heures, de Colombey, Philippe rappelle Pierre Lefranc qui lui avait demandé si le président de la République et le Premier ministre pouvaient venir à la Boisserie s'incliner dans l'après-midi du II novembre sur la dépouille du général : accord est donné à la venue ce jour-là de M. Pompidou et de M. Chaban-Delmas. En fait, le désir de Georges Pompidou avait été de se rendre aussitôt à Colombey le I0. Mais le capitaine de vaisseau de Gaulle ne devant arriver ce jour-là à la Boisserie que dans la soirée, Mme de Gaulle avait fait répondre qu'elle préférait que la visite se déroule le II novembre.

Pendant ce temps-là, à Colombey, le général de Boissieu, en attendant l'arrivée de Philippe de Gaulle, vers dix-huit heures, accueillait les visiteurs. Rares furent ceux qui purent voir la dépouille du général de Gaulle avant la mise en bière. Les premiers à se présenter avaient été Xavier de Beaulaincourt et le colonel Desgrées du Loû, qui restèrent toute la journée à Colombey pour prendre connaissance des télégrammes qui commençaient à arriver et pour aider à l'organisation des obsèques avec le maire, le curé, les gens chargés de l'inhumation, et les services du ministère de l'Intérieur dirigés par M. Georges Parat, responsable de la protection des hautes personnalités. Puis, arrivèrent successivement le matin le maire et les membres du conseil municipal de Colombey, M. Paul Dijoud, préfet de la Haute-Marne, avec son épouse, M. et Mme Jacques Vendroux, qui avaient été avertis à sept heures par le général de Boissieu, M. Georges Galichon,

président d'Air France, ancien directeur du cabinet du général, et sa femme et M. Toussirot–en larmes–un ancien chauffeur du général au temps du R.P.F. L'après-midi, à quatorze heures, Mgr Alfred Atton, évêque de Langres, qu'accompagnait le curé de Colombey, puis le général Massu. Celui-ci, contrairement à d'autres témoignages, trouvera le visage du général sur son lit de mort, « très changé et terriblement impressionnant ».

A seize heures, M. Michel Debré et le général Fourquet, chef d'état-major des armées, arrivèrent à Colombey par hélicoptère. La visite de M. Michel Debré – le seul ministre à avoir vu le général de Gaulle sur son lit de mort– fut jugée avec quelque sévérité par plusieurs de ses collègues. Mme de Gaulle avait fait savoir qu'elle ne souhaitait la venue d'aucun membre du gouvernement à Colombey et M. Pompidou, au Conseil du matin, avait prié les ministres « de ne pas se livrer à des manifestations de caractère personnel ». Ce fut pour certains – dont la première pensée avait été, dès qu'ils apprirent la mort du général, de prendre la route de Colombey – très cruel de ne pouvoir aller se recueillir devant sa dépouille, de ne pas voir son visage pour la dernière fois. Michel Debré profita de sa venue à la Boisserie pour mettre au point, avec le général de Boissieu, le déroulement de la cérémonie militaire qui devait avoir lieu après la messe des obsèques.

Il y eut un moment d'émotion intense à l'heure du déjeuner. Mme de Gaulle et ses enfants se retrouvèrent dans la salle à manger. Pour la première fois, la place du général à table, le dos à la cheminée – entourée de deux grandes amphores phéniciennes – était vide. Immobiles, silencieux, tous contemplèrent cette place. Mme de Gaulle eut du mal à contenir sa douleur, mais ne céda pas à son chagrin. Philippe de Gaulle n'étant pas encore arrivé, elle pria sa fille Élisabeth de s'asseoir à la place de son père. C'est à table, au début du repas, qu'ils entendirent à la télévision l'allocution de M. Georges Pompidou. Puis Mme de Gaulle, comme à l'habitude, demanda courtoisement au colonel Desgrées du Loû et à M. de Beaulaincourt des nouvelles de leur famille et évoqua certains détails matériels concernant la préparation des obsèques. Mais les convives demeurèrent la plupart du temps silencieux.

La mise en bière eut lieu juste avant le dîner vers vingt heures, le mardi 10 novembre, dès que le menuisier du village, M. Louis Merger, apporta le cercueil. Il était venu le matin même à la Boisserie pour prendre les

mesures nécessaires à son travail. Philippe de Gaulle avait désiré que le couvercle ne fût pas vissé sur-le-champ de manière que certains membres de la famille du général et d'autres personnes puissent voir sa dépouille le lendemain. C'est Mme de Gaulle qui voulut que le cercueil fût définitivement fermé, conformément au vœu de l'ancien président de la République : celui-ci avait donné pour instructions que son corps fût mis en bière dès que le cercueil serait prêt, « pour éviter la fatigue à ceux qui ont à veiller un mort ». Et il est sûr aussi que le désir profond de Mme de Gaulle était que le moins de personnes possible voient le général de Gaulle mort. (Ce dernier avait déclaré un jour qu'il ne voulait pas que ses petits-fils, s'ils étaient encore enfants au moment de sa disparition, vissent sa dépouille. Le dernier fils de Philippe, Pierre – sept ans –, ne fut donc pas conduit devant le corps de son grand-père.) Le général a été.mis en bière par le fils de M. Merger et un menuisier de la commune voisine de Juzennecourt, M. Mouton, en présence de Mme de Gaulle, de ses enfants et des serviteurs de la Boisserie.

Dans l'après-midi, Pierre Lefranc avait demandé à Mme de Gaulle si elle désirait faire prendre un moulage du visage et des mains du général. Elle fit répondre aussitôt qu'elle ne le souhaitait pas. L'un de ses enfants voulut savoir si elle aurait aimé garder une mèche de ses cheveux. La réponse fut la même : rien, rien qui puisse rappeler la dépouille du général de Gaulle. « Pas de reliques », dit-elle.

Le lendemain, mercredi II novembre, quelques personnes furent admises à la Boisserie, parmi lesquelles le comte de Paris – arrivé seul à Colombey au volant de sa voiture – et le général Lazard, ancien résistant. La sœur du général était arrivée dans le courant de la journée. C'est devant le cercueil de son frère qu'on lui donna la lettre – datée du 6 novembre – que le général lui avait écrite pour répondre à ses souhaits de Saint-Charles et qui n'avait pas été postée. C'est devant le cercueil qu'elle l'ouvrira et qu'elle lira : « Tout est très calme ici. Je poursuis mon grand travail... »

M. Georges Pompidou, président de la République, et M. Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre et compagnon de la Libération, arrivèrent à la Boisserie à seize heures. Les deux hommes furent accueillis sur le perron par le capitaine de vaisseau de Gaulle et le général de Boissieu. Ils se serrèrent les mains en silence. Le fils et le gendre du général

accompagnèrent Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas dans le salon obscur où, aux côtés du cercueil, se trouvaient Mme de Gaulle, sa fille, sa belle-fille et ses petits-enfants. Ils se recueillirent sans prononcer une parole. A leur demande, Philippe les conduisit ensuite dans le bureau du général où ils demeurèrent quelques instants immobiles et silencieux. Au moment du départ, seize minutes après, Mme de Gaulle prit affectueusement la main de Chaban-Delmas : « Il faut que vous le sachiez. Il vous aimait bien », lui dit-elle.

Puis devaient successivement s'incliner sur le cercueil les membres d'une délégation de la Fondation Anne de Gaulle, M. Maurice Couve de Murville, M. Gilbert Grandval et d'anciens collaborateurs du général de Gaulle : Gaston Palewski, Jacques Foccart, Geoffroy de Courcel, Étienne Burin des Roziers, René Brouillet, Pierre Lefranc, Pierre-Louis Blanc, le colonel d'Escrienne, André Ducret. Le lendemain matin, 12 novembre, quelques anciens collaborateurs furent encore admis à la Boisserie : Jean Chauveau, Gilbert Pérol, Thierry Kaeppelin. Après s'être recueillis devant la dépouille, certains, comme l'avaient fait le chef de l'État et le Premier ministre, ont pénétré dans le bureau du général, regardant la table de travail bien ordonnée, les rayons de la bibliothèque, les objets familiers et, parla fenêtre au-delà du jardin, le paysage de champs et de bois. Le cœur battant, immobiles, silencieux, retenant leurs larmes, ils contemplaient le décor de ce simple cabinet de travail, où le général « passait la plupart des heures du jour », comme s'ils voulaient s'en imprégner à jamais.

Quelques heures plus tard, le général de Gaulle reposait dans la tombe du cimetière de Colombey où dort déjà sa fille Anne et où, un jour, le rejoindra sa femme, sa prière exaucée : « A la France, à notre Dame la France... Nous n'avons rien à lui demander, excepté, peut-être, que le jour de la liberté elle veuille bien nous ouvrir maternellement ses bras pour que nous y pleurions de joie et, qu'au jour où la mort sera venue nous saisir, elle nous ensevelisse doucement dans sa bonne et sainte terre. »

Dans la collection Les Cahiers Rouges

Joseph d'Arbaud	42	*La Bête du Vaccarès*
Jacques Audiberti	187	*L'Opéra du monde*
Marguerite Audoux	79	*L'atelier de Marie-Claire*
Marguerite Audoux	78	*Marie-Claire*
François Augiéras	216	*L'apprenti sorcier*
François Augiéras	257	*Domme ou l'essai d'occupation*
François Augiéras	234	*Un voyage au mont Athos*
Marcel Aymé	23	*Clérambard*
Marcel Aymé	240	*Vogue la galère*
Charles Baudelaire	172	*Lettres inédites aux siens*
Béatrix Beck	92	*La décharge*
Béatrix Beck	93	*Josée dite Nancy*
Jurek Becker	253	*Jakob le menteur*
Julien Benda	247	*La tradition de l'existentialisme*
Julien Benda	127	*La trahison des clercs*
Emmanuel Berl	236	*La France irréelle*
Emmanuel Berl	166	*Méditation sur un amour défunt*
Emmanuel Berl	80	*Rachel et autres grâces*
Tristan Bernard	196	*Mots croisés*
Princesse Bibesco	115	*Catherine-Paris*
Princesse Bibesco	262	*Le confesseur et les poètes*
Ambrose Bierce	47	*Histoires impossibles*
Ambrose Bierce	68	*Morts violentes*
Lucien Bodard	289	*La vallée des roses*
André Breton, Lise Deharme, Julien Gracq, Jean Tardieu	52	*Farouche à quatre feuilles*
Charles Bukowski	164	*Au sud de nulle part*
Charles Rukowski	204	*Factotum*
Charles Bukowski	108	*L'amour est un chien de l'enfer t.I*
Charles Bukowski	121	*L'amour est un chien de l'enfer t.2*
Charles Bukowski	60	*Le Postier*
Charles Bukowski	153	*Souvenirs d'un pas grand-chose*
Charles Bukowski	188	*Women*
Anthony Burgess	191	*Pianistes*

Michel Butor	199	*Le génie du lieu*
Erskine Caldwell	17	*Une lampe, le soir...*
Henri Calet	161	*Contre l'oubli*
Henri Calet	169	*Le croquant indiscret*
Hans Carossa	278	*Journal de guerre*
Blaise Cendrars	01	*Moravagine*
Blaise Cendrars	120	*Rhum*
Blaise Cendrars	72	*La Vie dangereuse*
André Chamson	61	*L'Auberge de l'abîme*
Jacques Chardonne	18	*Claire*
Jacques Chardonne	39	*Lettres à Roger Nimier*
Jacques Chardonne	101	*Les Varais*
Jacques Chardonne	32	*Vivre à Madère*
Alphonse de Châteaubriant	49	*La Brière*
Bruce Chatwin	77	*En Patagonie*
Bruce Chatwin	171	*Les jumeaux de Black Hill*
Bruce Chatwin	251	*Utz*
Hugo Claus	74	*La Chasse aux canards*
Emile Clermont	207	*Amour promis*
Jean Cocteau	88	*La corrida du 1er Mai*
Jean Cocteau	116	*Les Enfants terribles*
Jean Cocteau	09	*Journal d'un inconnu*
Jean Cocteau	114	*Lettre aux Américains*
Jean Cocteau	173	*La machine infernale*
Jean Cocteau	33	*Portraits-souvenir*
Jean Cocteau	201	*Reines de la France*
Vincenzo Consolo	125	*Le sourire du marin inconnu*
Jean-Louis Curtis	291	*La Chine m'inquiète*
Salvador Dali	107	*Les cocus du vieil art moderne*
Léon Daudet	29	*Les Morticoles*
Léon Daudet	254	*Souvenirs littéraires*
Degas	242	*Lettres*
Joseph Delteil	15	*Choléra*
Joseph Delteil	224	*La Deltheillerie*
Joseph Delteil	190	*Jeanne d'Arc*
Joseph Delteil)	259	*Jésus II*
Joseph Delteil	243	*La Fayette*

Joseph Delteil	69	*Les Poilus*
Joseph Delteil	16	*Sur le fleuve Amour*
André Dhôtel	27	*Le Ciel du faubourg*
Charles Dickens	145	*De grandes espérances*
Maurice Donnay	225	*Autour du Chat Noir*
Alexandre Dumas	283	*Catherine Blum*
Alexandre Dumas	282	*Jacquot sans Oreilles*
Umberto Eco	175	*La guerre du faux*
Ralph Ellison	149	*Homme invisible, pour qui chantes-tu ?*
Oriana Fallaci	252	*Un homme*
Ferreira de Castro	95	*Forêt vierge*
Ferreira de Castro	273	*La mission*
Max-Pol Fouchet	217	*La rencontre de Santa Cruz*
Georges Fourest	270	*La négresse blonde*
Jean Freustié	189	*Proche est la mer*
Carlo Emilio Gadda	140	*Le château d'Udine*
Gabriel Garcia Marquez	228	*L'automne du patriarche*
Gabriel García Márquez	174	*Chronique d'une mort annoncée*
Gabriel García Márquez	132	*Des feuilles dans la bourrasque*
Gabriel Garcia Márquez	137	*Des yeux de chien bleu*
Gabriel Garcia Márquez	123	*Les funérailles de la Grande Mémé*
Gabriel Garcia Márquez	124	*L'incroyable et triste histoire de la candide Erendira*
Gabriel García Márquez	138	*La Mala Hora*
Gabriel Garcia Márquez	130	*Pas de lettre pour le colonel*
Gabriel García Márquez	263	*Récit d'un naufragé*
David Garnett	195	*La femme changée en renard*
Gauguin	156	*Lettres à sa femme et à ses amis*
Maurice Genevoix	02	*La Boîte à pêche*
Maurice Genevoix	218	*Raboliot*
Natalia Ginzburg	139	*Les mots de la tribu*
Jean Giono	179	*Colline*
Jean Giono	205	*Jean le Bleu*
Jean Giono	34	*Mort d'un personnage*
Jean Giono	71	*Naissance de l'Odyssée*
Jean Giono	229	*Que ma joie demeure*
Jean Giono	155	*Regain*
Jean Giono	279	*Le Serpent d'Étoiles*

Jean Giono	222	*Un de Baumugnes*
Jean Giono	208	*Les vraies richesses*
Jean Giraudoux	46	*Bella*
Jean Giraudoux	203	*Églantine*
Jean Giraudoux	181	*La menteuse*
Jean Giraudoux	103	*Siegfried et le Limousin*
Emst Glaeser	62	*Le Dernier Civil*
William Goyen	142	*Savannah*
Jean Guéhenno	117	*Changer la vie*
Yvette Guilbert	214	*La chanson de ma vie*
Louis Guilloux	134	*Angélina*
Louis Guilloux	76	*Dossier confidentiel*
Louis Guilloux	264	*Hyménée*
Louis Guilloux	05	*La Maison du peuple*
Jean-Noël Gurgand	285	*Israéliennes*
Kléber Haedens	35	*Adios*
Kléber Haedens	89	*L'été finit sous les tilleuls*
Kléber Haedens	235	*Magnolia-Jules/L'Ecole des parents*
Kléber Haedens	97	*Une histoire de la littérature française*
Knut Hamsun	53	*Vagabonds*
Joseph Heller	44	*Catch 22*
Louis Hémon	19	*Battling Malone, pugiliste*
Louis Hémon	55	*Monsieur Ripois et la Némésis*
Pierre Herbart	281	*Histoires confidentielles*
Hermann Hesse	82	*Siddhartha*
Panaït Istrati	30	*Les Chardons du Baragan*
Henry James	255	*Les journaux*
Pascal Jardin	102	*La guerre à neuf ans*
Pascal Jardin	211	*Guerre après guerre*
Marcel Jouhandeau	223	*Les Argonautes*
Marcel Jouhandeau	170	*Élise architecte*
Ernst Jünger	157	*Le contemplateur solitaire*
Emst Jünger	266	*Rivarol et autres essais*
Franz Kafka	230	*Journal*
Franz Kafka	10	*Tentation au village*
Paul Klee	150	*Journal*
Jean de La Varende	286	*Le Centaure de Dieu*

Armand Lanoux	220	*Maupassant, le Bel-Ami*
Jacques Laurent	202	*Croire à Noël*
Jacques Laurent	41	*Le Petit Canard*
Le Golif	59	*Cahiers de Le Golif, dit Borgnefesse*
Paul Léautaud	126	*Bestiaire*
G. Lenotre	231	*Napoléon - Croquis de l'épopée*
G. Lenotre	99	*La Révolution par ceux qui l'ont vue*
G. Lenotre	100	*Sous le bonnet rouge*
G. Lenotre	213	*Versailles au temps des rois*
Primo Levi	85	*La trêve*
Suzanne Lilar	131	*Le couple*
Pierre Mac Orlan	11	*Marguerite de la nuit*
Vladimir Maïakovski	112	*Théâtre*
Norman Mailer	184	*Les armées de la nuit*
Norman Mailer	81	*Pourquoi sommes-nous au Vietnam ?*
Norman Mailer	36	*Un rêve américain*
Antonine Maillet	280	*Les Cordes-de-Bois*
Antonine Maillet	274	*Pélagie-la-Charrette*
Curzio Malaparte	165	*Technique du coup d'État*
Luigi Malerba	269	*Le serpent cannibale*
Eduardo Mallea	206	*La barque de glace*
André Malraux	28	*La Tentation de l'Occident*
Clara Malraux	238	*Nos vingt ans*
Heinrich Mann	13	*Professeur Unrat (l'Ange bleu)*
Heinrich Mann	284	*Le sujet !*
Klaus Mann	177	*Mephisto*
Klaus Mann	178	*Le volcan*
Thomas Mann	03	*Altesse royale*
Thomas Mann	244	*Les maîtres*
Thomas Mann	133	*Mario et le magicien*
Thomas Mann	25	*Sang réservé*
François Mauriac	37	*Les Anges noirs*
François Mauriac	237	*Le mystère Frontenac*
François Mauriac	38	*La Pharisienne*
François Mauriac	227	*La robe prétexte*
François Mauriac	176	*Thérèse Desqueyroux*
Jean Mauriac	290	*Mort du général de Gaulle*

André Maurois	232	*Le cercle de famille*
André Maurois	180	*Les silences du Colonel Bramble*
Frédéric Mistral	268	*Mirèio-Mireille*
Thyde Monnier	267	*La rue courte*
Paul Morand	90	*Air indien*
Paul Morand	83	*Bouddha vivant*
Paul Morand	113	*Champions du monde*
Paul Morand	48	*L'Europe galante*
Paul Morand	04	*Lewis et Irène*
Paul Morand	67	*Magie noire*
Alvaro Mutis	167	*La dernière escale du tramp steamer*
Alvaro Mutis	163	*Ilona vient avec la pluie*
Alvaro Mutis	159	*La neige de l'Amiral*
Vladimir Nabokov	06	*Chambre obscure*
Sten Nadolny	261	*La découverte de la lenteur*
Irène Némirovsky	122	*L'Affaire Courilof*
Irène Némirovsky	51	*Le Bal*
Irène Némirovsky	63	*David Golder*
Irène Némirovsky	87	*Les mouches d'automne*
Gérard de Nerval	226	*Poèmes d'Outre-Rhin*
Paul Nizan	50	*Antoine Bloyé*
François Nourissier	07	*Un petit bourgeois*
René de Obaldia	08	*Le Centenaire*
René de Obaldia	151	*Innocentines*
Edouard Peisson	183	*Hans le marin*
Edouard Peisson	260	*Le pilote*
Édouard Peisson	212	*Le sel de la mer*
Sandro Penna	288	*Poésies*
Sandro Penna	239	*Un peu de fièvre*
Joseph Peyré	40	*L'Escadron blanc*
Joseph Peyré	152	*Matterhorn*
Joseph Peyré	98	*Sang et Lumières*
Charles-Louis Philippe	57	*Bubu de Montparnasse*
André Pieyre de Mandiargues	118	*Le Belvédère*
André Pieyre de Mandiargues	119	*Deuxième Belvédère*
André Pieyre de Mandiargues	26	*Feu de Braise*
Raoul Ponchon	275	*La muse au cabaret*

Henry Poulaille	219	*Pain de soldat*
Henry Poulaille	65	*Le Pain quotidien*
John Cowper Powys	96	*Camp retranché*
Bernard Privat	221	*Au pied du mur*
Raymond Radiguet	200	*Le diable au corps*
Charles-Ferdinand Ramuz	66	*Aline*
Charles-Ferdinand Ramuz	43	*Derborence*
Charles-Ferdinand Ramuz	246	*Le garçon savoyard*
Charles-Ferdinand Ramuz	104	*La grande peur dans la montagne*
Charles-Ferdinand Ramuz	215	*Jean-Luc persécuté*
Charles-Ferdinand Ramuz	241	*Joie dans le ciel*
Paul Reboux et Charles Muller	258	*A la manière de..., T.I*
Paul Reboux et Charles Muller	272	*A la manière de..., T.II*
Jean François Revel	75	*Sur Proust*
André de Richaud	22	*La Barette rouge*
André de Richaud	86	*La douleur*
André de Richaud	20	*L'Étrange Visiteur*
Rainer-Maria Rilke	24	*Lettres à un jeune poète*
Marthe Robert	94	*L'Ancien et le Nouveau*
Christiane Rochefort	276	*Archaos*
Christiane Rochefort	271	*Printemps au parking*
Auguste Rodin	245	*L'art*
Mark Rutherford	111	*L'autobiographie de Mark Rutherford*
Maurice Sachs	73	*Au temps du Boeuf sur le toit*
Vita Sackville-West	141	*Au temps du roi Edouard*
Claire Sainte-Soline	250	*Le dimanche des Rameaux*
Leonardo Sciascia	128	*L'Affaire Moro*
Leonardo Sciascia	110	*Du côté des infidèles*
Leonardo Sciascia	109	*Pirandello et la Sicile*
Jorge Semprun	144	*Quel beau dimanche*
Victor Serge	265	*Les derniers temps*
Victor Serge	58	*S'il est minuit dans le siècle*
Friedrich Sieburg	135	*Dieu est-il Français?*
Ignazio Silone	210	*Fontamara*
Ignazio Silone	21	*Une poignée de mûres*
Osvaldo Soriano	287	*Je ne vous dis pas adieu...*
Osvaldo Soriano	233	*Quartiers d'hiver*

Philippe Soupault	70	*Poèmes et poésies*
Roger Stéphane	209	*Portrait de l'aventurier*
André Suarès	136	*Vues sur l'Europe*
Pierre Teilhard de Chardin	168	*Écrits du temps de la guerre (1916-1919)*
Pierre Teilhard de Chardin	248	*Genèse d'une pensée*
Pierre Teilhard de Chardin	249	*Lettres de voyage*
Paul Theroux	182	*Voyage excentrique et ferroviaire autour du Royaume-Uni*
Roger Vailland	192	*Bon pied bon oeil*
Roger Vailland	84	*Éloge du cardinal de Bernis*
Roger Vailland	147	*Les mauvais coups*
Roger Vailland	154	*Un jeune homme seul*
Vincent Van Gogh	105	*Lettres à son frère Théo*
Vincent Van Gogh	148	*Lettres à Van Rappard*
Vercors	158	*Sylva*
Paul Verlaine	146	*Choix de poésies*
Frédéric Vitoux	194	*Bébert, le chat de Louis-Ferdinand Céline*
Ambroise Vollard	197	*En écoutant Cézanne, Degas, Renoir*
Kurt Vonnegut	198	*Galápagos*
Jakob Wassermann	160	*Gaspard Hauser*
Mary Webb	54	*Sam*
Kenneth White	56	*Lettres de Gourgounel*
Walt Whitman	106	*Feuilles d'herbe t.1*
Walt Whitman	193	*Feuilles d'herbe t.2*
Jean-Didier Wolfromm	277	*Diane Lanster*
Émile Zola	162	*Germinal*
Zola, Maupassant, Huysmans, Céard, Hennique, Alexis	129	*Les soirées de Médan*
Stefan Zweig	64	*Brûlant secret*
Stefan Zweig	12	*Le Chandelier enterré*
Stefan Zweig	91	*Érasme*
Stefan Zweig	31	*La Peur*
Stefan Zweig	14	*La Pitié dangereuse*
Stefan Zweig	256	*Souvenirs et rencontres*
Stefan Zweig	186	*Un caprice de Bonaparte*